

AFRIQUE ET DEVELOPPEMENT

AFRICA DEVELOPMENT

Vol. XII, No.4, 1987 - ISSN 0850 3907

Contents - Sommaire

- | | |
|-----------------------|---|
| Samir Amin | Paix, Sécurité nationale et régionale, et Développement: quelques Réflexions à partir de l'expérience africaine |
| Donald P. Chimanikire | Women in Industry: Legal and Social Attitudes |
| Elloumi Mohamed | Travail et Revenus extérieurs dans la Dynamique des Exploitations agricoles |
| Abdelkader Djeflat | Incidences socio-économiques de l'Electrification rurale en Algérie |
| Ademola Babalola | Agro-Industrial Tobacco Production and Farmers Farmers in Igboho, Oyo-North Division, Oyo State, Nigeria |

Publications Received / Publications reçues



EDITORIAL BOARD — COMITE DE REDACTION

Editor - Rédacteur en Chef

Zenebeworke Tadesse

Scientific Committee - Comité Scientifique

- | | |
|------------------------|----------------------------|
| 1. Abdoulaye Bara Diop | 5. Mahmood Mamdani |
| 2. Kwesi K. Prah | 6. Habib El-Malki |
| 3. Issa Shivji | 7. Zenebeworke Tadesse |
| 4. Thandika Mkandawire | 8. Bernard Founou-Tchigoua |

Editorial Office - Bureau d'Édition

COUNCIL FOR THE DEVELOPMENT OF ECONOMIC AND
SOCIAL RESEARCH IN AFRICA

CONSEIL POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA RECHERCHE
ECONOMIQUE ET SOCIALE EN AFRIQUE

Address - Adresse :

B.P. 3304
Rue F angle Léon G. Damas
Fann-Résidence,
Dakar/SENEGAL

Phone N° - N° Tél. :

23.02.11

Télex N° - N° Téléx :

3339 CODES SG

CODESRIA acknowledges the support of a number of African Governments, the Friedrich Ebert Stiftung, SAREC and IDRC in the publication of this journal.

Le CODESRIA exprime sa gratitude aux gouvernements africains, à la F.E.S., à la SAREC et au CRDI pour leur contribution à la publication de ce journal.

AFRICA DEVELOPMENT AFRIQUE & DEVELOPPEMENT

**A QUARTERLY JOURNAL OF THE COUNCIL
FOR THE DEVELOPMENT OF ECONOMIC
AND SOCIAL RESEARCH IN AFRICA**

**REVUE TRIMESTRIELLE DU CONSEIL POUR
LE DEVELOPPEMENT DE LA RECHERCHE
ECONOMIQUE ET SOCIALE EN AFRIQUE**

Vol. XII, No. 4, 1987

Editor

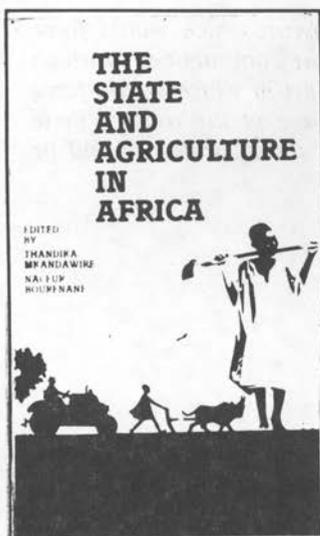
Zenebeworke Tadesse

(C.O.D.E.S.R.I.A.)

Contents - Sommaire

Samir Amin <i>Paix, Sécurité nationale et régionale, et Développement: Quelques Réflexions à partir de l'expérience africaine</i>	5
Donald P. Chimanikire <i>Women in Industry: Legal and Social Attitudes</i>	27
Elloumi Mohamed <i>Travail et Revenus extérieurs dans la Dynamique des Exploitations agricoles</i>	41
Abdelkader Djeflat <i>Incidences socio-économiques de l'Electrification rurale en Algérie</i>	71
Ademola Babalola <i>Agro-Industrial Tobacco Production and Farmers in Igboho, Oyo-North Division, Oyo State, Nigeria</i>	109
Publications Received / Publications reçues	123

NEW RELEASE CODESRIA BOOK SERIES



The nature of Agricultural transformation in Africa is shrouded with too many facile generalizations. During the current conjuncture, the most widely used concepts to describe African agriculture are stagnation and collapse.

Challenging these static and simplistic notions, this book demonstrates the diverse and heterogeneous patterns of agrarian change in Africa. Consisting of 13 case studies, the book presents a typology which is reflective of the politico-economic diversity of Africa.

Thus, two "etatist" and two "market oriented" regimes represent the "mineral-rent countries", while the other cases focus on countries which rely predominantly on agriculture. Among the latter, a further classification isolates the specific case of the more environmentally fragile economies of the Sahel. Meanwhile, contributors explore local, national and global dimensions that shape the relationship between the State and agriculture.

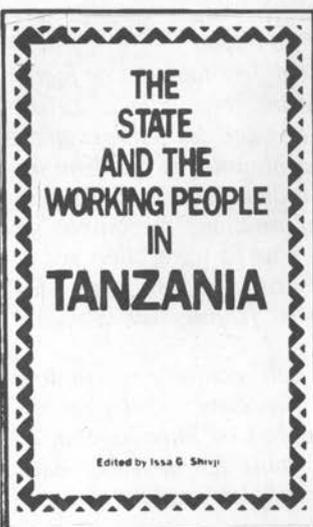
The result is an excellent comparative overview of the African experience and portrays the varied process of change in the structures and relations of production and social differentiation.

This new book in the CODESRIA BOOK SERIES, is intended to encourage African researchers to reflect on the changing realities of the continent and to present the outcome to a wide public. As such the book should find a place on any reading list that addresses Agriculture in Africa as well as the continent's overall development.

Price : US \$ 22 (Paperback)

CODESRIA BOOK SERIES

The book is the outcome of a National Working Group in Tanzania under the auspices of CODESRIA. The focus is on elucidating relations between the State and the working people in post-independence Tanzania. In addition to a powerful introduction by Issa Shivji, the rest of the six chapters tackle the parliament and the electoral process, the party, labour legislation, the State and peasantry, cooperative societies and marketing boards and student struggles. According to one of the recent reviews



.....To try and analyse the crisis in Africa is by no means an easy task. But what makes the present work even more interesting is that it focuses attention on Tanzania. As Issa Shivji puts it, "The Tanzania State is among the few in Africa which has hitherto managed to sustain a liberal image while at the same time establishing a virtual organizational hegemony over its working people and popular classes". **How did Tanzania**

achieve this enviable record? This is one of the questions which this collection of essays seeks to answer.

On the whole the book makes a very valid contribution to political debates going on in Africa. It would be compulsory reading for anyone wishing to understand the nature of neo-colonial societies, the role of the State in destroying democratic organizations.

Africa Events

Price : US \$ 10 (Paperback)

Paix, Sécurité Nationale et Régionale, et Développement: Quelques Réflexions à partir de L'expérience africaine

Samir Amin*

Les réflexions qui suivent s'inscrivent dans le débat autour des questions mentionnées dans le titre de ce papier, organisé par le Forum du Tiers Monde et l'Université des Nations Unies en 1985 et 1986. Notre regretté frère Emmanuel Hansen, mort tragiquement en novembre 1987, coordinateur du groupe de réflexion et de recherche, en avait assuré le succès au cours de deux colloques tenus à Addis Abeba (1985) puis à Hararé (1986). Du premier de ces colloques, Emmanuel Hansen avait tiré un ouvrage collectif "Africa, Perspectives on Peace and Development" (Londres, ZED, 1987). Emmanuel Hansen s'était également proposé d'écrire un ouvrage sur ces questions, lorsque la mort a mis un terme brutal à son projet.

I.

"La guerre est la poursuite de la politique par d'autres moyens", a-t-on dit. Etudier les conflits c'est donc étudier un chapitre de la politique. Or il nous faut avouer au départ que nos instruments d'analyse dans ce domaine sont particulièrement fragiles.

La réalité sociale, considérée dans sa totalité, se présente dans une triple dimension, économique, politique et culturelle. L'économique constitue probablement la dimension de cette réalité la mieux connue. Dans ce domaine, l'économie bourgeoise a forgé des instruments d'analyse immédiate et, avec plus ou moins de fortune, de gestion de la société capitaliste. Le matérialisme historique est allé plus loin en profondeur, et, souvent avec succès, éclaire la nature et la portée des luttes sociales qui sous-tendent les choix économiques.

Le domaine du pouvoir et de la politique est déjà considérablement moins bien connu et l'éclectisme des théories proposées reflète ici la faible maîtrise scientifique de la réalité. La politologie fonctionnaliste à l'américaine, comme ses constituants anciens ou récents (la géopolitique, l'analyse des systèmes, etc.), s'ils sont parfois efficaces dans l'action immédiate, restent d'une pauvreté conceptuelle extrême qui leur interdit l'accès au statut de théorie critique. Certes là aussi le matérialisme historique

* Director Third World Forum - Dakar/Sénégal.

a proposé une hypothèse relative au rapport organique base matérielle/superstructure politique et idéologique, qui, interprétée d'une manière non vulgaire, s'est révélée féconde. Il n'empêche que le marxisme n'a pas développé une conceptualisation de la question du pouvoir et du politique (des modes de domination) comme il l'a fait pour l'économique (les modes de production). Les propositions faites dans ce sens, par exemple par le freudo-marxisme, bien qu'intéressantes sans aucun doute pour avoir appelé l'attention sur des aspects négligés de la question, n'ont pas encore produit un système conceptuel d'ensemble fécond. Le champ du politique reste donc pratiquement en friche.

La "marchandise-fétiche" n'est pas par hasard le titre du chapitre premier du Livre I du Capital. C'est qu'en effet Marx se propose de dévoiler le secret de la société capitaliste, la raison qui fait qu'elle se présente à nous comme commandée directement par l'économique, qui occupe le devant de la scène sociale et, dans son déploiement, détermine les autres dimensions sociales qui paraissent alors devoir s'ajuster à ses exigences. L'aliénation économiste définit ainsi le contenu essentiel de l'idéologie du capitalisme. Les sociétés de classe précapitalistes sont par contre gouvernées par le politique, qui occupe directement le devant de la scène et aux contraintes duquel les autres aspects de la réalité sociale - entre autre la vie économique - paraît devoir se soumettre. Si donc on écrivait la théorie du mode tributaire, le titre de l'ouvrage devrait être "Le pouvoir" (au lieu du Capital pour le mode capitaliste) et celui de son premier chapitre "le pouvoir fétiche" (au lieu de la marchandise fétiche).

Mais un tel ouvrage n'a pas été écrit. Rien d'analogue à l'analyse précise comme un mécanisme d'horlogerie qui décrit le fonctionnement économique du capitalisme. Le marxisme n'a pas produit une théorie du politique pour la société précapitaliste (et à partir de là une théorie du politique en général) comme il a produit une théorie de l'économie capitaliste. Au mieux dispose-t-on d'analyses concrètes du fonctionnement du rapport politique/économique dans telle ou telle société capitaliste (dans les écrits politiques de Marx, particulièrement consacrés aux péripéties de la France, mettant en relief le degré d'autonomie du politique dans ces conditions et, notamment, le conflit qui peut en résulter entre les logiques du pouvoir et celles de la gestion capitaliste.

Quant à la dimension culturelle, elle reste encore plus mystérieusement inconnue, l'observation empirique des phénomènes ressortissant à ce champ de la réalité (comme par exemple les religions) n'ayant guère permis d'alimenter jusqu'à présent plus que des essais intuitifs. C'est pourquoi le traitement des dimensions culturelles de l'histoire reste imprégné de culturalisme. J'entends par là une tendance à traiter les caractères culturels comme des invariants transhistoriques. Aussi le domaine de la culture ne connaît pas de définition acceptée d'une manière générale, puisque cette

définition dépend précisément de la théorie sous-jacente de la dynamique sociale que l'on adopte. De ce fait, selon qu'on se préoccupe de rechercher ce qui est commun à la dynamique de l'évolution sociale de tous les peuples ou au contraire qu'on y renonce, on mettra l'accent sur les caractères analogues et communs à diverses cultures apparemment différentes ou au contraire on fixera l'attention sur le particulier et le spécifique. Finalement, dans ces conditions, le mode d'articulation de ces trois dimensions de la réalité sociale globale reste, dans la dynamique de son fonctionnement, presque inconnu dès lors que l'on veut aller au-delà des évidences de l'explication a posteriori ou de l'abstraction trop générale (comme l'affirmation de la détermination "en dernier ressort" par la base matérielle). De surcroît tant que des avancées importantes n'auront pas été réalisées dans ce domaine, la discussion restera encombrée par les réactions émotionnelles et les visions romantiques.

II

Je n'ai pas l'intention, dans cette brève introduction au débat, de proposer une théorie générale du politique. Je ne me sens pas capable d'aller au-delà de quelques observations critiques concernant les théories - souvent plus implicites qu'explicite - qui sous-tendent les analyses concrètes proposées par les uns et les autres dans leurs études de quelques conflits du passé et du présent.

Je commence par la proposition, faite par Lénine, que "la politique c'est de l'économie en comprimé". Je crois que cette proposition contient une part de vérité, mais qu'il est important d'en préciser les limites qui sont doubles à mon avis.

Premièrement la proposition n'a de sens que pour ce qui concerne l'époque capitaliste dans l'histoire. J'entends par là que le capitalisme est en effet un mode d'organisation sociale caractérisé par la dominance de l'instance économique. Il n'en est pas de même des sociétés précapitalistes, caractérisées par la dominance de l'instance politico-idéologique. Et qu'en est-il en ce qui concerne les sociétés post-capitalistes, dites socialistes ? Je reviendrai plus loin sur cette question plus complexe qu'on ne le croit souvent.

Deuxièmement l'analyse de la relation entre l'économie et le politique dans le capitalisme implique évidemment une théorie correcte de la base économique en question.

Or ici, pour simplifier, je dirai que nous avons deux écoles de pensée qui l'une et l'autre peuvent se revendiquer valablement du marxisme. Pour les uns l'essentiel dans le capitalisme, c'est la contradiction de classe fondamentale bourgeoise-prolétariat, face sociale de la contradiction capital-travail qui définit le mode de production capitaliste. Dès lors qu'il en

serait ainsi tous les phénomènes politiques (et donc également les guerres de l'époque capitaliste) doivent être expliqués en dernier ressort par ce conflit fondamental et les moyens mis en oeuvre pour le résoudre - fût-ce temporairement en atténuant l'acuité. D'autre part il faut juger les attitudes politiques prises par les uns et les autres à partir d'une "position de classe prolétarienne". Pour les autres le capitalisme "réellement existant" (par opposition et complément au mode de production capitaliste saisi dans son abstraction) a mis en avant de la scène une autre contradiction, motrice de l'histoire réelle, celle qui oppose les peuples de la périphérie (je dis bien les peuples, c'est-à-dire un ensemble non homogène de classes populaires, et je ne dis ni les nations, ni les Etats, ni les prolétariats) au capital dominant mondialisé. La politique et les guerres ressortissent alors largement du règlement de cette contradiction.

On franchira un pas de plus en direction de la concrétisation de l'analyse en s'attachant à préciser le fonctionnement du "capital dominant" en question. Ici je suggérerai l'hypothèse que la question pertinente est de savoir comment et jusqu'à quel point il y a correspondance entre l'émergence d'une bourgeoisie nationale comme classe dominante dans une formation sociale donnée, la constitution de son Etat et la cristallisation des intérêts capitalistes. Cela a été le cas, selon les thèses que j'ai avancées dans ce domaine, jusqu'à notre époque. La formation d'un Etat-nation en Angleterre, en France, en Allemagne, aux Etats-Unis, au Japon, a correspondu à l'émergence d'une bourgeoisie nationale (anglaise, française, etc.) et d'un capital national (anglais, français, etc.). Le capital dominant s'est donc conjugué au pluriel et la politique (et les guerres) a été largement commandée par la concurrence conflictuelle de ces capitaux nationaux, notamment pour s'assurer la domination sur des zones périphériques soumises à la logique des besoins de leur expansion. Dans ce sens, comme Oliver Cox, Herb Addo et d'une manière générale l'école de "l'économie-monde" le soutiennent, l'impérialisme (et le conflit des impérialismes) est une caractéristique permanente du capitalisme, et non un phénomène relativement récent (le "stade suprême du capitalisme", comme Lénine le voyait).

Mais en est-il toujours ainsi? La crise longue du capitalisme contemporain, amorcée avec le déclin américain dès la fin des années 60, s'accompagne d'une mondialisation du capital qui paraît acquérir des caractères qualitatifs nouveaux. Certes la constitution des "transnationales" durant la période précédente de l'essor de l'après-guerre (1945-1970) avait amorcé cette évolution. Les intérêts économiques des "transnationales" pouvaient être en conflit avec ceux du capital national dont elles étaient issues, et de ce fait leur stratégie pouvait se heurter à celle de l'Etat national, dans la mesure où celui-ci exprime l'intérêt collectif du capital national. Mais deux éléments limitaient la portée de ces contradictions. Le premier est que

les transnationales ne l'étaient que par le champ de leur activité, le contrôle de leur capital étant demeuré bien national. Il s'agissait donc de transnationales américaines, anglaises, allemandes ou japonaises. Le second est que l'hégémonie exercée par les Etats-Unis s'imposait à elles comme elle s'imposait aux autres Etats capitalistes.

Mais que voit-on se dessiner depuis une quinzaine d'années? Comme l'a montré André Gunder Frank, depuis la fin des années 60 les récessions se succèdent à un rythme accéléré, tous les trois ou quatre ans, chaque récession étant plus profonde que la précédente en termes de l'économie réelle (investissements productifs, croissance, emploi), séparées par des reprises avortées toujours plus fragiles et faibles, de sorte que la conjoncture s'inscrit dans une tendance de crise longue dont l'issue n'est toujours pas visible. Or cette succession de conjonctures défavorables a entraîné une fuite en avant dans la finance et la spéculation, dont les manifestations sont l'endettement extérieur du tiers monde et le double endettement extérieur et intérieur des Etats-Unis, la sphère des activités financières ayant pris les proportions d'une excroissance détachée de la base matérielle de l'économie. Dans cette fuite en avant financière et spéculative une forme nouvelle de capital financier mondialisé semble s'être constituée, détachée de toute base nationale. Par ailleurs certains intérêts capitalistes productifs nouveaux (dans les industries et les services non financiers) paraissent se constituer à partir de la fusion d'intérêts à base nationale diverse à l'origine : capitaux "européens", capitaux américano-japonais, capitaux mondialisés. Des oligopoles qui avaient jusqu'ici une base territoriale nationale déterminante à partir de laquelle ils déployaient leurs antennes "multinationales" deviendraient progressivement des oligopoles multinationaux au plein sens du terme. Par exemple le capital japonais, qui avait pratiqué jusqu'ici une politique systématique de réinvestissement de ses profits dans la construction de la forteresse industrielle des îles du Japon, a amorcé le transfert du siège d'activités productrices (comme les automobiles Honda) aux Etats-Unis même. Certains prévoient que ce transfert pourra atteindre des proportions telles qu'on ne pourrait plus considérer l'oligopole en question comme japonais par le siège de ses activités principales et la nationalité du contrôle de son capital, mais comme un oligopole nouveau, américano-japonais.

Je ne suis pas persuadé que l'extrapolation des tendances en question soit tout à fait légitime et que par conséquent l'avenir est déjà défini en termes d'une mondialisation du capital qui transgresse les bases nationales de celui-ci. Mais l'hypothèse d'une évolution allant dans ce sens et jusqu'à ce point de non retour ne me paraît pas non plus absurde et impossible. Si l'on y parvenait la correspondance Etat-capital qui a caractérisé jusqu'ici le capitalisme aurait disparu, pour laisser la place à une contradiction nouvelle multiplicité des Etats/mondialisation du capital. Car je fais l'hypothèse que la

construction d'un Etat politique unifié américano-euro-japonais n'est pas à l'ordre du jour de l'avenir visible.

Or cette contradiction nouvelle nous obligerait à revoir la question de la politique et des conflits qu'on pouvait analyser jusque là en termes de compétition conflictuelle des capitalismes nationaux impérialistes. Jusqu'ici les hégémonies avaient été exercées par des Etats nationaux - l'Angleterre de 1815 à 1880, les Etats-Unis de 1945 à 1970 - pendant les périodes relativement brèves où s'était affirmée l'avance du capital de ces nations à tous les plans (technologique et financier) et celle de leur Etat au plan militaire (suprématie navale britannique, quasi-monopole atomique américain jusqu'au début des années 60 et capacité politico-militaire d'intervention non remise en cause jusqu'à la défaite du Viet Nam en 1975). La règle avait été plutôt le conflit des impérialismes, celui de la France et de l'Angleterre qui occupe tout le XVIIIème siècle, celui des cinq Grands - Grande Bretagne, Etats-Unis, Allemagne, France et Japon - de 1880 à 1945, se soldant par la "guerre de trente ans" (1914-1945) entre l'Allemagne et les Etats-Unis autour de la succession britannique (j'emprunte cette image à Giovanni Arrighi). Et si dans les phases d'hégémonie l'unité du système mondial s'était affirmée - au XIX siècle par le "free trade" anglais, dans l'après seconde guerre mondiale par la "free enterprise" américaine -, dans celles marquées par le conflit le système avait plutôt tendance à éclater en zones rivales, cristallisées en Empires coloniaux et zones d'influence, notamment entre 1880 et 1914 puis au cours des années 30.

La mondialisation du capital rendrait impossible la répétition du schéma de l'éclatement. En même temps elle rendrait tout également impossible le rétablissement de l'hégémonie d'un Etat gendarme, en l'absence d'un Etat nouveau américano-euro-japonais. Pour certains cette impossibilité donne à l'hégémonie des Etats-Unis un nouveau souffle, à défaut de concurrent pourrait-on dire. Mais alors le hiatus fatal entre les intérêts du capital mondialisé et la politique américaine (forcément dictée par les exigences de l'alliance sociale dominante aux Etats-Unis) ne peut générer qu'un désordre qu'aucune rationalité ne pourrait surmonter.

Dans le cadre de ce schéma théorique d'analyse de la politique et des conflits internationaux, s'inscrit à son tour la dialectique nationale politique-économique. Je veux dire par là que la solidité de l'Etat national bourgeois implique une alliance sociale interne qui dicte l'espace de manoeuvre politique possible. Pour donner une illustration de cette proposition, je dirai par exemple qu'au XIX siècle l'Etat bourgeois français repose sur une alliance du capital avec les classes moyennes de l'époque - la paysannerie alors encore nombreuse, la petite production artisanale etc. - destinée à isoler la classe ouvrière, exclue du pouvoir et du contrat social. Depuis la fin du XIX siècle le contrat social a progressivement intégré la classe ouvrière, sur la base du fordisme et de l'Etat providence, d'abord aux

Etats-Unis puis dans l'ensemble de l'Occident développé. Le discours sur le "consensus politique", par-delà les divergences droite-gauche, qui fonde le jeu électoral démocratique de tout l'Occident contemporain, traduit la réalité de cette dimension nouvelle de la politique.

Revenant à la phrase de Lénine sur les rapports économie et politique, je dirai que si on ne la nuance pas comme j'ai tenté de le faire, on tombe fatalement sur le discours réductionniste dont Jaurès a donné la formulation brillante qu'on connaît "le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée l'orage".

Non, le capitalisme porte en lui la guerre ou la paix selon les circonstances. Il ne porte en lui la guerre que lorsque les contradictions auxquelles il se heurte dans son expansion - et dont la nature est à situer dans le cadre théorique proposé - ne peuvent pas être surmontées autrement. Ces guerres seront donc principalement l'expression de conflits entre Etats bourgeois nationaux (émergence de nouveaux états et refus de celle-ci par les anciens, type guerre de 1970 ; conflits interimpérialistes comme les deux guerres mondiales ; conflits localisés pour le partage des périphéries comme les guerres balkaniques; conflits entre Etats impérialistes en expansion et peuples périphérisés; conflits internes de type guerre civile lorsque l'alliance sociale hégémonique bourgeoise ne parvient pas à se constituer).

La nature même des conflits énumérés ci-dessus, parmi lesquels les conflits de classe au sens propre du terme n'occupent qu'une place mineure, constitue la base factuelle sur laquelle se fonde l'autre école de pensée concernant les conflits, je veux dire l'école bourgeoise. La politologie bourgeoise évacue d'emblée l'économie comme système commandé par les lois et exigences de la reproduction et de l'expansion du capital, pour ne retenir que des lambeaux de la réalité économique séparés les uns des autres. Elle peut ainsi être amenée à tenir compte - par réalisme - de l'accès à des ressources naturelles, de l'ouverture de marchés ou de la protection des profits. Mais elle le fait sur une base ad hoc, sans accepter une théorie générale du capitalisme. Elle place donc ailleurs l'essentiel de sa recherche sur les fondements des conflits éventuels. En fait elle part d'une hypothèse sociologique simple, qui est que les états sont toujours potentiellement concurrents les uns des autres, aspirant quasi-spontanément à assurer leur "domination".

En cela la politologie contemporaine reste l'élève de Hobbes, Macchiavel et des penseurs politiques de l'Etat absolutiste et du mercantilisme, sans les avoir véritablement dépassés. A partir du XIX siècle elle surajoute à cette hypothèse celle des nationalismes de peuples, supposés aspirer à constituer des Etats nationaux homogènes, et, de ce fait, concurrents et toujours potentiellement en conflit. Plus tard, la conquête coloniale et l'ethnologie qu'elle a inspirées ont transféré aux autres formes de communautés

prénationales (ethnies, tribus, communautés religieuses) les caractéristiques d'agressivité collective spontanée attribuées aux Etats-nations.

A la limite donc le conflit devient l'effet d'un caractère inhérent à l'être humain et à son organisation en communautés grégaires, transgressant toute forme d'organisation sociale particulière. Un bel exemple de l'expression de ce psychologisme simple et absolu se trouve dans la déclaration solennelle qui inaugure la création de l'UNESCO et par laquelle les idéologues anglo-saxons de l'époque affirment que la "guerre naît dans l'esprit des hommes...".

La fragilité scientifique de la thèse n'appelle guère de commentaires. Il reste que les faits, c'est-à-dire la fréquence des conflits violents entre Etats, nations et communautés, plus communs que le conflit - relativement pacifique - des classes au sens propre du terme, pourraient paraître en justifier l'hypothèse. L'homme politique d'action peut en effet se contenter de l'analyse concrète des contradictions conflictuelles telles qu'elles se manifestent au niveau immédiat, sans s'interroger sur leurs racines. La "realpolitik" dont s'inspirent les analyses de ce genre (écrits d'hommes politiques comme Kissinger par exemple) relève en fait de la politique et non de la science politique. Son argumentation en termes de géopolitique peut être efficace pour l'action dans le système, elle ne l'est pas pour comprendre la nature de celui-ci.

On doit donc déplorer que beaucoup de politologues du tiers monde, formés à l'école américaine, en reproduisent les clichés sans davantage d'esprit critique. C'est ainsi que les Persans sont présentés comme forcément les adversaires potentiels des Arabes, les Ethiopiens des Somaliens, les chrétiens des musulmans etc. tout comme hier Français, Anglais et Allemands se concevaient comme des "ennemis héréditaires". On évacue donc la question de la nature du système social et des contradictions qui le caractérisent, des forces sociales et des idéologies qui se meuvent dans ces contradictions, pour ne retenir qu'un principe général, abstrait et vide. On est alors incapable de formuler une stratégie du changement qui rapprocherait Persans et Arabes ou Ethiopiens et Somaliens. On se laisse enfermer dans le discours idéologique des adversaires extérieurs de la libération des peuples en question, comme dans celui des pouvoirs locaux balotés par les vicissitudes d'une conjoncture sur laquelle ils n'ont pas de prise.

L'acceptation dite réaliste de ce prétendu fait fondamental concernant l'agressivité de la nature humaine, qui s'est imposé aux esprits laïcs à partir de la Renaissance européenne, a progressivement occulté une autre tendance idéologique, celle de l'idéalisme humaniste des religions (christianisme, islam et sans doute autres). Au plan des principes cet idéalisme humaniste proclamait l'objectif nécessaire de la transgression de l'agressivité et de la construction d'un monde pacifié. Le mouvement

socialiste du XIX siècle devait proposer une synthèse associant cette dernière aspiration à ses découvertes concernant le mécanisme social. Le socialisme - et singulièrement le marxisme - affirmait que la violence plongé ses racines au coeur du système social d'exploitation des classes travailleuses (et à notre époque moderne de l'exploitation du travail par le capital). De ce fait le conflit des Etats, des nations ou d'autres communautés n'est que l'expression de ce conflit latent plus fondamental et plus profond. Cette thèse analytique appelait donc nécessairement en corrolaire un principe d'action, à savoir que l'abolition de l'exploitation du travail (c'est-à-dire à notre époque l'abolition du capitalisme) devait entraîner la pacification des relations humaines. Le dépérissement de l'Etat (conçu principalement comme forme d'expression des exigences de l'exploitation de classe, celui des nations et des communautés infranationales se fondant dans une humanité globale libérée, découlaient de cette vision à la fois de la réalité sociale et du mouvement de son évolution possible et souhaitable.

Il n'est plus possible aujourd'hui de s'en tenir à ce discours-programme. Depuis 70 ans un puits d'autres Etats existent qui se réclament du socialisme marxiste. Cela n'a pas empêché en un temps l'antagonisme sino-soviétique de conduire au bord de la guerre, le Viet Nam d'envahir le Laos et le Kampuchea, ni la résurgence des nationalismes insatisfaits des nations baltes, d'Asie Centrale Soviétique, du Tibet, de Yougoslavie, comme des minorités hongroise de Roumanie et turque de Bulgarie. La politologie bourgeoise en tire une bonne partie de sa gloire renouvelée: les faits prouveraient bien que la nation transcende la classe, que les nations (même sans classes) s'expriment par la voix des Etats (qui ne dépérissent pas), et que les Etats restent animés par l'aspiration à la domination. Le discours idéologique des pouvoirs socialistes en question, les justifications arbitraires et changeantes au gré des circonstances ne peuvent que renforcer la conviction que seule existe la "realpolitik".

Il est temps de briser ce double carcan qui engage la réflexion sociale dans une double impasse. Cela impose au départ une meilleure compréhension de la transition post-capitaliste, et par conséquent de la nature des contradictions dans lesquelles se meuvent les sociétés issues des révolutions dites socialistes. J'ai proposé ici un cadre d'analyse fondé sur la thèse du caractère fondamental de l'inégalité dans l'expansion capitaliste dont je tirais la conclusion que la transition post-capitaliste ne pouvait être réduite à une "construction socialiste", mais que, de nature nationale-populaire, elle avait pour fonction réelle la solution de l'inégalité indépassable dans le cadre du capitalisme "réellement existant", qui est un système mondial fondé sur la polarisation centres-périphéries. De ce fait j'ai proposé d'analyser les sociétés post-capitalistes comme organisées autour de compromis conflictuels et dynamiques entre trois tendances sociales: socialiste, capitaliste, nationale et étatiste. De ce fait, j'ai suggéré que

révolutions dites socialistes et mouvements de libération nationale appartenaient au même grand mouvement historique remettant en cause le système capitaliste, différents seulement par l'intensité de leurs réalisations. Je n'ai rien à ajouter ici à cet ensemble de thèses pour lesquelles je renverrai à un texte récent intitulé "Déconnexion, révolution nationale populaire et rôle de l'intelligentsia".

Les sociétés et les Etats du "socialisme réel" sont donc traversés de contradictions nouvelles et spécifiques, différentes de celles qui caractérisent le capitalisme. Pour comprendre le sens des conflits dans lesquels ces sociétés et ces Etats sont parties prenantes, il est nécessaire de partir de ces contradictions, qui me paraissent pouvoir être classées en deux familles.

Les sociétés et les Etats socialistes sont perçus par l'Occident capitaliste comme des adversaires. Ils le sont effectivement dans la mesure où la construction nationale populaire qu'ils se sont assignés échappe à la logique de la soumission aux exigences de l'expansion capitaliste mondialisée. Conscients de leurs faiblesses, ces Etats souhaitent néanmoins la "coexistence pacifique" pour employer l'expression qu'ils ont eux-mêmes forgée. Mais l'occident ne voit dans ces faiblesses qu'un motif supplémentaire pour exercer sur eux les pressions qu'il juge nécessaires, afin de ruiner la perspective d'un succès de la construction nationale populaire. Selon les moments et les circonstances ces pressions vont jusqu'à la guerre froide ou même chaude ou à la course aux armements, tandis que conjoncturellement un équilibre de "détente" peut en atténuer l'acuité. Ici le discours idéologique et la langue de bois changent de camp: c'est dans les media occidentaux qu'on en retrouve les leit motifs lancinants (les "autocraties" sataniques de l'Est, leur mépris total des principes etc.) dont la fonction est évidemment d'entretenir les conditions d'une mobilisation du "consensus" occidental "antisocialiste".

L'hostilité permanente aux sociétés et aux Etats du "socialisme réel" est de même nature que celle que l'Occident nourrit à l'égard de la libération nationale, puisque celle-ci s'inscrit également dans le même mouvement historique de remise en cause du capitalisme "réellement existant". L'"anti-tiers mondisme" est ici l'expression idéologique de cette hostilité.

Dans ces conditions les Etats de l'Est, comme d'ailleurs les Etats du tiers monde dans les moments de radicalisation de leur lutte de libération nationale, sont confrontés aux exigences d'une résistance active aux projets de "refoulement" de l'Occident. Leurs alliances éventuelles, soutiens et interventions sont à replacer dans ce cadre en partie tout au moins. Y a-t-il quelques principes généraux qui puissent guider l'analyse dans ce dédale des conjonctures événementielles ? La politologie bourgeoise les recherchera dans le stock commun de son outillage, en privilégiant aujourd'hui sans doute les données de la géopolitique et de la géostratégie que l'équipement militaire de notre époque impose. Cependant, même si ce type d'analyse

peut fournir quelques éléments de réflexion utiles, il reste qu'il passe à côté du principe qui me paraît fondamental pour comprendre la stratégie globale des pays de l'Est (l'URSS et la Chine en premier lieu). Ce principe est que les interventions de l'URSS et de la Chine à l'extérieur de leurs frontières (notamment en alliance avec les forces de libération nationale en conflit aigu avec l'Occident) restent des moyens de "contre pression" destinés à contraindre l'Occident à réduire la pression qu'il exerce sur les deux puissances socialistes. Ces "contrepressions" peuvent donc être réduites si la pression occidentale l'est.

Les mouvements de libération du tiers monde capitaliste ne sont guère outillés pour comprendre la logique de la stratégie décrite ci-dessus. C'est qu'ils sont eux-mêmes en deçà du stade de la cristallisation nationale-populaire forte qui caractérise les sociétés dites socialistes. Engagés dans une lutte inégale contre l'impérialisme capitaliste, contraints par leurs propres faiblesses à n'envisager que des objectifs modestes, souvent amenés à reculer, ils sont tentés de reporter sur les hésitations et les louvoiements de l'allié extérieur la responsabilité de leurs propres limites. Il appartient donc aux forces populaires dans les pays en question de faire avancer leur propre mouvement de libération nationale jusqu'au point où elles imposent une révolution nationale populaire. La "solidarité anti-impérialiste" ne peut en aucun cas se substituer à des insuffisances fondamentales à ce niveau.

La contradiction "extérieure" entre les sociétés et les Etats "socialistes" (et les Etats de libération nationale radicale) et le capitalisme mondial n'opère évidemment pas sans rapport avec les contradictions "internes" - cette seconde famille de contradictions - propres aux sociétés que j'ai qualifiées de nationales populaires. L'enchevêtrement de ces deux ensembles de contradictions - internes et externes - est tel qu'il n'est guère possible de dégager des principes généraux de leur mode d'opération. L'analyse concrète au cas par cas s'impose ici. Je signalerai néanmoins, peut-être pour mettre en garde, ce qui me semble être une simplification dangereuse selon laquelle les forces socialistes opéreraient sur le mode idéologique, sur la base des principes de la solidarité anti-impérialiste, tandis que celles du capitalisme national et de l'étatisme, pragmatiques par tempérament et intérêt, seraient plus facilement tentées par le compromis, voire le cynisme de la "réalpolitik".

III

L'Afrique et le Moyen Orient sont le théâtre de conflits fort nombreux et presque permanents, dont la variété des manifestations et l'impossibilité apparente de leur trouver des solutions découragent beaucoup d'analystes, voire de responsables politiques nationaux et étrangers. Certains renoncent

donc à chercher à comprendre, en se contentant de penser que - "comme l'Europe féodale" - les sociétés africaines, victimes de leur retard, sont le terrain d'affrontements continus entre "tribus", peuples et communautés, sur lesquels se greffent la course au pouvoir de potentats autocrates, mettant éventuellement à leur service des alliances - sans grands principes - avec les puissances qui, soit pour des motifs de maintien de leur "présence" économique et "culturelle", soit pour des motifs relevant de leur géostratégie globale, acceptent d'entrer dans ce jeu destructeur. L'image est facile; néanmoins cette vision, qui gagne d'autant plus de terrain que les illusions des années 60 ont été dissipées, reste fausse.

Chaque cas présente ses particularités qu'on ne peut ignorer. Et dans ce sens les analyses concrètes, comme celles produites par le groupe de travail coordonné par le regretté Emmanuel Hansen, restent irremplaçables. Dans presque chacun de ces innombrables cas on voit s'enchevêtrer d'une manière spécifique quatre ordres de sources de conflit; premièrement il y a le conflit non dépassé entre les exigences d'une libération nationale populaire et la logique de la soumission à l'expansion capitaliste que l'impérialisme impose; troisièmement il y a le conflit Est-Ouest dont les projections sur le continent opèrent selon les règles de sa logique propre ; quatrième il y a la compétition commerciale des puissances capitalistes ayant des intérêts dans la région.

Cet ordre de présentation des sources de conflit correspond à une hiérarchie de leur importance. Cette dernière fait référence au degré de violence potentielle attachée à la cause du conflit d'une part et, en conséquence, à l'importance relative de la portée des résultats de la solution du conflit d'autre part.

Il est de bon ton, aujourd'hui, de considérer que l'indépendance politique a mis un terme à l'époque de la libération nationale et, qu'en conséquence, les développements ultérieurs résultent principalement de la dynamique de "causes internes" propres aux sociétés et aux Etats du tiers monde. La première proposition fait peu de cas du fait que les Etats du tiers monde capitaliste ont obtenu leur indépendance dans des conditions qui ont exclu leur "déconnexion" mais au contraire, en général, ont approfondi leur insertion inégale dans le système capitaliste mondialisé. Ces conditions font contraste avec celles qui caractérisent les sociétés qui ont fait une "révolution socialiste" et, de ce fait, ont bel et bien déconnecté au sens précis que nous avons donné à ce terme. Il en résulte que l'objectif d'une libération nationale, nécessaire pour s'engager dans une voie qui puisse effacer le legs du développement capitaliste inégal, reste tout entier à réaliser. Les bourgeoisies locales, qui ont contrôlé - à des degrés divers - le mouvement ancien de libération nationale (celui qui a abouti à l'indépendance), ayant inscrit leur développement ultérieur dans des perspectives qui ne remettent pas en question l'expansion capitaliste mondialisée, la responsabilité de la

libération nationale revient aux classes populaires victimes de la nouvelle étape du développement capitaliste périphérique. Le corollaire de la proposition dont nous faisons la critique est que le facteur externe, toujours défavorable et de plus en plus défavorable, continue à conditionner largement l'évolution des facteurs internes. Le conflit entre l'impérialisme et le mouvement national populaire en sera donc toujours obligatoirement d'autant plus violent.

Les conflits les plus violents du tiers monde contemporain ne sont-ils pas, largement, précisément ceux dans lesquels cette confrontation directe occupe le devant de la scène; le Nicaragua en Amérique Latine, le conflit permanent israélo-arabe, celui dans lequel le peuple sud-africain s'est engagé à partir de sa lutte contre le régime blanc de l'apartheid?

Nous nous étions attachés à l'analyse des deux conflits palestinien et sud-africain, et signalons à cet égard les propositions de synthèse que nous avons faites dans: (i) Les conditions d'une autonomie dans la région méditerranéenne (in Sophia Mappa et autres, Pour une définition de nouveaux rapports Nord-Sud, Publisud 1986); (ii) L'eurocentrisme et la politique, à paraître, 1986; (iii) Introduction, in Amin, Mandaza, Chitala et autres, Southern Africa and Co-operation among SADC countries, Londres, ZED 1987.

Je me contenterai donc de rappeler ici brièvement quelques conclusions de ces études.

Le conflit palestinien n'est pas le produit du heurt de deux nationalismes - en l'occurrence arabe et israélien - dont la légitimité, pour ceux qui reconnaissent celle de tout nationalisme, serait équivalente. Car Israël est un instrument au service de l'expansion capitaliste mondialisée globale dont l'objectif est d'empêcher la révolution nationale populaire arabe. Certes, l'échec de celle-ci jusqu'à présent n'est pas le résultat exclusif de l'agression extérieure de l'Occident. Les limites historiques du mouvement de libération égyptien et arabe, depuis Mohamed Ali au début du XX siècle jusqu'au nassérisme en passant par les tentatives de la bourgeoisie libérale des années 1920 à 1940, ont leur part de responsabilité sur laquelle nous n'avons jamais hésité d'insister. Il reste que l'agression extérieure - dont Israël est devenu l'instrument privilégié permanent depuis 40 ans - est effectivement parvenue jusqu'ici à faire avorter le dépassement des limites internes du mouvement des peuples arabes, entraînant même des régressions graves, comme à l'heure actuelle; Or cette stratégie d'agression extérieure n'est pas récente. Pour des raisons particulières, qui tiennent sans doute à la géostratégie (la position géographique de l'Egypte hier sur la route des Indes, aujourd'hui du pétrole) et à l'histoire (la crainte ressentie par les Européens que ne se reconstitue sur leur flanc Sud un Etat arabe unifié et moderne, initiative dont l'Egypte, et elle seule dans le monde arabe, est capable), l'Europe s'est

acharnée d'une manière particulièrement systématique contre toute tentative de modernisation de l'Égypte. J'ai rappelé que ce n'était pas par hasard que dès 1839 (lorsque les armées de Mohamed Ali l'emportent sur le Sultan Ottoman) la diplomatie britannique invente le projet israélien (créer un Etat "européen" en organisant l'immigration juive en Palestine, pour surveiller l'Égypte et la couper du Machrek arabe, écrit le journal londonien *The Globe* à l'époque), quarante ans avant les premières manifestations du sionisme. Il reste aussi que cette fonction principale du projet sioniste est largement occultée, hélas, par le chantage à l'antisémitisme que celui-ci exploite avec talent.

La régression qui succède à l'échec dans ces conditions projette à nouveau sur le devant de la scène des conflits internes qui résultent de la fragilité des sociétés arabes périphérisées, à la fois cause et expression des limites historiques internes évoquées. L'émiettement religieux et confessionnel, la soumission passive à la recompradorisation opérée sous le commandement des Etats-Unis avec la complicité active des régimes pétroliers du Golfe, ne constituent pas des réalités premières dont l'affirmation devrait inévitablement occuper le devant de la scène. Dépassées dans les moments du flux national populaire, elles ressurgissent dans les moments de reflux.

Le conflit palestinien révèle également les limites de l'alliance entre la libération nationale et l'Union Soviétique. Celle-ci reste toujours préoccupée de soumettre son soutien aux luttes anti-impérialistes aux limites de sa stratégie globale et permanente de coexistence pacifique. Pour ma part, je ne vois rien de répréhensible dans ce principe; mais il faut le savoir et en tenir compte. Il vaudrait mieux par ailleurs en expliciter les conséquences dans chaque situation, autant que possible, plutôt qu'en occulter la signification par le discours idéologique ou les enfouir dans le secret des diplomaties au-delà du nécessaire.

Le conflit palestinien révèle enfin également la place tout à fait mineure que les contradictions intra Ouest occupent dans la réalité de ce monde. En dépit de la compétition économique Etats-Unis-Europe sur laquelle insistent beaucoup de collègues, l'Occident se présente uni et aligné derrière les Etats-Unis contre la révolution nationale populaire arabe. Sans doute en un certain moment le Général De Gaulle a-t-il tenté de doter l'Europe - à travers la France - d'une marge d'autonomie, dont l'un des fondements était précisément son projet d'une politique arabe libérée de la soumission aux diktats sionistes. Force est de constater que ces velléités n'ont pas eu de suite.

Le conflit sud-africain n'occupe une place au devant de la scène dans l'opinion publique occidentale que depuis que le peuple sud-africain l'a fait entrer dans une phase décisive nouvelle qui, au-delà de la perspective de la liquidation de l'apartheid - qui n'est plus qu'une question de temps - risque de menacer les intérêts impérialistes dans la région.

Pendant un siècle le système impérialiste de domination dans la région s'était construit sur l'articulation entre le régime "blanc" d'Afrique du Sud et les vieux colonialismes directs anglais et portugais. L'effondrement de ces derniers en Angola et au Mozambique (1975) puis au Zimbabwe (1980) n'avait pas immédiatement supprimé le rôle de l'Afrique du Sud. Au contraire les interventions de celle-ci, poursuivant l'objectif de destabilisation des régimes issus de l'indépendance, se conjugaient avec les pressions de toutes natures exercées par l'Occident sur les pays de la zone du front pour y faire avorter toute avancée dans un sens national populaire risquant d'atteindre un point d'irréversibilité.

Le conflit sud-africain n'a donc pas pour seul objectif l'abolition de l'apartheid. Au-delà, deux évolutions possibles se profilent, fortement contrastées. L'une - et c'est l'objet stratégique de l'Occident - s'arrêterait à la réalisation du "Majority rule", qui implique un gouvernement noir en Afrique du Sud disposé à "jouer le jeu de l'intégration au système capitaliste mondial". L'expérience de l'accord de Lancaster House, qui a présidé à l'indépendance du Zimbabwe, pourrait être répétée ici mutatis mutandis. L'autre perspective est évidemment celle d'une avancée au-delà du néocolonialisme, dont les potentialités sont évidemment renforcées par la base matérielle dont l'Afrique du Sud dispose, sans commune mesure avec celle qui caractérise le reste du continent. Il va de soi qu'une telle avancée menacerait le néocolonialisme au moins dans toute la région de l'Afrique Australe. C'est pourquoi la stratégie de l'Occident vise un objectif double qui, malgré les apparences, n'est nullement contradictoire; d'une part accélérer la marche à l'abolition de l'apartheid par la négociation et la pression avant que la radicalisation des luttes ne l'ait imposée dans une autre perspective sociale, d'autre part accélérer la récupération néo-coloniale des Etats fragiles de la région (Angola, Mozambique, à un degré moindre Zimbabwe, Madagascar, Maurice). La destabilisation de ces régimes, en collusion avec l'Afrique du Sud de l'apartheid, entre dans la logique de la stratégie anti-national populaire de l'Occident.

Le conflit sud-africain révèle également, comme celui de la Palestine, les limites de l'engagement soviétique. Il révèle aussi le front commun que l'Occident présente contre la libération nationale populaire dans la région. Sans doute ici, au niveau du discours des media, la dimension "anti-raciste" comporte-t-elle ses contraintes idéologiques. Aussi la présence d'une population afro-américaine avec laquelle les libéraux américains sont amenés à se solidariser a-t-elle l'effet - d'apparence curieux - de produire souvent sur la question de l'Afrique du Sud un discours moins rétrograde aux Etats-Unis qu'en Europe. Mais les uns et les autres s'emploient parallèlement à condamner soigneusement les régimes "pro-soviétiques" de l'Angola et du Mozambique.

Les querelles internes qui opposent entre elles quelques-unes des ethnies dans les deux pays mentionnés, les réponses bureaucratiques des pouvoirs et leur discours lénifiant de négation de ces réalités, sans parler des insuffisances notoires de leur politique économique et sociale, tout cela est bel et bien réel, traduisant la maturité insuffisante du mouvement de libération qu'on ne saurait qualifier de national-populaire au sens requis par le terme. Mais l'accent mis par l'Occident sur ces réalités n'est pas innocent. Car l'objectif ne vise pas ici à aider les peuples en question à surmonter leurs insuffisances, mais à exploiter celles-ci pour leur imposer un retour dans le rang néo-colonial.

Le Moyen-Orient et l'Afrique du Sud ne sont évidemment pas les seuls champs de conflit entre les aspirations nationales populaires et l'impérialisme occidental. On peut dire, sans crainte d'exagération, que le continent africain tout entier constitue le théâtre de ce conflit majeur et permanent. Au cours des trois dernières décennies un certain nombre d'expériences dans la moitié des Etats africains ont tenté d'aller au-delà du néo-colonialisme (Egypte, Algérie, Soudan, Lybie, Mali, Guinée, Guinée Bissau, Burkina, Cap-Vert, Ghana, Bénin, Congo, Zaïre, Ethiopie, Somalie, Tanzanie, Ouganda, Zambie, Zimbabwe, Angola, Mozambique, Madagascar, Maurice, Seychelles). Toutes ces tentatives se sont heurtées d'une manière ou d'une autre à des degrés divers à l'hostilité de l'Occident allant de l'usage des pressions économiques et financières au complot et même à l'intervention militaire. Sans doute les aspirations nationales des différents gouvernements en question n'offraient pas le même degré de radicalisation et souvent manquaient d'appui populaire suffisant (parfois même ces gouvernements ne souhaitaient pas que le mouvement populaire acquiert l'autonomie de son dynamisme propre). Aussi la fragilité de ces tentatives a-t-elle été telle que beaucoup ont dérivé d'elles-mêmes - en apparence tout au moins - et sont retombées dans les ornières du néocolonialisme. D'autres ont été incapables de surmonter les contradictions au sein de leur propre peuple (contradictions ethniques entre autre). Il reste que l'appareil économique et politique mis en place par l'Europe "au lendemain des indépendances" n'a pas pour fonction de soutenir les forces populaires, mais de maintenir l'ordre néo-colonial auquel celles-ci sont confrontées. On ne s'étonnera donc point qu'il y ait eu tant "d'interventions rapides" de parachutistes opérées pour remettre en selle un dictateur aux abois mais tout dévoué aux intérêts occidentaux. Il y a beaucoup d'hypocrisie dans le discours occidental lorsque celui-ci se lamente de l'état de l'Afrique et de ses peuples, sans jamais mentionner le soutien illimité que l'Occident - à l'unisson - apporte aux forces locales les plus rétrogrades et corrompues, fût-ce contre des forces plus honnêtes dont on souligne alors avec complaisance les erreurs ou les insuffisances.

L'association de l'Afrique à la CEE (et les accords de Lomé qui la régissent) doit être replacée dans ce cadre, celui de la perpétuation des rapports néocoloniaux. Certains de nos amis européens reprennent sur ce plan l'argument que l'Afrique n'est pas mûre pour aller au-delà, que les forces populaires y sont faibles. D'autres font observer que même si l'association fonctionne au bénéfice des intérêts néo-coloniaux, il existe une marge de manoeuvre que les textes et les institutions autorisent et qui n'est malheureusement pas suffisamment mise à profit ni par les forces de gauche en Europe (qui peuvent peser sur leurs gouvernements et sur la CEE) ni par les forces nationalistes populaires en Afrique. Cet argument est recevable, si l'on croit - comme nous - que le choix de la politique du pire est rarement la tactique la plus efficace pour préparer la modification des rapports de force stratégiques. Mais il ne doit pas inspirer de méprise sur la perspective d'une déconnexion nationale populaire qui s'imposera ici comme ailleurs. L'Afrique ne se développera pas par le moyen d'un "bon paternalisme" qui reste aussi utopique que le "bon colonialisme" d'antan que certaines forces de la gauche européenne appelaient de leurs vœux, peut-être même sincères. Les peuples africains n'échappent pas à la loi générale: s'imposer ou succomber.

Il n'est pas du tout dans notre intention de dresser un tableau dans lequel les conflits dont l'Afrique pâtit se résument dans leur dimension anti-impérialiste. La liste des conflits inter-ethniques, par exemple, est aussi longue que celle des conflits entre le nationalisme africain et l'Occident: Zaïre, Ouganda, Ethiopie, Soudan, Rwanda et Burundi, Angola, Mozambique, Nigeria, Tchad, ont été ou sont encore les théâtres de conflits violents, allant parfois jusqu'à la guerre civile. Dans d'autres pays le conflit est latent, même s'il a été contenu jusqu'ici, par les seuls moyens de la répression d'ailleurs. La liste des conflits d'Etats - à propos des frontières ou d'ambitions territoriales ouvertes ou déguisées - n'est pas non plus négligeable: Ethiopie - Somalie - Soudan, Algérie - Maroc (et Sahara Occidental), Mali - Burkina Faso en fournissent quelques exemples.

Or ni les uns ni les autres de ces conflits ne sont des "fabrications" de services extérieurs à l'Afrique. Le discours des chancelleries locales qui s'emploient à tenter de le faire croire parfois n'a pas beaucoup de crédibilité, même si, comme c'est souvent le cas, des forces extérieures diverses utilisent l'occasion qui leur est offerte pour soutenir les uns ou gêner les autres, en fonction de leurs propres objectifs stratégiques ou tactiques, parfois avec cynisme.

Est-ce à dire que ces conflits seraient "inévitables" parce qu'ils répondraient à cette hostilité potentielle propre à toute "communauté" humaine, comme la politologie superficielle le suppose?

L'analyse de ces questions, que nous avons proposée dans Etat, nation, ethnie et minorités dans la crise: quelques aspects de la critique de

l'idéologie de la nation et de l'ethnie (Bulletin du FTM, N 6, 1986), est différente.

Sans revenir sur cette analyse j'en rappellerai quelques unes des conclusions principales. D'abord que la concomittance Etat-nation dans les formations du capitalisme central, produit d'une histoire très particulière (celle de l'Europe Occidentale), projetée ailleurs par l'idéologie bourgeoise de la nation, a donné des résultats bien discutables, en Europe même, à l'Est de l'Elbe et au Sud des Alpes, et encore plus discutables au-delà. Ensuite que l'idéologie de l'ethnie est dans une large mesure un sous-produit de cette idéologisation de la nation, et, partant, ne donne de la réalité qu'une image déformée, parfois mythique.

Dans ces conditions propositions d'examiner plus attentivement l'hypothèse que bien des conflits "communautaires" sont le produit de luttes au sein de la classe dirigeante, entre des segments de celle-ci. La fragilité de ces classes dirigeantes est probablement leur caractéristique commune la plus évidente. Soit qu'ils s'agissent de classes compradore, contraintes de n'agir que dans les limites étroites assignées par le contrôle du capital mondial, souvent n'ayant pas même le statut d'une bourgeoisie compradore (ayant des intérêts économiques propres bien que subalternisés par leur insertion dans le capitalisme mondial) mais plutôt celui d'une bureaucratie compradore (l'appareil d'un Etat compradore). Soit qu'il s'agisse de couches et groupes d'aspirations nationalistes, mais sans que ceux-ci ne soient parvenus à devenir "l'intelligentsia" d'une alliance de forces populaires réelles. Dans un cas comme dans l'autre la tentation est forte pour les différents segments d'une classe de ce type de fonder leur pouvoir en mobilisant des fractions du peuple derrière des "symboles" qui leur permettent de conserver la maîtrise du jeu. Les symboles ethniques ou religieux sont alors souvent assez bien adaptés à ce type de concurrence pour le pouvoir.

Ce n'est donc pas une sorte d'atavisme ethnocentrique qui contraindrait les peuples à ne pas reconnaître d'autres réalités que celles des communautés entre lesquelles ils se partagent, ni une autre sorte d'atavisme autocratique qui contraindrait les dirigeants à manipuler les "diabes ethniques", qui seraient la "cause" de ces conflits. C'est la faiblesse de la société périphérique toute entière qui est à mettre en question, notamment celle de ses classes dirigeantes.

La perspective nationale populaire impose donc ici une stratégie à la fois démocratique et unitaire, c'est-à-dire oeuvrant dans le sens du maintien - ou même de la création - de grandes espaces (donc de grands Etats) à la hauteur des défis que la déconnexion nationale populaire impose, et simultanément respectueux de la diversité au sein de ces grands espaces. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes doit être mis en oeuvre dans cette perspective politique.

Le conflit global des Superpuissances n'implique aucune symétrie nécessaire entre les objectifs des acteurs. Les Etats-Unis assument la direction de l'ensemble des forces capitalistes qui s'assignent l'objectif conservateur de sauvegarder la perpétuation de l'intégration néo-coloniale de l'Afrique dans le système global. Les forces de libération nationales populaires ne peuvent donc éviter de s'y heurter. Ni l'Union Soviétique, ni a fortiori la Chine, n'ont l'ambition - et, s'ils l'avaient, la possibilité - de soutenir avec force une transformation progressiste du continent. A la limite je dirai que si les perspectives d'une détente sérieuse et durable venaient à se réaliser, les supergrands du socialisme accepteraient un "retrait d'Afrique", abandonnée à ses peuples et à la confrontation solitaire à leurs ennemis intérieurs et extérieurs. Mais tant qu'il n'en est pas ainsi une "présence" en Afrique peut être jugée utile d'un double point de vue. D'abord comme moyen de pression pour contraindre l'adversaire à la détente précisément. Ensuite, dans l'hypothèse, alors toujours possible, de conflits armés d'envergure, la disposition de bases d'action en direction de la Méditerranée, de l'Atlantique Nord et Sud et de l'Océan Indien. Il reste que, selon certains spécialistes des questions militaires, ce type de préoccupations géostratégiques a tendance à perdre sa validité à l'époque des missiles intercontinentaux, voire de la guerre des étoiles. Cependant ont-elles disparu pour autant si le risque de conflagration n'est pas limité au tout ou rien, mais comporte des options intermédiaires pour lesquelles le contrôle de l'initiative régionale conserve son importance?

Tant qu'on en est là la diplomatie conservera ses droits. Je veux dire par là que les Etats - soviétique ou chinois comme les autres - auront tendance à ne compter qu'avec ce qui existe, c'est-à-dire les pouvoirs en place. Il y aurait beaucoup de naïveté à croire - ou même souhaiter - que la préoccupation à plus long terme (souhaiter "le socialisme") dépasse le discours idéologique, fût-il sincère. Accessoirement les contraintes de la diplomatie n'exclueront pas dans l'avenir, comme dans le passé, les glissements que l'on pourrait qualifier "d'opportunisme" pour quiconque considère l'objectif national populaire comme une exigence incontournable du progrès. Ce glissement s'exprimera chaque fois que l'alliance du pouvoir local plus ou moins national (et de ce fait en conflit, à un certain degré, avec l'Occident) avec les Etats "socialistes" opère d'une manière qui entrave plus qu'elle ne facilite l'évolution de ce pouvoir vers la cristallisation nationale populaire irréversible souhaitable.

J'en viens finalement au dernier chapitre de notre analyse quaternaire: la compétition euro-américaine. Ici notre propos sera bref puisque nous ne voyons pas que cette compétition ait entraîné un conflit politique quelconque à propos de l'Afrique et du Moyen Orient. Au contraire les moyens des Etats-Unis et ceux dont l'Europe dispose sont ici mobilisés en complément les uns des autres. L'Europe, dans cette région, est, jusqu'ici, parfaitement alignée.

Summary

"War is a continuation of politics by other means". To study conflicts is to study a chapter of politics. However in this area our instruments of analysis are particularly poor. Marxism has not produced a theory of politics for pre-capitalist societies (hence no theory of politics in general) as it has produced a theory of capitalist economy. So long as important breakthroughs are not made in this field, the discussions will always be hindered by emotional reactions and romantic visions.

The article argues that in analyzing conflicts, it is necessary to characterize more precisely the way the "dominant capital" in question works. Within that context the first hypothesis is that it is essential to know how and to what extent there is a relation between the emergence of a national bourgeoisie as a dominant class within a given social formation, the creation of its state and the cristallization of capitalist interests.

But, is that always the case? The long crisis of contemporary capitalism which began with the decline of the USA in the late sixties, has resulted in the globalisation of capital which seems to acquire new qualitative characteristics. The correspondence between the state and capital which has so far characterized capitalism would disappear and be replaced by a new contradiction multiplicity of the state and globalisation of capital. A new form of worldwide finance capital seems to have emerged, detached from any national basis. The building of a unified american-European-Japanese political state is not on the agenda. In the absence of a such a unified state it would be impossible for a police state to emerge.

This new contradiction would oblige us to review the issue of politics and conflicts which so far have been analyzed in terms of conflicting competition between imperialist national states.

In almost each of the numerous cases four levels of sources of conflict which mix in a specific way can be identified. First, there is the on-going conflict between the exigences of a popular national liberation and the logic of submission to capitalist expansion imposed by imperialism. Second, there are the internal conflicts which result from the fragility of the national society, of its popular forces and its leading classes; third, there is the East-West conflict the projections of which operate on the basis of its own logic; fourth, there is the trade competition between capitalist powers which have interests in the region. The order in which these sources of conflict are presented corresponds to a hierarchy of their importance. The hierarchy is related to the degree of potential violence attached to the cause of the conflict on the one hand and, as a consequence, to the relative importance of anticipated outcomes of the conflict on the other.

The external factor, always unfavourable and more and more unfavourable, continues to impact on the evolution of internal factors to a large extent. The conflict between imperialism and the popular national movement will then always be all the more violent. This is not however to argue that internal

conflicts in Africa can be reduced to their anti imperialist dimension. The list of ethnic conflicts in Africa is as long as that of conflicts between Africa and external forces. Furthermore neither of these two are "fabricated" by external forces. A great many community conflicts are the product of competition within the ruling class, between its fractions. The fragility of the ruling classes is probably their most evident common characteristics!

Therefore it is not some sort of ethnocentric atavism which would force peoples not to recognize realities other than those of the communities to which they belong, neither is it another sort of autocratic atavism which would force the leaders to manipulate the "ethnic devils" which are at the root of these conflicts. It is the weakness of the whole peripheral society which should be addressed, namely that of its ruling classes.

Women in industry: Legal and Social Attitudes

Donald P. Chimanikire*

Introduction

The Government of Zimbabwe has as one of its principles, the full integration of women in the development process of this country. It abhors any form of discrimination against women and has time and again vowed to fight all forms of discrimination against any members belonging to the Zimbabwean society, especially women, who for several decades have suffered from a double-edged exploitative environment created, on the one hand, by certain negative practices in Zimbabwe's culture and on the other, by successive colonial regimes. This of course is in line with the Government's policy of Socialism based on Marxist-Leninist principles, and the goal of full employment has been a cornerstone of Zimbabwe's economic policy since independence in 1980.

Nowadays women are legally assured the same status in the labour market as men. In practice, however, their work situation continues to differ in important respects from that of men, and their status remains weaker. While the Ministry of Community Development and Women's Affairs has campaigned for equal rights for women, there is no evidence so far to show that the gap between the sexes in terms of both pay and job opportunities is closing. Extensive data on women's working life in Zimbabwe collected during the 'United Nations Decade for Women, 1975-1985' revealed that Zimbabwe is one of the most sexually segregated labour markets in Africa. This may surprise many who believed that equality between sexes was an accomplished fact in this country in view of the numerous Acts passed by Parliament geared towards putting women on the same par with men in all spheres of life. It remains to be seen to what extent the 'Labour Relations Act', which will be referred to in this paper, will have the desired effect of finally creating a single, unified and egalitarian labour market in Zimbabwe for both women and men.

This paper will attempt to look into factors affecting women's participation in industry: legal, and social attitudes.

* Zimbabwe Institute of Development Studies, Harare/Zimbabwe

Finally, it should be noted that opinions expressed in this paper are solely the responsibility of the author and do not necessarily reflect those of the Institute.

Immediately after the resounding election victory of the Zimbabwe African National Union (ZANU PF) which brought it into power in 1980, the Government adopted the policy of scientific Socialism based on Marxist-Leninist principles so as to redress the inequalities that had prevailed in the Zimbabwean society during the past 90 years of colonialism. Further, the enunciation of a socio-economic policy of "Growth with Equity" which states, *inter alia* that the Government is determined to forge ahead with the task of building a progressive, non-racial and egalitarian society which draws on the energies and abilities of all its peoples, without regard to their race, colour or creed¹ was probably based on the realisation that in order to achieve social justice in the Zimbabwean society, the Government had not only to achieve equitable distribution of resources between various sectors and societal groups, but also the rectification of historical and traditional economic and social imbalances affecting Zimbabwean communities such as those between men and women². This approach acknowledges the fact that meaningful development presupposes the total involvement and judicious utilisation of all human and material resources.

ZANU (PF)'s 2nd Congress abhorred discrimination against women and urged the Government to 'abolish all laws which oppress or discriminate women in employment, both public or private'³. One can safely say therefore, that the achievement of socialist goals in Zimbabwe depends very heavily on productive engagement and productivity of all able-bodied individuals. Despite all the legal rights women have so far acquired, this however has not been so, and perhaps one of the reasons why Zimbabwe still experiences very low levels of development is that women have been largely and shamefully discriminated in areas where they could have contributed very significantly to development. For example in employment, access to loan and credit facilities, in education and training for managerial and professional skills, in joining co-operatives on individual basis, and soon. There is no doubt that Zimbabwe has made efforts legally since 1980 to integrate women on an equal footing with men in all sectors, but results speak for themselves⁴.

It is the intention of this paper to address itself to the question of how these obstacles have affected the effectiveness of women in the industrial sector. But before that, two propositions can be made:

-
- 1 'Growth with Equity' - An Economic Policy Statement. Feb. 1981, pp. 8-9.
 - 2 See Opening Address delivered at the Meeting to discuss the Matrimonial Causes Act, The Succession Bill and the Proposed National Women's Council, by the Hon. Prime Minister of Zimbabwe, R.G. Mugabe, 25th January 1986 - belvedere Teachers' College.
 - 3 ZANU Resolutions of the Second Congress. Harare, 8th August 1984.
 - 4 See the Zimbabwe Report on the United Nations Decade for Women, 1980-1985, Ministry of Community Development and Women's Affairs, p. 2.

(a) that every society has an obligation and duty to make the most effective use of its talents. It is therefore counter-productive to keep talented women in the house.

(b) that every society has to address itself to the question of how to operationalise the rights of both men and women so that it is possible for them to take part in areas of social, occupational and family life for which they are suited, as individuals and not as members of a certain sex, which is usually the case.

There is no doubt that the position and image of women in the Zimbabwean society has been changing as a result of economic, political, social and cultural factors. The most pervasive factor was that of colonialism which brought the following changes in its wake: the breakdown of tribal, social and economic organisations which acted as insurance for its members, the changing role of female labour as a result of growth and development of commodity and money relations, this in turn gave rise to immigration of women in the urban centres. This occurrence took place gradually because during the early period of colonialism it was unheard of for a woman to leave the locality of her kinsfolk and venture in far off lands. Even married women did not accompany husbands in urban areas during colonial times. It was the practice then for the menfolk to immigrate temporarily to town, earn just enough to pay compulsory annual hut tax and return to their villages or the colonialist authorities did not allow African workers to stay with their wives in the urban compounds, where male workers were housed. Delinquents were severely punished.

Since 1980 - the year of independence - however, the number of women in urban areas in Zimbabwe had increased ¹.

There are many reasons which explain this growth in the female urban population. Some women had come to accompany their husbands who, with the increasing security in employment since independence had moved to town permanently. Others migrated to urban areas, because they had education that qualified them to get jobs. Still others were female heads of households with children to look after. Perhaps, more important was the passing of the 'Legal Age of Majority Act, 1982' which states:

On and after the fixed date a person shall attain the legal age of majority on attaining the age of eighteen years².

The Act makes no exception whatsoever. It applies to any "person". In particular it makes no difference if the "person" is a woman, or an African woman, or a married white woman, a single woman, or a widow. It applies to everyone of eighteen years or more without exception³. Due to a

1 See the Zimbabwe Report on the United Nations Decade for Women, 1980-1985, op. cit. p. 4.

2 Legal Age of Majority Act 1982, Section 3 (1).

3 Paths are made by Walking - What the "Legal age of Majority" means to you p. 1-2 - Centre for Applied Social Sciences, University of Zimbabwe (Fundamental Rights and Personal Law Project).

combinaison of the above factors, the number of women urban dwellers gradually increased and were employed in public service, factories and industries, more or less in traditional occupations.

Opportunities and type of work done by women

Though women in Zimbabwe have been gradually increasing in towns because of the already mentioned factors, they still have lower opportunities for work than men. Three basic reasons may be advanced for this:

1. The first is the patriarchal concept of the importance of many children that keeps the women engaged in child bearing and rearing so that little opportunity is then left for them to participate in national economy, through wage employment¹.

In other words women in Zimbabwe are throughout their lives faced with the tradition that the crown of a woman's life is to be a wife and mother. Despite the 'Legal Age of Majority Act, 1982', marriage is almost everywhere a partnership of unequals in fact, though of course not in theory. In a home where the husband goes to work and the wife is a housewife, the ideal situation would be for husbands and wives to share economic resources and discuss sensibly and rationally how money is to be spent. Unfortunately, this is not always the case since in reality negotiations about money are frequently acrimonious, secretive and devious. This is because some husbands are unwilling to declare their income to their wives and at the same time housework, which makes a lot of hard demands on a woman's life is regarded as unproductive work by society.

2. The second is the objection on the part of husbands who fear women's emancipation and liberation from male dominance, for it is true that work outside the home raises a woman's status and her independence which are indispensable conditions for equality between men and women granted to both sexes by the Constitution of Zimbabwe².

This state of affairs might be explained by two factors:

(a) Women's emancipation and attempts to grant women equal rights are resented on the ground (never openly admitted) that they pose a threat to male power and domination.

(b) Complete insensitivity and lack of sympathy towards women's plight arise out of the misguided belief that women have nothing to complain about in the way they are treated since they are indeed inferior beings. This is

1 See Speech delivered by the Zimbabwe Minister of Community Development and Women's Affairs, Hon. T.R. Nhongo at the National World Conference for Women, July, 1985.

2 'The Constitution of Zimbabwe' as amended at the 1st August, 1985, Chapter III (ii) p.9.

partly occasioned by our cultural beliefs and traditions¹, and was reinforced by capitalism.

3. The Third is lack of education. Up to now some parents object to the education of girls because girls are bound to get married anyway, and are therefore treated as temporary boarders.

Education is regarded as a vital tool for participation in all channels of development and women's comparative lack of this important tool clearly excludes them from the main stream of development. It may be worthwhile to repeat here that boys and girls - under the law², - have a right to learn the same subjects and the same technical skills, for there is no function in society which is peculiar to women as women or men as men. Both genders have similar natural abilities and it is natural for women to share occupations with men. In actual cases where education is available, with a few exceptions, girls tend to be taken in segregated schools at post primary school level where they learn subjects that are supposed to make them better wives and mothers - for example needlework, home economics and domestic science.

At post secondary level girls are trained in anthropology and psychology etc. These are geared for services and not for productive labour and have fewer returns. Training institutions and the University of Zimbabwe should take special measures not only to increase the number of women students but to encourage them to utilize their legal right to take up training in say, engineering and mechanical fields, and not just in fields traditionally open to women like nursing and teaching. These institutions can make a greater contribution to education by handling students on the basis of sex ratio to ensure that more women students are enrolled. After all women are 51 % of the population in Zimbabwe

What type of jobs are women offered in Zimbabwe industry?

According to the 'Labour Relations Act N 16 of 1985', no employer shall discriminate against any employee or prospective employee on grounds of race, tribe, place of origin, political opinion, colour or sex in relation, inter alia to the choice of persons for jobs or posts, training, advancement, apprenticeships, transfer, promotion or retrenchment³. This Act derives its power from the Constitution of Zimbabwe which is the supreme law⁴.

Despite all the legal declarations on the equality of men and women in Zimbabwe,

1. Women still tend to be given unskilled jobs that earn comparatively lower wages in a particular industry;

1 See Speech by Hon. T.R. Nhongo, Minister of Community Development and Women's Affairs to the Public Service Association on January 25, 1984. See also 'Community Action' issue N 2, 1984.

2 See 'The Zimbabwe report on the United Nations Decade for Women - 1980-1985 op. cit. pp. 34-36.

3 See Labour Relations Act. N 6 of 1985 p. 179.

4 'Constitution of Zimbabwe' as amended at the 1st August, 1985, Chapter I, (3) p. 6.

2. they tend also to be found in industries such as Textiles, Catering Industry, Canning Industries, Food Industries.

3. In big and well known companies, women tend to be given jobs related to domestic activities - e.g. cooking in company canteens, cleaning and dusting of offices, grading of finished products, and secretarial duties.

4. Others work in posts or areas that are known as female enclaves such as the Registry, the typing pool and at junior accounts level. The same explanation may be advanced as was given above for case of discrimination in employment opportunities for women. There is the added factor of management's misguided attitude towards the employment of women. Management hold these views about female employment:

-that women are less productive than men since they tend to take a lot of time off. In effect what they are complaining about is absence during maternity leave, attendance of clinics during pregnancy and absence due to nursing sick children.

-that women have very low commitment to their jobs once they get married and start raising a family.

The actual hidden meaning is that:

-women may then leave employment due to husband transfer;

-may demand certain rights especially if they are stipulated by law;

-may be experiencing marital problems that will affect her work performance.

In Zimbabwe, legally a woman worker has the right to be off duty for up to 90 days on maternity leave during which she is entitled to up to 75 % of her salary. She is not supposed to lose her job or career prospects as had been the case before independence¹. For the majority of employers these rights may go against the grain of their balance sheets and their profit and loss accounts. This may surely account for less employment opportunities for women especially with private employers.

Again, despite the 'Labour Relations Act (1985)' which forbids employers from discriminating against any employee *inter alia* on the grounds of sex, employers in industry do not offer the same opportunities (as men) for training in skilled work or promotion. This is because management does not think in terms of a long future career and women's promotion tend to take place on an *ad hoc* basis. The main reason advanced is that women are not bound to stay. This is nothing but sheer prejudice in place of fact. It fails to take into account the fact that most women in industries are single parents with responsibilities so they tend to be steady at their jobs. When it comes to leadership even where the majority of workers are women the supervisor will invariably be a man. This arises from the lopsided subject specialisation we observed above and managements' reluctance to train women in different areas of management, e.g. production, commerce, finance, personnel etc. that are prerequisite for promotion to supervisory roles.

1 Labour Relations Act, N 6, 1985, pp. 189-191.

A woman too finds it traumatic to cope with the conflicts that may arise because of her job. Despite the 'Legal Age of Majority Act' which we have already cited above, a husband may also insist on controlling all of his wife's movements and activities even during office hours. Further, although the traditional role of the husband has changed with the times, as it is no longer necessary for the menfolk to protect the tribe or hunt for wild animals, yet they still take as their prerogative to do nothing to help in the house. A typical African husband in an urban area sees it as his right to spend all his evening in a pub or bar or doing some other extra curricular activities thus leaving all the household duties to his wife who might be holding a similar job. The consequence is that many a working woman suffer from work overloads, with a woman having to put in four to six hours a day attending to household activities on top of her job. Undoubtedly this arises from the traditional attitudes that see the roles of men and women in terms of a polarity rather than complementary to each other.

Women also are to blame

Women too are to blame for their lack of opportunities to advance. They tend to undervalue themselves and adjust their own goals downwards in accordance with a lower estimation of their own abilities. They do this despite all the legal rights granted to them by the Government.

Most women tend to take seriously other people's expectations of them, rather than developing their own self esteem. Admittedly a note can be written on the upbringing of girls in Zimbabwe. In our society, and indeed in many others, boys and girls are treated differently by adults from the moment they are born. Adults apparently encourage passive and dependent behaviour in girls and active and independent behaviour in boys. Children are very perceptive and will from an early stage begin to take notice that men and women have different life styles and that boys are considered more important than girls. These factors will definitely influence the pattern of the children's adult lives¹.

Added to this, a girl with above average intelligence is treated as a freak, whereas a boy in a similar situation is said to be brilliant, a genius, etc. It is no wonder then that women fail to realise their own potential in the ways that the values of individuality and self fulfilment imply they could.

Women managers: Characteristics

According to the 'Labour Relations Act, 1985' no employer shall discriminate against any employee or prospective employee on grounds of race, tribe, place of origin, political opinion, colour or sex in relation to, *inter alia*, the choice of persons for jobs or posts, training, advancement,

1 See "Social Attitudes - Hindrance to Women's Advancement" - (Community Action) op. cit. p. 26.

apprenticeships, transfer, promotion or retrenchment¹. Despite this Act which prohibits employers from practising discrimination on the basis of sex,

1. Women still account for a small percentage of all managers.

2. They tend to be recruited on the basis of their expertise, i.e. degree or diploma holders. Unlike men, few of them come in totally unqualified or as trainees, a fact that has led a lot of women to comment that whereas a man will be treated as a manager and then as a man, women are too often considered first as women and then as managers. The other thing is that men have been known to rise from the rank of an errand boy to managerial position but the same would be impossible for a woman.

3. In order to get where she is a woman manager has to show exceptional ability, excellence and resilience.

4. Some are promoted for window dressing purposes in order to give a good image to the company.

5. Women managers tend to be on the average older in age about 35 years or more. This is of course a managerial tactic to get women who are past childbearing age.

What is the explanation

The economic, social, cultural and political factors we observed earlier come into play:

-Presently, Society tends to hold negative attitudes towards women in managerial positions. In accordance with the societal distribution of norms of expected behaviour, a managerial job requires the holder to have characteristics, temperament and attitudes that are usually ascribed more to men than women.

-Despite the legally declared equality of opportunities between men and women, women are not given the type of consideration and thought in terms of their future career prospects. While their male counterparts are singled out for talent spotting, women do not get similar attention.

-Educationally, there are fewer qualified graduate women than men, as such fewer women have the necessary qualifications to compete for top posts and fewer still get selected.

-Women themselves are not keen on marketing themselves and their abilities. Perhaps as a result of the socialisation, they tend to be different and fail to develop a knack or flair for public relations and the politics of the working place. Partly as a result of the restrictions imposed by society and especially by husbands, they will not be seen in the right places, get in the right situation and be seen to talk good sense. One can safely say that for women, it is the case of the light being kept under a bushel.

-Where women have succeeded in attaining managerial positions, they find themselves in a hostile atmosphere where it is therefore difficult to show their capabilities. Male workers, considering it improper for a woman to be

1 See Labour Relations Act, 1985 p. 179.

in a position of authority over men, will not accept a woman "boss" and for the same reason employers might not consider placing a woman in such a position.

-Once women have established themselves in certain departments, they are reluctant to try any other area where they are not confident with the expertise.

-Women's refusal to take position of responsibility, arises from the fact that they do not want two demanding jobs respectively in the home and at the work place. The problem of overload - because of the traditional attitudes and the sexist division of labour which in our age has no basis, women in positions of responsibility find themselves having to put in four to seven hours of household duties in the home. It follows then that many women feel physically tired and this tension and irritability arising from overwork is transferred to the world of work, which to some people goes further to prove that women have nagging habits. Apart from the unequal distribution of tasks in the house, the other factors exacerbating the situation is lack of day care centres, nurseries and facilities as well as equipment and services that are necessary to alleviate the domestic load¹.

What is to be done

Various countries go about the issue of women in employment in various ways. In Zimbabwe, the ruling Party - ZANU (PF) professes a belief in human equality and dignity regardless of sex, creed, race or nationality². In order to accelerate the advancement of women and also to comply with the objectives of the United Nations decade for Women, the Government established the Ministry of Community Development and Women's Affairs in April, 1981. The Ministry, in line with national development policies, places emphasis on the development of rural communities, in particular the improvement of the condition of women³. We can say that considerable measures have been taken to increase the participation of men and women in development in rural areas as in urban life.

Notwithstanding all the legal rights granted to women in Zimbabwe, the number of women in top or middle level position has remained very small. It is obvious then that something must be done, at different levels to increase women's employment. At the level of governments these include :

1. Creation of Positive Discrimination in favour of Women. At the moment, women are at a disadvantaged position in all areas, be it socially, culturally or politically. The main area where positive discrimination ought to take place is at the educational level, for this is the key not only to personal growth and development but it also provides the basis for acquiring the skills

1 See Report on "Sub-Regional Workshop on Welfare Facilities for Women in Africa". 21 October - 1 November 1985. (Ministry of Labour)

2 See Zanu Resolutions of the Second Congress, Harare, 8th August 1984.

3 The Zimbabwe report on the United Nations Decade for Women, 1980-1985, op. cit. p. 6.

and knowledge necessary to ensure their participation in employment especially in more favourable positions. We can make the following policy suggestions:

- Girls should be provided more access to education by ensuring that school intake reflects the ratio of the sexes in the population. Also care must be taken that girls are not put in a stream which would not given them a chance of competing in high income and status jobs with their counterparts.

2.Provision of Rights by law

In many countries - Zimbabwe included, a floor of legal rights for women, has been enacted. But these rights have been to some extent rights in theory and not in practice. For example, the 'Equal Pay Act'¹ stipulates that men and women will earn equal payment for similar types of work. But by sheer use of semantics and dishonest use of job evaluation exercise, employers have created a number of loopholes that still enable them to pay discriminatory wages against women. In Zimbabwe it is argued that men and women are accorded equal rights in all fields, economic, cultural and social life and yet during the end of 1985, a year which marked the end of the United Nations Decade for Women whose themes were Equality, development and Peace, studies indicated that women do rarely reach the top positions.

In itself, creation of the enabling legislation is not sufficient. Additional legal and administrative measures to put these in effect are needed. To put it in other words legal rights express a general statement of intention committing the government to a general cause of action. Very rarely does the law spell out the detailed ways and means by which this law is to be implemented. It is necessary, however, that methods of implementing the law be stated. This may need creating bodies and institutions that will be responsible for the supervision and preparation of periodical reports as to how the law is being implemented. The Legal and Equal Opportunities department of the Ministry of Community Development and Women's Affairs has since its inception been engaged in trying to set up an "Equity Board" to carry out the above-mentioned functions but without success.

An interesting example of a country where the law was translated into practical procedures enabling the working mothers to get the co-operation of husbands, employers, and Trade Unions is the German Democratic Republic with its 1965 Code of Family Law. It states that both men and women have an equal responsibility for the education of children and housekeeping. Their relations therefore must take a form which permits the wife to combine her occupational and social life with motherhood. It goes on to state that the husband must not only be satisfied with giving a hand but that both must share equally the responsibilities of house and family. One of the

1 'The Zimbabwe Report on the United Nations Decade for Women, 1980-1985' op. cit. op. 17.

recommendations made by the United Nations Decade Conference for Women in Nairobi, July 1985, is similar to the GDR law mentioned above.

3. Employers. What the employers will do or won't do will largely depend upon the type of economical environment in which they operate and the kind of sacrifice they are willing to make in the short run in order to reap the benefits in the future. Zimbabwe has a strong capitalist economic base and employers in the private sector tend to watch their profit margins very closely as it constitutes the main criteria for the success of the private companies. The Government must ensure that proper utilisation of manpower is understood by the private sector that it is a development issue¹, and as such firms must not only be forced to take the qualified women available, but in addition they have also to think in terms of carrying out the following:

a) improve their recruitment and selection policies which so far have been designed in such a way that only a few apply and fewer still are selected.

b) redesign their jobs - changing the traditional pattern of work and introducing part-time and flexible hours providing continuity of women's work experience especially for working mothers.

c) re-launching women who have dropped out of employment for a long time.

d) providing facilities that make it easier for mothers to work

At societal level

This is the central area on which equal participation of men and women in employment hinges. As we have observed above, the main obstacles that keep women from taking jobs especially at top levels, are the attitude and prejudice of society against women. These include:

- roles within the family in which men refuse to participate in household duties;

the persistence of traditional family life even in the absence of the material conditions for their continued existence;

- the children's upbringing in which boys and girls are channelled to specific areas of employment through sex role stereotyping.

In conclusion, the Government of Zimbabwe has endeavoured to create certain rights through legislation, women's organisation (some political, e.g. ZANU (PF) Women's League) and even created a Ministry responsible for Women's Affairs. Women ministers, magistrates, Public Service Commissioners and a woman ambassador have been appointed. But one fact remains clear. These measures have only opened a path for a few exceptional women who have managed to maintain their occupational and family roles intact. It is only the unusual, the exceptional type of women who can manage to combine the demands of producing, rearing and managing a family with meeting the responsibilities of highly demanding jobs. The problem is not

1 John F. Else, Zebbedia M. Gamanya and Kwanele, O. Jirira - "Economic Development in the African Context: Opportunities and Constraints" JOURNAL OF SOCIAL DEVELOPMENT IN AFRICA, 1986, 1, pp. 75-87.

basically one of commitment, education or finding women with potential. Society has to look very carefully into the custom and practices both within the families and occupations with particular attention to the activities of men in the house. It is in the interest of Zimbabwe's development that all the reserves of the economy be put to use, but this will not be effected unless society takes an effort to see that tasks are allocated not on the basis of sex but individual competence. It is grossly inefficient, for example, to close off women with potential into housework simply because one is a woman and put a man with an interest in children to work on an assembly line on the basis of his being a man.

Résumé

Cet article examine les facteurs qui ont une incidence sur le rôle des Zimbabwéennes dans l'industrie ainsi que les réactions sociales et lois qui s'y greffent. Depuis son accession à l'indépendance le Zimbabwe pratique une politique économique qui repose essentiellement sur le plein emploi. Il soutient par ailleurs entre autres principes majeurs l'abolition de toute forme de discrimination à l'encontre de quelque membre de la société zimbabwéenne que ce soit, les femmes notamment qui pendant plusieurs dizaines d'années ont été victimes et de certaines pratiques négatives dans la culture de leur pays et des régimes coloniaux qui se sont succédé. Partant, la législation garantit aux femmes le même statut que les hommes sur le marché du travail.

Dans les faits néanmoins, la situation de la femme diffère toujours de façon sensible de celle des hommes sur le plan du travail. Par ailleurs l'écart relativement important entre le salaire des hommes et celui des femmes ainsi que la différence de taille entre les emplois offerts aux hommes et aux femmes ne font que renforcer le constat de l'infériorité du statut de la femme par rapport à celui de l'homme. En fait, à en juger par les informations disponibles le Zimbabwe est l'un des pays africains qui pratique le plus la ségrégation sur le marché du travail entre les hommes et les femmes; et ce, en dépit des nombreuses lois votées par le Parlement pour placer les femmes sur le même pied d'égalité que les hommes.

En général lorsque les femmes travaillent on leur confie des emplois n'appelant aucune spécialisation assortis de salaires peu élevés. Qui plus est, l'on les retrouve surtout en grand nombre dans les emplois où interviennent les activités ménagères comme cuisinières de cantines (dans les sociétés); elles balayent et époussetent également les bureaux, classent les produits finis et assument des fonctions de secrétaires.

Cette attitude discriminatoire envers les femmes au travail est à imputer à plusieurs facteurs: les opinions patriarcales sur la place de la femme dans la société, le système éducatif, le ressentiment éprouvé par la direction des sociétés et autres entreprises pour les droits et les responsabilités de reproduction des femmes, et leur amour-propre.

Les lois axées sur l'abolition de la discrimination contre les femmes sont en soi insuffisantes. Pour garantir l'application de ce type de législation, il convient de prendre d'autres mesures juridiques et administratives; ce qui signifie que le Zimbabwe devrait s'engager à appliquer une politique discriminatoire en faveur de la femme.

Une telle démarche appellerait donc entre autres l'offre de chances d'éducation égales aux hommes et aux femmes, des salaires égaux, un partage égal des responsabilités ménagères et de l'éducation des enfants, des modifications dans les politiques de recrutement et de sélection, une réorganisation des emplois, l'institution d'une certaine souplesse dans les horaires et l'introduction de structures propres à promouvoir le travail de la femme.

Travail et Revenus extérieurs dans la Dynamique des Exploitations Agricoles

Elloumi Mohamed*

Introduction

Le recensement général de la population et de l'habitat de 1984 relevait que: "parmi les 1 786 400 personnes recensées actives occupées, 120 000 seulement se sont déclarées "Exploitants agricoles" alors qu'on a dénombré 380 000 ménages disposant d'une exploitation agricole" (Ref.1, pg. 21).

Cette constatation au-delà du problème statistique qu'elle pose aux responsables de l'enquête met le doigt sur un phénomène très important et pourtant pas récent, celui d'une agriculture qui n'a plus l'exclusive (si elle l'a jamais eu) d'assurer la reproduction des familles et des exploitations dans les campagnes tunisiennes.

De plus cela ne concerne que l'aspect activité et emploi et non les ressources et le revenu, cette dimension ne peut être saisie uniquement à travers les chefs d'exploitation et de toute manière elle est occultée par l'appareil statistique tunisien.

Or cet aspect de la réalité du monde rural est très important et mérite d'être éclairé par la prise en compte de toutes les dimensions de la reproduction de l'agriculture et pour toute action qui vise à transformer l'agriculture tunisienne. Toutefois, à l'échelle nationale on ne peut saisir que les aspects globaux de l'emploi et de l'occupation de la main-d'oeuvre ainsi que du temps consacré à l'activité agricole, alors que les aspects de revenu ne peuvent être saisis que dans le cadre de travaux de recherche au niveau de la petite région et de l'exploitation.

Même en ne considérant que l'aspect emploi et activité des chefs de ménage et d'exploitation, le phénomène de la pluriactivité n'est pas récent et de ce fait n'est pas conjoncturel. Il s'agit alors d'essayer de cerner l'évolution de ce phénomène et son importance et de le lier à l'environnement économique et politique global afin de dégager quelques éléments de compréhension à ce niveau, ce qui est nécessaire pour replacer par la suite l'évolution et les mécanismes que l'on observe au niveau de la région et de l'exploitation.

* Laboratoire d'Economie et de Sociologie Rurales I.N.R.A. - Tunisie.

Notre travail va donc de ce fait être divisé en deux parties. La première traitera des aspects globaux de ce phénomène qui a été rarement et seulement de manière connexe abordé dans des travaux de recherche, par la suite, et dans une deuxième partie nous aborderons les aspects propres au fonctionnement et à la dynamique des exploitations agricoles dans une région du semi-aride tunisien. Si la première partie se base sur les données des statistiques globales du Ministère de l'Agriculture et de l'INS., la deuxième partie porte sur les données et les résultats d'un travail de recherche puridisciplinaire dans la région de Zaghouan¹.

Problématique

L'agriculture tunisienne a connu plusieurs bouleversements et plusieurs ruptures qui l'ont à chaque fois profondément secouée; le plus loin que l'on remonte dans le temps, ce pays, carrefour entre l'Est et l'Ouest, a connu des transformations et des incursions nombreuses qui ont laissé leurs traces dans le sol et dans les pratiques (Ref.2). Ainsi après le développement florissant de l'agriculture sous les romains, comme en témoignent les pressoirs à huile disséminés dans toute la Tunisie et dont certains sont dans un environnement actuel des plus hostiles à la culture de l'olivier, les vandales et les bizantins ont fait regresser cette agriculture; puis ce sont les arabes qui ont introduit un nombre impressionnant de cultures et de techniques et ont fait de la Tunisie un laboratoire et un champ d'essais avant leur propagation vers d'autres pays et l'Europe à travers l'Espagne. Les hilaliens ont endommagé cette agriculture et ont fait reculer l'aire de l'agriculture intensive à quelques îlots autour des grandes villes. L'entrée des andalous en Tunisie a enrichi lui aussi le patrimoine agricole tunisien.

Plus proche de nous, la colonisation française qui est intervenue dans un pays à la campagne vide et épuisé par les famines et les prélèvements exorbitants du pouvoir central a été un grand bouleversement qui plaquait sur le droit canonique et coutumier tunisien de droit napoléonien comme outil d'une colonisation officielle et privée assez importante. Du point de vue des techniques, la culture des céréales et la pratique du dry-farming dans le Nord et les plantations d'oliviers dans le Centre et le Sahel de Sfax ont été les outils de cette nouvelles agriculture. L'indépendance puis les différentes stratégies de développement avec leurs orientations idéologiques sous-jacentes ont induit à maintes reprises des changements et des bouleversements dans la vie agricole et dans la reproduction sociale des couches rurales.

1 Projet de recherche sur les systèmes de production à dominante céréalière dans le semi-aride (Ref. 3).

De ce fait, tout au long de son histoire, l'agriculture tunisienne a été ouverte sur l'extérieur et a développé des échanges importants avec son environnement dans la recherche d'une complémentarité ou de liquidités nécessaires au paiement de l'impôt. Ainsi peut-on citer l'exemple de l'économie oasienne et des échanges qu'elle a toujours entretenus avec son arrière pays, de même le développement de certains ports avec l'exportation de produits agricoles et artisanaux témoigne de cette orientation (Réf. 4).

La régression des échanges n'est attribuable et n'est repérable qu'en période de troubles où la population recherche une certaine autonomie et autarcie afin d'assurer sa reproduction et sa survie.

Cette ouverture s'est toujours traduite, en plus de l'échange de flux de produits agricoles contre des flux monétaires, en un autre type d'échanges concernant la main-d'oeuvre et les flux monétaires entre le secteur agricole et les autres secteurs ou à l'intérieur du secteur agricole, entre différentes couches d'agriculteurs.

Ainsi, l'association entre la fonction d'agriculteur et d'autres types d'emploi n'est pas du tout récente en Tunisie; et quoiqu'elle ait connu des formes spécifiques à chaque époque elle a toujours été caractéristique de la quasi totalité des régions agricoles du pays. Elle peut intéresser alors le chef de "l'exploitation" et de la "famille", ou un membre de cette dernière; toujours est-il qu'elle donne lieu à un flux monétaire supplémentaire et à un revenu extra-agricole.

Après la colonisation française le retour à une économie monétaire et d'échanges s'est beaucoup renforcée. Bien que le développement de l'agriculture européenne n'ait concerné qu'un million d'hectares sur les cinq millions d'hectares cultivables, l'agriculture "traditionnelle" s'est beaucoup ouverte. L'existence de la pluriactivité et des revenus extérieurs fut même institutionnalisée avec la création des lotissements indigènes. Ces lotissements permirent de fixer une population rurale anciennement nomade et transhumante autour des domaines coloniaux afin d'assurer à ces derniers un volant de main-d'oeuvre disponible pour les moments de pointe.

Par ailleurs, dans pratiquement toutes les régions du pays, le revenu des agriculteurs est constitué de deux parties, l'une tirée de l'agriculture (vente et autoconsommation des produits de "l'exploitation") et l'autre provenant du travail salarié et souvent servi sous forme de numéraires. (Ref.5).

Mais cette forme de pluriactivité, liée à une agriculture précaire et incapable de subvenir aux "besoins" de la famille n'est qu'un aspect d'un phénomène plus large et plus ancien comme nous venons de le voir. En effet, toutes les couches sociales connaissaient des situations similaires et cherchaient à diversifier leurs sources de revenu soit en pratiquant une agriculture diversifiée soit en multipliant leurs sources de revenus. Ainsi, plusieurs exploitants bénéficiant de lots coloniaux, que ce soit des tunisiens ou des européens, avaient des activités en ville dans le commerce ou dans les professions libérales.

Depuis l'indépendance, époque pour laquelle nous disposons de chiffres assez fiables sur la population rurale, cet aspect de la vie des campagnes n'a pas connu de transformations profondes; on observe toutefois des variations qui semblent pouvoir être rapprochées de la conjoncture économique et socio-politique du moment.

Actuellement et d'après les chiffres officiels, la proportion de double-actifs est très importante, voisine de 40 %, cependant ce chiffre ne concerne que les chefs d'exploitation et non les membres de leur famille et ne considère que l'aspect emploi et non l'aspect revenu. Or si l'on tient compte de ces deux aspects, la proportion d'agriculteurs pluriactifs doit être plus importante toutefois, les chiffres au niveau national manquent pour l'affirmer.

Ce n'est donc qu'à partir d'études de cas et de monographies régionales que l'on peut approcher une telle réalité.

Mais avant d'aller plus loin, quelques définitions s'imposent afin de clarifier le débat et afin éviter les connotations qui sont étrangères à notre milieu. En effet, certains termes tels que exploitation, famille, revenu agricole et extra-agricole, transfert entre secteurs doivent être précisés car dans leur acception la plus courante ils renvoient à des réalités bien précises, celles des pays du Nord de façon générale.

Ainsi, la famille renvoie à la famille au sens strict d'un couple et de ses descendants directs, parfois de ses ascendants directs; en Tunisie, ce terme a une acception plus large et les relations de parenté sont plus solides et donnent lieu à plus d'échanges et de soutien. Ainsi, on rencontre des "exploitations" en indivision gérées par plusieurs frères dans une sorte de collectif familial qui a ses règles et sa hiérarchie propre. Cette multiplicité des cellules familiales à l'intérieur de la famille crée un certain nombre de blocages, mais permet une certaine souplesse dans la division du travail et dans la répartition des tâches.

L'exploitation prend de ce fait une connotation différente de celle généralement admise d'un espace bien défini, support des activités agricoles d'une famille au sens strict; ici, l'espace peut être indéfini comme la famille. Il y a les parcours collectifs, la location de jachère ou "achaba"; la multitude des formes que peut prendre le faire-valoir et l'apport en main-d'oeuvre et en capital des différents membres de la famille, ainsi que les formes d'appropriation font que l'exploitation doit être d'une conception plus large.

Le revenu agricole doit être lui aussi défini et précisé dans ses différents aspects et origines. Il existe très peu de travaux sur ce thème et là aussi l'agricole et l'extra-agricole doivent être précisés sinon rejetés en tant que termes désignant des réalités antagonistes. En effet, que dire du revenu tiré de la prestation de service avec un tracteur qui sert en premier lieu de moyen de travail pour l'exploitation propre? Que dire encore du produit de commercialisation du lait à travers une crèmerie au village tenue par les membres féminins de la famille ou encore de la vente de la laine transformée

par ces mêmes femmes? Qu'en est-il de l'engraissement des ovins et des taurillons, tâches féminines dans plusieurs régions de la campagne tunisienne? Où est l'agricole et l'extra-agricole?

Comment peut-on comptabiliser le travail chez les gros agriculteurs contre des semences, des heures de tracteur? C'est là l'autre aspect de la difficulté, chiffrer tous ces revenus et en tenir compte. Comment pouvoir transformer le blé autoconsommé en monnaie et comment lui attribuer un prix de revient quand on sait que pour une bonne partie il met en jeu des facteurs de production qui sont eux aussi difficiles à chiffrer du fait de leur nature; travail familial, semence autoproduite, fumier aussi, etc.

Quant aux transferts entre secteurs, outre ceux qui sont mesurables à travers les circuits officiels et ceux que l'on peut aborder par calcul et approximation tels que les prélèvements de surplus par les rapports de prix et les termes de l'échange, tous ceux qui ont trait à l'économie non marchande et ceux qui ont pour siège la famille (transferts de revenu, de main-d'oeuvre,...) ne sont que rarement signalés et même jamais estimés.

Notre objectif n'est ni de donner des définitions claires et définitives des différents concepts que nous venons de passer en revue, ni de faire un bilan précis des échanges intersectoriels. Il est simplement, à travers une étude de cas, d'apporter quelques éléments de compréhension des mécanismes réels qui sont observables au niveau de l'agriculture et notamment en ce qui concerne donc le revenu et le travail extérieur.

Il s'agit, au niveau national, de mesurer l'importance de ce type d'agriculture, de voir dans quelle mesure il se distingue du modèle de l'agriculture à temps plein et surtout d'en saisir l'importance sociale et politique et de mesurer le coût de sa destruction dans la formation sociale tunisienne. A ce niveau, il s'agit pour nous de voir la relation qui peut exister entre le développement de cette agriculture et la conjoncture économique et d'évaluer dans quelle mesure la politique agricole, caractérisée par le bas niveau des revenus agricoles, concourt à ce développement.

Pour une analyse plus fine des déterminants, internes à l'exploitation, de l'apparition des revenus extérieurs nous nous placerons au niveau local et à celui de l'exploitation. C'est à ce niveau aussi que sera étudié le rôle du revenu extérieur dans la dynamique d'évolution des exploitations et dans leur reproduction en essayant de voir quels types de stratégies particulières sont permis par les revenus extérieurs et quels en sont les impacts sur les systèmes de production. Enfin, nous chercherons à mieux cerner le devenir de cette agriculture à travers son rôle particulier et ses relations avec l'environnement.

Pour cela nous disposons de l'enquête sur les structures des exploitations de 1961/62 (Ref.8) effectuée dans le cadre du recensement mondial des exploitations agricoles pour le compte de la FAO. Puis, à partir de 1977 les enquêtes agricoles de base annuelles permettent de suivre de plus près les évolutions des effectifs et des emplois. Le recensement général de l'emploi et

de la population en 1984 donne une vision plus globale de la population rurale dans la population totale.

C'est pour un aperçu sur les revenus et surtout la part des revenus extérieurs, même ceux qui sont facilement mesurables qu'il y a un vide assez difficile à combler. Quelques indicateurs globaux, tels que le revenu des travailleurs tunisiens à l'étranger à travers les bureaux de poste, sont donnés malheureusement par gouvernorat et intéressent donc le monde rural et urbain à la fois.

C'est donc cet aspect du problème qui sera le plus approfondi dans l'étude régionale.

Première Partie

La pluriactivité des agriculteurs au niveau national: Evolution et signification - Quelques éléments d'explication

Les statistiques globales abordent la question de l'occupation du temps des chefs d'exploitation dans l'agriculture, mais déjà au la définition du terme "agriculteur" les deux grandes sources de statistiques ne sont pas d'accord sur les limites à donner à cette profession..

Ainsi l'INS définit la population agricole active comme étant composée de "personnes actives qui consacrent la majeure partie de leur temps à une activité agricole qu'elle leur procure ou non le maximum de revenu. Ce chiffre est nettement inférieur à celui estimé par le Ministère de l'Agriculture qui intègre dans la population agricole toute personne qui s'adonne à une activité agricole ne fut ce qu'une journée par an". (INS Ref. 6). Pour le Ministère de l'Agriculture, "en matière d'emploi agricole, la différence entre les estimations des services statistiques du Ministère de l'Agriculture et ceux de l'Institut National de la Statistique provient du fait que ces derniers procèdent au recensement de la population active agricole occupée dans l'agriculture et en tirant son principal revenu, alors que les premiers estiment la population agricole celle qui est occupée totalement ou partiellement dans l'agriculture et qui en tire totalement ou partiellement son principal revenu" (Ref. 7).

Cette confusion dans la définition de la population rurale active se retrouve chez la population elle-même (voir plus haut) puisque nous signale l'INS "certaines personnes ont... préféré se faire recenser comme chomeurs alors qu'elles vivent dans un ménage disposant d'une exploitation agricole et dont elles sont les seuls membres actifs" (Ref. 1).

C'est donc la conception même de l'activité agricole qui est en jeu et au-delà de la terminologie c'est une vision du monde rural et de son interrelation avec les autres secteurs qui est en cause¹.

1 En terme de méthode cela nous oblige à une grande prudence dans la manipulation des chiffres.

1) Importance de la pluriactivité au niveau agricole

L'enquête de 1961/62 donne une proportion de 49 % de chefs d'exploitation pluriactifs, proportion assez importante surtout si l'on rappelle qu'elle ne concerne que les chefs d'exploitation et qu'elle occulte donc les revenus des autres membres de la famille et surtout les transferts de revenu qui peuvent avoir lieu à l'intérieur de la famille élargie. Vingt ans après, l'enquête agricole de base de 1980 donnait 39,9 % d'agriculteurs double-actifs. La question se pose alors sur la signification de cette importance et surtout de l'évolution de ce phénomène.

En effet, si l'on explique souvent la pluriactivité comme forme transitoire avant le départ vers la ville et la cessation de l'activité agricole, les chiffres semblent confirmer cette hypothèse. Seulement si l'on considère le nombre d'exploitations total, on trouve qu'il est resté constant et qu'il a même connu une légère augmentation.

Ce qui s'est passé est plus une cessation de la pluriactivité en faveur de l'activité agricole que le contraire; il y a donc plus un phénomène de spécialisation qu'un phénomène de prolétarianisation et de départ de l'agriculture. Il est vrai que ceci s'est accompagné d'une régression importante du taux de la population rurale. En effet cette dernière connaissait un taux de croissance annuel de 1,3 % alors que pour la population totale il était de 2,4 %. En plus on observe sur la même période un vieillissement des chefs d'exploitation agricole. Par conséquent il y a un phénomène de destruction du monde rural et de diversification des activités artisanales liées à l'agriculture. Il s'en est suivi une spécialisation dans la production agricole de ceux qui y restent ou qui y retournent après une activité en dehors de l'agriculture.

Par ailleurs l'importance de la pluriactivité dans les différentes couches sociales confirme cette hypothèse. Ce sont en effet les petits agriculteurs disposant de moins de 5ha. qui représentent la proportion la plus importante de pluriactifs (52 %) et qui représentent aussi 55 % de tous les pluriactifs. Cette concentration de la pluriactivité dans les franges les "moins pourvues en terres" montre que la recherche d'une activité extérieure se fait donc plus dans le but d'obtenir un complément de revenus nécessaire à la reproduction de la force de travail que dans celui d'une réelle diversification de l'activité dans le milieu rural. Il s'agit en plus, dans la majorité des cas, de travaux agricoles et uniquement d'échanges entre exploitations. Pour la frange des exploitations de plus de 100ha., il s'agit alors d'une forme d'agriculture liée à l'absentéisme et qui constitue donc, là aussi, un désengagement de l'agriculture.

Enfin, l'enquête agricole de base de 1985 donne comme population de pluriactifs le taux de 43%. Ce taux est en progression par rapport à celui de 1980 (pourtant réalisé avec les mêmes outils et la même méthodologie). Cette légère progression cache une évolution et une transformation complète de la population active comme le montre le tableau suivant:

Tableau 1 - Evolution de l'emploi dans l'agriculture par sexe et par statut dans la fonction

Statut dans la Profession	1 9 7 5			1 9 8 4		
	SM	SF	Ens.	SM	SF	Ens.
Chef d'exploitation	218,7	11,0	229,7	190,7	21,7	212,4
Salarié	174,7	11,8	186,5	166,0	8,1	174,1
Aide familial	43,8	45,0	88,8	20,8	65,7	86,5
Autre	2,8	1,2	4,0	2,1	0,3	2,4
TOTAL	440,0	69,0	509,0	379,6	95,8	475,4

S.M. sexe masculin; S.F. sexe féminin.

Source: Ref. 1, page 22.

Le tableau 1 montre une régression de 6,6 % en terme global de l'ensemble des actifs agricoles, mais cette baisse qui est assez faible cache des évolutions divergentes pour les deux sexes.

En effet, si pour le sexe masculin la régression est générale quelque soit le statut dans la profession - notamment pour les chefs d'exploitation avec près de 13 % et surtout pour les aides familiaux avec 52,5% - pour le sexe féminin l'évolution est totalement inverse avec une augmentation importante dans les deux statuts concernés par la baisse pour le sexe masculin (97 % et 46 %). Tout se passe comme si, pour chaque départ d'un aide familial masculin d'une exploitation, un membre féminin de la famille prenait la relève. Ainsi s'opère un double phénomène: celui de l'exode des hommes vers d'autres secteurs et celui de la participation des femmes au travail agricole.

C'est ainsi qu'en 1984 21 700 chefs d'exploitation féminins ont été recensés contre 11 000 en 1975, soit pratiquement un doublement de cet effectif¹. Le phénomène pour les aides familiaux est à ce sujet assez significatifs. ainsi, si la variation globale est de - 2,5%, celle des aides masculins est de - 52,5% (ou 23 000 individus) qui sont remplacés par 20 700 individus du sexe féminin.

Cette transformation en profondeur de l'emploi dans l'agriculture qui s'accompagne d'un vieillissement de la population des chefs d'exploitation marque un désengagement total du sexe masculin de l'agriculture et une plus grande orientation vers les autres secteurs de l'économie.

1 Cela doit être aussi attribué à l'évolution sociale dans les campagnes où les femmes ne sont plus sous la tutelle des hommes et peuvent, contrairement au passé, exploiter directement leur patrimoine foncier.

Ainsi, comme le relève le recensement général de la population et de l'habitat de 1984, "il semble qu'il y a eu transfert de main-d'oeuvre masculine agricole au profit du secteur bâtiment et travaux publics puisque 52 % des occupés dans le bâtiment vivent en milieu rural bien qu'ils travaillent sur les chantiers à l'intérieur des périmètres communaux" (Ref. 1).

Mais quels sont les agriculteurs qui sont touchés par ce mouvement de transfert quelles en sont les conséquences sur le secteur agricole et dans quelles conditions cela va-t-il s'opérer?

Les premières indications statistiques dont nous avons pu disposer sont celles de l'enquête sur les structures des exploitations agricoles en Tunisie (Ref. 8). Cette enquête distingue entre les exploitants qui consacrent la majeure partie de leur temps à l'exploitation de leur terre et ceux qui le font pour une autre activité.

Pour l'ensemble de la Tunisie, nous avons 49 % des exploitants qui

Tableau 2 - Répartition des exploitants selon l'activité principale

	Exploitant consacrant la majeure partie de son temps à :			
	Exploiter ses terres		une autre activité	
	%	Nombre	%	Nombre
0 à 20 ha.	46,3	45 300	53,7	125 000
20 à 100 ha.	72,8	36 600	27,2	13 700
100 ha. et plus	84,3	4 300	15,7	800
TOTAL	51,0	165 900	49,0	159 800
Nord	67,0	65 300	33,0	32 000
Sud et Centre	44,0	100 700	56,0	127 800

Source: Enquête 1961/62

consacrent la majeure partie de leur temps à une autre activité (ce qui ne veut nullement dire que les 51% restant ne consacrent leur temps qu'à l'agriculture). Donc en terme de pluriactivité la proportion doit être supérieure à 49%).

Selon la taille des exploitations on a:

Ainsi, sur les 159 800 exploitants qui consacrent la majeure partie de leur temps à une activité autre que l'exploitation de leurs terres 90,9% ont des exploitations de moins de 20ha, 8,6% ont entre 20 et 100ha et 0,5% ont 100ha. et plus. C'est donc parmi les petits exploitants que se recrute la majorité des pluriactifs dans l'agriculture au lendemain de l'indépendance.

Le tableau nous montre aussi que ce taux augmente du Nord au Sud, ce qui peut être lié d'une part à la densité de la structure urbaine et au système de cultures d'autre part. Mais rien ne nous permet de faire à ce stade une relation entre les systèmes de production et l'occupation des exploitants.

Tableau 3 - Répartition des pluriactifs (enquête 1980)

	Nombre total d'exploitants	Pluriactifs Nombre (1)	% (1)/(2)	% des P.A. (1)/(2)
0 à 20 ha.	296 000	125 500	43,0	89,8
20 à 100 ha.	54 600	13 600	24,9	9,6
100 ha. et plus	4 400	800	18,2	0,6
TOTAL	355 000	141 900	39,9	100,0

Source: enquête agricole de base 1980.

En 1980, l'enquête agricole de base nous donne les éléments suivants: sur l'ensemble du pays, les exploitants ayant une autre activité sont au nombre de 141 900 sur un total de 355 000 soit 39,9 % dont 51,6 % ou 73 200 consacrent moins de deux mois à leur exploitation.

En terme de strate, on retrouve à peu de choses près les résultats de l'enquête de 1961/62. Ces résultats se caractérisent par une prédominance de la strate 0-20ha. pour la fourniture des pluriactifs avec un taux de 43 %, les exploitants ayant 100ha. et plus présentant un taux assez élevé de 18,2 %.

Par ailleurs, du point de vue région, nous pouvons toujours observer le même phénomène avec une pluriactivité plus importante au Sud et au Centre qu'au Nord, que l'on peut lier à l'occupation dans l'agriculture en journées de travail puisque celle-ci décroît aussi du Nord au Sud. Ainsi, c'est au Centre-Est que l'on note le taux de pluriactifs le plus fort (57,7%) qui correspond seulement à 100 jours par an effectivement consacrés à l'agriculture par opposition au Nord-Est (190 jours et 36,2%).

Du point de vue revenus, les statistiques nationales ne se sont pas attachées à cet aspect et les indications sont très rares et ne semblent concerner que les chefs de ménage et non la famille au sens que nous lui donnons dans ce texte. Dans ce cadre précis l'enquête agricole de base de 1985 donne les chiffres suivants :

Sur 376 400 exploitants, 254 000 tirent leur principal revenu du secteur agricole parmi eux 213 400 travaillent uniquement sur l'exploitation et 40 200 sont pluriactifs. Le reste, soit 122 400, tirent leur principal revenu d'autres secteurs soit 32,5 % du total des exploitants.

Ainsi donc, il s'opère entre le secteur agricole et les autres secteurs de l'économie un transfert à travers la multiactivité des chefs d'exploitation. Ceci est renforcé si l'on tient compte du fait qu'un bon nombre des autres membres de la famille est employé dans des secteurs autres que l'agriculture tout en conservant leur résidence principale dans le milieu rural c'est-à-dire sur l'exploitation familiale.

Or si, en Tunisie, l'exode rural est un phénomène réel qui se traduit par une concentration de la population dans les villes, il ne s'accompagne pas comme on pouvait s'y attendre d'une réduction du nombre d'exploitations, au contraire. Cela tient d'une part à la nature de la dynamique démographique de la population tunisienne qui connaît un taux de croissance assez important (environ 3% dans les années 60 et 2,5 dans les années 80) et d'autre part à la nature des rapports avec la terre. En effet, l'exode ne s'accompagne que rarement de la cession de la terre ou de la part d'héritage car ces dernières constituent une source de sécurité par rapport à l'aventure qu'est l'exode lui-même. Cela aboutit à des situations d'indivision de la propriété et d'exploitation de la terre en commun généralement par un membre de la famille qui reste sur place. Ceci explique en partie le maintien voire l'augmentation du nombre d'exploitations parallèlement à la multiplication de la pluriactivité et de l'importance des revenus extérieurs dans la formation du revenu des agriculteurs.

2) Pluriactivité et contexte économique

La pluriactivité des familles agricoles comme montrée plus haut, n'est pas un phénomène récent en Tunisie car dès la première enquête sur les structures d'exploitations elle se présente avec un pourcentage élevé (49% des exploitants consacrant la majeure partie de leur temps à une activité autre que l'exploitation de leur terre ou cheptel ce qui permet de déduire que le taux de pluriactivité est plus encore forte).

Aussi que la pluriactivité doit-elle être considérée comme une caractéristique profonde de l'agriculture tunisienne sur laquelle la conjoncture économique et socio-politique n'a d'effet qu'en termes de variations.

Le recours des exploitants agricoles tunisiens à d'autres activités semble, de ce fait, être l'aboutissement d'un développement économique de l'agriculture avec notamment le choc important qu'a été la colonisation.

En effet, celle-ci a réduit l'espace vital agricole et a poussé les nomades et les transhumants à se fixer et à perdre ainsi leur autonomie. Cette colonisation a créé les lotissements indigènes que A. ZGHAL décrivait en ces termes: "on commence par découvrir un domaine exploité d'une manière collective, qu'on classe comme faisant partie du domaine de l'Etat. On partage ensuite ce domaine en deux parties; sur les meilleures terres on trace des lots pour la colonisation de 100 à 150 hectares sur ce qui reste (les terres en pente souvent très accentuée, mais susceptibles cependant d'être labourées à la charrue arabe) on trace des lots de 10 à 15 hectares. Le système colonial espérait par cette réforme agraire de type colonial fixer dans les campagnes tunisiennes deux catégories de population: des colons français et une main-d'oeuvre agricole disponible" (Ref. 10).

Poncet, faisant le bilan de cette colonisation écrivait que: "loin de fixer au sol des milliers de familles de petits fellahs, ce qui était effectivement nécessaire, le recasement les a déracinées, refoulées ou prolétarisées" (Ref. 11).

Enfin, la relation entre les deux secteurs finit par s'établir comme le décrivait ZAMITI à qui nous empruntons le passage suivant: "La séparation des communautés rurales de leurs moyens de production par confiscation des terrains de parcours, la destruction des rapports communautaires par fixation sur des parcelles individuelles inaptes à assurer la subsistance, vont contraindre les sujets massés autour des fermes coloniales à se livrer à la longue au travail salarié afin d'acheter les denrées alimentaires qu'ils ne sont plus en mesure de produire directement" (Ref. 12).

Cette conclusion montre bien que pour la frange des exploitations inférieures à 20ha c'est l'insuffisance du revenu agricole qui pousse à la recherche d'une source de revenu supplémentaire. Mais c'est aussi l'intégration au marché et la réduction de la part de l'agriculture dans la couverture des besoins qui sont en cause; nous verrons par la suite que ce sont là des facteurs assez forts et permanents dans la pluriactivité.

Il faut aussi signaler une autre caractéristique de l'agriculture tunisienne à savoir qu'elle est en permanence soumise aux aléas climatiques et que les nombreuses famines et disettes qui ont jalonné l'histoire de la Tunisie ont appris aux agriculteurs à avoir plusieurs activités afin de pallier aux fluctuations de la production. Nous verrons dans l'étude de cas, en deuxième partie, que la gestion de l'aléas peut être considérée aussi comme facteur déterminant de la pluriactivité.

Si l'importance de la pluriactivité est une donnée historique, comment peut-on, maintenant, relier ses variations à la conjoncture ?

On peut distinguer, nous semble-t-il, deux périodes de développement agricole qui ont imprimé leurs effets sur le développement de la pluriactivité. Cependant nous ne possédons de renseignements que sur la pluriactivité des chefs d'exploitations. Les transformations que l'on peut observer peuvent donc être contrebalancées par des mouvements concernant les autres membres de la famille.

La première période est celle qui va de l'indépendance au début des années 80. Elle se caractérise par une réduction de la pluriactivité de 49 % et 39,9 % accompagnée d'une stabilisation du nombre d'exploitations. Ce résultat doit être mis en rapport avec la place de l'agriculture dans le développement économique et social du pays, avec la modernisation de l'agriculture et la généralisation de la mécanisation et avec la politique des prix agricoles qui a été suivie tout au long de cette période.

Le schéma de développement économique et social fait peu de place à l'agriculture qui y est considérée comme un secteur d'appui aux autres secteurs de l'économie. Cela est valable aussi bien pendant les années 60 avec le modèle de substitution à l'importation que pendant les années 70 avec le développement de l'industrie de sous-traitance. L'agriculture devint, dans ces deux schémas, assurer la fourniture des besoins en consommation des populations, surtout de celles des villes, et soutenir les autres secteurs par un transfert de surplus et de main-d'oeuvre.

Parallèlement, en politique agricole, la modernisation du secteur a entraîné une plus grande spécialisation dont l'utilisation s'est pratiquement généralisée dans tout le pays entraînant une libération de la main-d'oeuvre et donc des possibilités de départ de l'agriculture mais surtout de nouveaux rapports de production avec inversion des mouvements fonciers; ainsi, ce sont les grands possesseurs des moyens de production (tracteurs) qui deviennent les preneurs des parcelles des petits agriculteurs, permettant à ces derniers d'aller vendre leurs forces de travail notamment sur les chantiers d'emploi.

Ces phénomènes qui ont été bien décrits pour le nord par E. MAkhlouf ont connu une accélération notable lors des deux chocs subis par l'agriculture, à savoir l'indépendance et l'arrêt de l'expérience des coopératives. Il s'en est suivi une réduction notable des rapports de production de "Kemmasset" et de "Dhara" (qui passent de 11 % en 1961/62 à 2,2 % en 1980) et un renforcement du faire-valoir direct grâce aux prestations de service.

Enfin, le deuxième aspect de la politique qui est important et a joué un rôle non négligeable dans l'évolution de la pluriactivité est la politique des prix; en effet, en relation avec la position de l'agriculture dans le schéma de développement, les prix agricoles à la production ont connu une certaine régression en terme réel. Cette situation qui défavorise le monde agricole a eu des répercussions assez importantes sur le développement de l'agriculture. Bien que ces incidences ne doivent pas être considérées de façon uniforme sur tous les types d'agriculture, la politique des prix a participé au blocage des structures agraires et au développement de la pluriactivité, surtout chez les petits, avec comme conséquence un développement inégal entre les villes et la campagne.

La période qui commence avec les années 80 caractérisée surtout par la réflexion sur la mise en place du VIème plan va être celle du changement, au moins au niveau du discours. L'agriculture prend alors une place centrale dans la politique de développement et la stratégie de développement devient diversifiée et plus incitative; de plus, le début de cette décennie correspond à une période de crise de toute l'économie en général et de l'emploi dans les secteurs autres que l'agriculture en particulier.

Cette nouvelle politique va se traduire par une augmentation de la part de l'agriculture dans les investissements publics et privés et par une politique des prix qui cherche à valoriser les produits agricoles et notamment les produits vivriers. Enfin, un ensemble de projets et d'institutions d'intervention dans le monde rural sera mis en place comme instrument de cette politique.

Il se dégage alors une double stratégie: une première pour le secteur des grandes exploitations étatiques et privées destinées à rendre plus attrayants les investissements dans le secteur agricole avec des mesures d'encouragement au crédit et des instruments d'encadrement tels que les banques de développement, l'Agence de Promotion des Investissements Agricoles et la loi d'août 1982 d'encouragement à l'investissement dans l'agriculture, etc. Une deuxième stratégie pour les petites et moyennes exploitations qui vise d'une part à retenir les petits agriculteurs à la terre ou au moins de reporter l'échéance de leur départ en améliorant leurs revenus par des programmes spéciaux d'assistance et d'autre part à favoriser l'émergence d'une agriculture familiale "dynamique" capable d'assimiler le progrès technique et de répondre aux besoins du marché, en particulier pour certains produits vivriers (céréales, viandes, lait, etc.).

Conjugée aux effets de la crise, il semble que cette stratégie nouvelle à deux composantes a permis, si l'on croit les statistiques, de retenir plus de monde à la campagne. Ainsi, le nombre d'exploitations a augmenté, passant de 355 000 en 1980 à 376 400 en 1985 et parallèlement on observe de nouveau un développement de la pluriactivité des chefs d'exploitation qui passe de 39,9 % à 43 % en 1985; ce qui marque un attachement plus fort à la terre, devenue source de sécurité en temps de crise mais aussi une valeur économique plus sûre et plus attrayante.

En conclusion de cette partie nous pouvons retenir les éléments suivants:

- La pluriactivité est un phénomène ancien qui a toujours existé et qui caractérise l'agriculture tunisienne.
- Les variations de l'importance de la pluriactivité des chefs d'exploitation sont en relation étroite avec la conjoncture économique.
- C'est une transformation de fond de l'emploi et des relations des familles avec l'exploitation qui s'opère depuis l'indépendance avec le départ des jeunes, le vieillissement des chefs d'exploitation et une participation féminine accrue dans le travail agricole.
- L'agriculture participe au revenu mais elle ne couvre pas les besoins croissants dûs à une plus grande intégration dans l'économie de marché et le recours à des produits achetés pour l'alimentation et pour la production.
- La pluriactivité intensifie les transferts entre le secteur agricole et les autres secteurs de l'économie, transferts de valeurs et de main-d'oeuvre.

- L'importance de la pluriactivité dans les familles agricoles est à mettre en relation avec le maintien des exploitations depuis l'indépendance du pays. Le résultat est que toute politique de développement agricole qui voudrait réussir, doit prendre en compte ce phénomène et la logique de fonctionnement spécifique qu'il induit chez les agriculteurs. Le contraire entraînerait des transformations et des résistances qui pourraient être graves pour le futur de l'agriculture tunisienne.

Deuxième Partie

Revenu et travail extérieurs dans la dynamique des exploitations agricoles - approche régionale

L'approche régionale porte sur une petite région du gouvernorat de Zaghouan, dans le Nord de la Tunisie; il s'agit des trois imadas de Bir M'cherga, Smindja et Gherifet.

Du point de vue bioclimatique, cette région fait partie du semi-aride, étage semi-aride supérieur, avec une pluviométrie autour de 350 mm. par an.

Elle présente une certaine diversité quant aux structures agraires et à l'occupation de l'espace. Celle-ci est modelée en partie par la colonisation qui a loti la plaine de Smindja pour les colons français, la plaine de Thibika pour les tunisiens sortant de l'école coloniale et a refoulé la population locale sur les versants des collines et sur les "habous" privés et religieux, avec par endroit des lotissements indigènes.

Par ailleurs, la zone qui se trouve non loin de Tunis (40 à 70 km) est traversée par une route de grand parcours (Tunis-Kairouan et Gafsa). De ce fait, l'agglomération du Fahs constitue un carrefour et un centre de rencontre; son marché hebdomadaire est un grand centre d'échange et de commerce. Zaghouan, siège du gouvernorat, regroupe un grand nombre d'administrations et de services. D'autres agglomérations ou villages de moindre importance sont inclus dans la zone tels que Smindja, Mograne avec l'Institut Supérieur d'Agriculture et surtout Bir M'cherga qui, grâce à un début d'industrialisation autour du barrage (cimenterie et conduites d'eau en ciment) constitue un pôle attractif assez fort pour la main-d'oeuvre locale.

1) Typologie des exploitations : fonctionnement et dynamique d'évolution

Dans le cadre d'une recherche collective (Ref.3) sur "les systèmes de production à dominante céréalière dans le semi-aride" nous nous sommes intéressés à l'identification des types de systèmes de production selon le fonctionnement du couple exploitation-famille et selon la dynamique d'évolution de l'exploitation. Cette recherche avait pour terrain les trois Imadas que nous venons de présenter plus haut.

Cette approche a permis de distinguer les exploitations selon leur logique de reproduction et la nature du processus d'évolution mis en oeuvre. Nous présentons dans ce qui suit les principaux résultats obtenus dans ce sens par cette recherche afin de nous en servir comme cadre de référence pour l'analyse du rôle du revenu extérieur dans la dynamique d'évolution des exploitations agricoles de la zone.

Les principaux résultats de la typologie sont la définition de trois grandes logiques par rapport à la destination de la production et du rôle que joue l'agriculture dans la reproduction de l'exploitation et de la famille. A l'intérieur de ces logiques nous avons distingué plusieurs types selon l'état d'évolution des capacités de production et les modalités d'évolution.

(a) logique de subsistance

On y regroupe des exploitations dont les produits sont en totalité ou quasi-totalité consacrés à l'alimentation familiale ; mais ceci n'implique pas, pour autant, une autarcie. Ainsi, pour pouvoir acheter les compléments alimentaires non produits sur la ferme et les intrants nécessaires à la production, les membres de ces exploitations ont recours au marché pour vendre les excédents de leurs produits. En outre, les revenus monétaires tirés de l'exploitation sont si maigres qu'ils sont obligés de rechercher des revenus extra-agricoles.

On y distingue par ailleurs trois types :

TYPE Ia: des exploitations de petite taille qui subsistent; elles ont connu peu de transformations dans le passé et ne font actuellement l'objet d'aucun investissement

TYPE Ib : de petites exploitations qui commencent à s'insérer dans les marchés de produits agricoles par accroissement du troupeau ovin. Ainsi, alors que dans le type précédant un éventuel surplus monétaire est en priorité consacré à des investissements non agricoles, il est ici affecté au développement de l'unité de production. Des contraintes au niveau foncier et à celui de la famille poussent au développement à travers l'élevage ovin.

TYPE Ib' : ce type a les mêmes caractéristiques que le type Ib avec comme seule différence une plus grande diversification des productions liée à des modalités d'évolution basées sur l'extension foncière et la diversification.

(b) Logique paysanne

L'exploitation joue ici un double rôle; produire pour la consommation et produire pour le marché afin de procurer un revenu monétaire. Plus intégrés, par suite de la commercialisation systématique d'une part des produits agricoles, leurs systèmes de production restent toutefois centrés sur des produits dont la destination principale est la satisfaction des besoins alimentaires de la famille. On y distingue les types suivants:

TYPE IIA : des exploitations céréalières engagées vers l'arrêt des activités agricoles. Ce sont des agriculteurs âgés, dont la charge familiale est réduite et la succession peu assurée par suite du départ des enfants vers des professions plus rémunératrices que l'agriculture. Ils cherchent de ce fait à réduire le travail et les charges de production. Dans d'autres cas c'est l'importance des revenus extérieurs qui explique la stagnation.

TYPE IIB : des unités sans ressources extérieures qui paraissent en difficulté. Provenant soit d'un héritage familial soit d'une attribution d'un lot OTD, ces exploitations, en l'absence de ressources extérieures se reproduisent telles quelles.

TYPE IIIa : des unités dont les capacités de production connaissent une augmentation à un rythme rapide sur la base d'une diversification des activités. La préparation d'une succession peut être un élément moteur dans ce type de dynamique. La localisation de l'exploitation quant à elle conditionne le type de spéculation. Le revenu extérieur peut être ici source du financement des transformations.

TYPE IIIb : des exploitations en transformation lente sur des spéculations traditionnelles pour la zone. Le cheptel et la possession d'un tracteur jouent un rôle important dans le cycle d'évolution et dans la dynamique.

TYPE IIIc : des exploitations de taille moyenne provenant du partage d'une grande propriété. Elles constituent de ce fait un type "réservoir" dans la mesure où, de création récente, elles peuvent évoluer de façon assez diverses.

(c) Logique commerciale

On regroupe ici des exploitations dont la production est essentiellement, voir exclusivement, destinée à la vente. Il ne s'agit pas seulement d'un accroissement des volumes produits mais bien d'un choix de production différent qui révèle d'autres relations entre famille et exploitation. Malgré des capacités de production élevées, elles ne sont pas toutes actuellement engagées dans un processus de transformation.

TYPE IVa : des exploitations constituées par le placement de capitaux extérieurs à l'agriculture, sans jamais susciter de vocation agricole dans les familles concernées. Elles sont toujours conduites par des absentéistes qui ont gardé ou adopté un mode de vie urbain. Elles sont appelées soit à rester dans un état statique soit à être cédées.

TYPE IVc : grosses exploitations traditionnelles, elles sont tenues par des familles locales et ne connaissent actuellement aucune transformation. Certaines sont passées par une récente période de développement et d'intensification qui n'a pas été concluante et elles sont actuellement dans une position d'attente.

TYPE IVb : des exploitations dont les capacités de production sont en transformation par diversification et intensification des productions. Elles avaient, dans un passé assez récent des systèmes de production proches de ceux du type IVc'. On assiste actuellement à la mise en place d'un nouveau système grâce à des investissements importants.

TYPE IVd : des exploitations constituées soit à partir d'héritages, soit par location et achat par des personnes pouvant être étrangères à la zone. Elles ont un système de culture très extensif et pratiquent des cultures spéculatives.

Le travail de l'équipe a déjà mis en évidence, lors de la typologie, le rôle important des revenus extérieurs dans la dynamique des exploitations. Notre propos, ici, est de systématiser l'analyse à l'intérieur des groupes de la typologie afin de saisir ce rôle avec plus de précision.

2) Approche du revenu et du travail extérieur dans la dynamique des exploitations agricoles

Nous allons au niveau régional et en ayant comme entrée privilégiée, à ce stade de la recherche, l'exploitation agricole, essayer d'apporter quelques éléments complémentaires de compréhension que nous n'avons pas pu saisir au niveau national. Il s'agit tout d'abord de vérifier certaines indications telles que l'importance de ce phénomène de façon générale et par la suite par type d'exploitations.

Ensuite, il nous semble important de saisir la relation qui existe entre la taille de l'exploitation et la nécessité d'un recours au revenu et à l'emploi extra-agricoles. Puis nous chercherons à caractériser la nature des relations qui existent entre le volume, la nature et la régularité du revenu extérieur et le type de dynamique que connaît l'exploitation; enfin nous nous intéresserons à l'influence du revenu extérieur sur les systèmes de production mis en place et à son incidence sur les relations entre l'administration de développement agricole et les exploitations concernées. Pour ce faire nous nous placerons dans les types précédemment définis.

(a) Le groupe des exploitants en subsistance

Nous avons vu que ce groupe se distingue par la permanence du revenu extérieur qui semble être une nécessité pour la reproduction de la famille et de l'exploitation.

La taille de l'exploitation, toujours inférieure à 20ha., semble être l'élément déterminant dans cette nécessité de recourir à un travail extérieur ou d'avoir un revenu extra-agricole. En effet, le suivi de la trésorerie de certaines exploitations de ce type¹ a permis de démontrer que les produits monétaires de l'exploitation sont généralement trop faibles pour pouvoir couvrir les besoins de la famille et que c'est grâce au revenu extérieur qu'ils sont en partie couverts. Nous avons dans plusieurs cas une correspondance assez frappante entre les dépenses familiales monétaires et le revenu extérieur; l'exploitation ne permet de dégager que des produits pour l'autoconsommation ou pour l'achat d'intrants (voir tableau ci-après).

Ceci explique donc la permanence du revenu extérieur avec des pourcentages proches de 100 % même s'il revêt des formes et natures différentes. L'étendue des relations familiales va jouer un rôle très important et les solidarités qu'elle permet de développer assurent aux plus vieux des exploitants qui ne peuvent plus travailler par eux-mêmes et qui n'ont pas le privilège de disposer d'une retraite d'avoir un revenu presque régulier. Les

1 Ce travail a été effectué dans le cadre du volet "Economie" du projet de recherche sur les systèmes de production (Ref.3) en collaboration avec M. GARA et L.G. SOLER (cf. Ref. 14).

plus jeunes pourront vendre leur force de travail avec, en transition, une période ou plusieurs membres de la famille vont avoir recours au travail extérieur en même temps.

Cela va donc définir plusieurs types de revenu extérieur qui sont soit ceux directement procurés par le chef d'exploitation ou par un de ces fils encore sous sa tutelle, soit ceux sous forme d'aide plus ou moins régulière de fils qui sont devenus indépendants et qui ont la charge d'un ménage propre.

C'est cette régularité du revenu extérieur et du travail aussi qui va être à l'origine de l'affectation et de la dynamique qu'il va permettre.

Aussi, la distinction faite entre les types de la logique de subsistance dépend de la nature du travail extérieur et de l'importance et de la régularité du revenu qu'il procure.

A des emplois fixes et bien rémunérés correspondent généralement des exploitations en évolution qui dégagent une certaine capacité d'accumulation dans ou en dehors de l'agriculture, alors que à des emplois occasionnels et mal rémunérés correspondent des exploitations en reproduction simple. Dans le premier cas, on rencontre des ouvriers permanents des grandes exploitations, mais aussi des chefs de chantier dans les carrières de sable et de pierre dans la région ou encore des retraités de la SNCF, etc.; c'est surtout quand plusieurs membres de la famille travaillent à l'extérieur qu'il y a les plus fortes évolutions. A l'opposé on retrouve des ouvriers occasionnels, agricoles ou non, et surtout des exploitants recevant une aide irrégulière de la part de leurs enfants. Chez ceux-ci il n'y a aucune possibilité de dynamiser l'exploitation et d'engager un processus d'accumulation.

Du point de vue de l'histoire des exploitations, plusieurs d'entre elles ont pu être constituées grâce au revenu extérieur à un moment de l'évolution de la famille où les besoins de celle-ci sont assez faibles; par la suite, elles participent à la reproduction de la force de travail, toujours à côté d'un travail extérieur. Ultérieurement elles constituent un revenu et une retraite à la fin du cycle familial. On a alors la succession suivante :

- 1ère phase : ouvrier permanent sur une grande exploitation, pouvant remonter à l'époque coloniale.

- 2ème phase : achat de petites parcelles avec toujours un travail comme ouvrier agricole.

3ème phase : exploitant agricole uniquement.

Ceci explique la permanence de la pluriactivité et celle des structures agricoles. Par la suite ce type d'exploitation est rarement appelé à disparaître car la succession est toujours assurée par l'un des enfants qui la reprend, toujours en pluriactif, ce qui aboutit souvent à des situations d'indivision de l'exploitation.

Quand le travail extérieur du chef de l'exploitation ou l'aide des fils est régulière, nous observons la possibilité d'engager une dynamique d'évolution de l'exploitation et la recherche d'un équilibre entre la production agricole et le revenu extérieur. Cette dynamique peut avoir comme base l'extension foncière avec achat de foncier et location, mais elle peut aussi être mise en oeuvre par le développement de certaines cultures spéculatives telles que le foin de vesce-avoine ou même l'aviculture. On peut là aussi distinguer des étapes et des processus différents suivant les exploitations. C'est généralement par la prise de terres en location et en association que débute ce processus avec, en parallèle, le développement de l'élevage ovin ; la mobilisation de cette épargne, par la vente d'une grande partie du troupeau, permet alors l'achat de la terre et l'accession au statut de propriétaire foncier qui semble être un objectif assez recherché. L'exploitation atteint par la suite, et assez vite dans la plupart des cas, un équilibre étant donné que les besoins familiaux se développent aussi, réduisant d'autant les capacités de l'exploitant à l'épargne. Ceci empêche le processus d'accumulation de continuer et annule toute possibilité de constitution de patrimoine foncier de grande taille (des exceptions existent toutefois).

Ceci aboutit alors à la constitution d'exploitations de petite dimension qui ne peuvent permettre l'abandon de l'activité extra-agricole. Elles constituent toutefois un complément des revenus extérieurs et une sécurité pour les moments difficiles et surtout pour la vieillesse.

Cette complémentarité entre le revenu extérieur et le produit de l'agriculture dans une logique de subsistance va permettre alors le maintien d'un volant de main-d'oeuvre assez important à la disposition des gros agriculteurs dont les systèmes de production extensifs exigent des besoins en main-d'oeuvre occasionnelle assez variables dans l'année. D'ailleurs, on observe le développement d'un ensemble de relations de clientélisme entre ces deux catégories d'exploitations et des relations de dépendance que les petits exploitants essaient de lever par la diversification des ressources de revenus agricoles et par le développement de leur agriculture (élevage et foncier). Le poids de l'aléas climatique, le développement des besoins de la famille, l'absence d'une stratégie de développement agricole qui soutient ce type d'agriculteurs empêchent la réussite de telles stratégies.

Ceux qui ont des emplois en dehors du secteur agricole n'envisagent que rarement l'abandon de leur exploitation. On observe même souvent un retour et un renforcement de l'activité agricole soit à la retraite soit lors de la mise en place d'un projet intensif; seulement, l'agriculture prend pour eux une place plus marginale et tend, dans certains cas, à devenir une activité de loisirs selon l'importance du revenu extra-agricole.

Dans tous les cas, l'emploi à l'extérieur va avoir une incidence sur les systèmes de production mis en place par ces agriculteurs.

Il y a tout d'abord une simplification du système de culture par suite du manque de disponibilité de la main-d'oeuvre. On a alors un système basé sur les céréales et la jachère, les premières servant principalement à l'alimentation humaine, la seconde comme support à l'activité de l'élevage. L'élevage lui-même est plus orienté vers l'élevage bovin, activité féminine dont la conduite ne nécessite pas de déplacements loin de l'habitat, au contraire de l'élevage ovin.

Par ailleurs, la maîtrise du processus de production devient plus difficile du fait de l'absence du chef de l'exploitation et du recours à l'entreprise pour la réalisation des travaux. Ceux-ci deviennent d'ailleurs dans la majorité des cas mécanisés, ce qui va rendre l'exploitation encore plus dépendante de l'accès aux circuits monétaires. Citons enfin, dans le cas des ouvriers agricoles, l'influence du modèle technique qu'ils observent chez les gros agriculteurs et dont ils propagent l'application dans des conditions de structures qui ne lui sont pas adaptées.

La nature des emplois que l'on rencontre dépend des opportunités offertes par l'environnement. Ainsi, en plus des emplois agricoles chez les gros agriculteurs (conducteurs de tracteur ou de machine agricole, manoeuvre, vachers, etc.) qui sont la plupart du temps des emplois occasionnels, on rencontre des travaux dans les carrières de matériaux de construction, dans les agglomérations telles que Le Fahs et surtout, depuis peu, dans le pôle industriel de Bir M'cherga qui s'est développé autour de la cimenterie; enfin, la proximité de Tunis offre de nombreuses possibilités de travail surtout dans le bâtiment.

Cette dynamique nouvelle, induite par la décentralisation de l'industrie risque d'être fort intéressante, car elle est à l'origine d'emplois de types nouveaux, comme les services et le commerce. Le développement de Bir M'cherga risque d'avoir des conséquences assez importantes sur l'agriculture de la région. Déjà certains agriculteurs se plaignent du drainage de main-d'oeuvre que cela occasionne.

En définitive nous sommes en présence d'une agriculture dont le fonctionnement, le développement et la reproduction se font grâce aux activités extérieures des membres de la famille. Sa fonction première est de constituer une base arrière et de refuge pour des salariés agricoles le plus souvent occasionnels. Elle est incapable, sans ce complément, de couvrir et de subvenir aux besoins des familles. Mais elle est nécessaire pour tamponner la faiblesse et l'irrégularité des revenus extra-agricoles.

Sur la zone du projet presque tous les exploitants de ce groupe disposent d'un complément de revenus qui est procuré soit par l'environnement immédiat des exploitations soit grâce à des déplacements plus ou moins importants jusqu'à Tunis et même plus loin.

Cette situation semble de plus être liée à l'absence d'une politique cohérente de développement pour cette frange d'exploitations qui est poussée à s'intégrer de plus en plus dans l'économie de marché et qui ne peut plus ainsi garder son autonomie. C'est d'ailleurs, pour notre zone, dans cette frange que se recrute le contingent le plus faible d'exploitants touchés par les projets de développement et par les actions d'encadrement et d'organisation de l'agriculture (voir les chiffres pour le projet Apmane ci-après).

Nous avons en effet des exploitations agricoles de subsistance dont le rôle principal est d'assurer une production de sécurité. Cependant le recours au crédit entraîne la nécessité de commercialiser une partie de la récolte donc de ne plus donner la priorité à l'autoconsommation et de ne plus pouvoir assurer cette sécurité.

Repartition De La Population Touchee Selon La Faille et Le Nombre D'annees D'adheslon - Bir M'cherga

Strates	8	10	20	Total cumulé
Durée	+	+	+	
	10	20	50	
1 année	21	41	96	158
2 ans	4	18	47	69
3 ans	-	11	25	36
4 ans	-	3	11	14
5 ans	-	-	10	10
6 ans	-	1	1	2
7 ans	-	-	1	1
Total	25	74	191	290
% de la Strate	5 %	31,5	65,6	27,9

Source: Ref. 15.

Par ailleurs, la taille de l'exploitation est un obstacle notable, de même que le statut foncier (indivisions fréquentes), pour bénéficier de ces projets de développement. Enfin, la logique même de ces projets et les actions qu'ils proposent ne sont pas adaptées aux conditions de production et de travail des exploitations de petite taille en pluriactif. De toute manière nous n'avons jamais observé de dynamique d'évolution résultant de ces projets ou de l'action de l'administration de façon générale. Par contre les quelques

exploitations en évolution que nous rencontrons le sont grâce à des ressources extra-agricoles et régulières importantes.

(b) Le groupe des exploitants en logique paysanne

Déjà les recherches dans le cadre du projet ont mis en évidence, lors de l'élaboration de la typologie, qu'il existe des seuils de surface qui déterminent la possibilité de mise en oeuvre de certaines dynamiques.

Ainsi, si pour des surfaces supérieures à 20ha le revenu extérieur n'est plus nécessaire pour la reproduction simple de l'exploitation, il ne peut y avoir de reproduction élargie pour des exploitations inférieures à 35ha sans le concours de revenus extérieurs; ce n'est qu'à partir de 35ha que l'on peut avoir une augmentation des capacités de production grâce à la seule activité agricole.

Cela montre clairement la relation qui existe entre la taille de l'exploitation et le rôle du revenu extérieur dans la reproduction de l'exploitation. Ainsi, dans la tranche de superficie que couvre cette logique (de 20 à 100ha) nous n'avons qu'un type qui se caractérise par l'absence ou plutôt la faiblesse du revenu extérieur (type IIb). Tous les autres ont des revenus extérieurs importants soit par leur volume soit par leur rôle dans la dynamique d'évolution.

On rencontre alors différentes formes de travail et de revenus extérieurs en relation avec ces dynamiques.

Par rapport aux exploitations en logique des subsistance nous avons ici l'apparition de nouveaux types d'emplois, plus réguliers et mieux rémunérés, tels que des emplois permanents dans les sociétés nationales, ou de conducteurs d'engins de travaux publics, etc. Si certains sont encore locaux, d'autres sont dans les centres urbains. Certaines familles ont des revenus extérieurs provenant de membres en émigration vers l'Europe ou vers les pays arabes.

Mais le plus remarquable est sans doute l'utilisation de matériels (tracteurs, camionnettes) pour des prestations de service auprès d'autres agriculteurs. Ces prestations permettent d'une part de rentabiliser un matériel nécessaire à l'exploitation mais généralement surdimensionné par rapport aux besoins et aux systèmes de production mis en place. La commercialisation directe des produits agricoles de l'exploitation peut aussi être facilitée par la possession d'une camionnette ce qui permet ainsi un gain de valeur ajoutée. Cette commercialisation peut se faire aussi par l'intermédiaire de l'ouverture d'un commerce dans les villages, ce qui élargit encore le champ d'activité des exploitants et permet une meilleure utilisation de la main-d'oeuvre familiale.

Nous distinguons globalement deux types de situation sur la base des revenus extérieurs et de la dynamique d'évolution mise en oeuvre.

En premier lieu, des exploitations sans évolution notable et dont les revenus extérieurs sont, soit faibles par rapport à la production agricole et ne permettant donc pas de développer les capacités de production, soit très importants par rapport au revenu que procure l'agriculture et auquel cas cette dernière ne joue plus qu'un rôle secondaire dans la reproduction de la famille.

Dans le premier cas, nous avons généralement des familles dont les revenus extérieurs proviennent de l'aide des enfants. Cette aide qui est irrégulière et faible, n'est utilisée que pour pallier aux variations de la production et ne peut être le point de départ de la mise en place d'un processus d'accumulation; la reprise de l'exploitant par un des fils est toujours envisageable mais en double activité avec leur emploi actuel.

La deuxième situation correspond à des exploitations où c'est le chef d'exploitation qui possède un emploi. Cet emploi est régulier et bien rémunéré fait que l'agriculture n'est perçue que comme source de produits alimentaires et comme placement. Il y a rarement un projet de développement de l'agriculture par les fils qui ont généralement des emplois en ville et qui sont éloignés du mode de vie rural.

En deuxième lieu, nous distinguons des exploitants dont le revenu extérieur permet d'engager un processus d'évolution et de transformation de l'appareil de production. Ces évolutions sont là aussi de deux natures et correspondent à deux types de revenu extérieur.

Dans le cas de revenus extérieurs assez importants et provenant d'une activité complètement en dehors de l'exploitation, voire d'un autre secteur que l'agriculture, et concernant soit directement le chef d'exploitation soit l'un de ces fils, les transformations se font à un rythme assez rapide et vers des spéculations nouvelles et intensives. On cherche à mettre en place un appareil de production moderne que l'on pense plus rentable. Le recours au crédit peut aussi être important pour soutenir cette dynamique dont l'origine reste toujours des revenus extérieurs.

Dans d'autres cas, les revenus extérieurs proviennent d'une activité liée à l'agriculture telles que les prestations de service. Il s'agit alors d'une étape intermédiaire dans l'évolution de l'exploitation où l'on peut distinguer généralement les phases suivantes:

- existence d'une base foncière
- développement du cheptel ovin et bovin
- bonne campagne agricole accompagnée de la vente d'une partie du cheptel ovin et bovin
- acquisition du tracteur ou d'une camionnette
- reprise du processus de développement du cheptel et du foncier.

Ici aussi, l'évolution des besoins de la famille peut être un frein à cette dynamique qui est généralement limitée par l'assise financière que dégage le système exploitation-famille et par les limites du marché foncier qui ne permet pas d'étendre cette politique à l'infini. Par ailleurs, le modèle lui-même n'est plus porteur du fait de la concurrence entre agriculteurs ayant même la dynamique et entre ces agriculteurs et la société nationale de motorisation pour les prestations de service.

Certains agriculteurs, pour dépasser ce blocage, transforment profondément leur système de production en intensifiant et en diversifiant leurs productions; cela correspond alors à la modalité que l'on a décrit précédemment. Elle peut s'accompagner d'une réduction des superficies en exploitation, d'un recours au crédit et d'une utilisation intensive de la main-d'oeuvre familiale.

Il y a donc d'une part, une relation directe entre la dynamique d'évolution et l'importance du revenu extérieur et par conséquent entre ce dernier et le système de production mis en place. On remarque que la mise en place de spéculations diversifiées et intensives est associée à l'existence d'un revenu extérieur important et régulier, cela pouvant correspondre à une vision moderniste et productiviste de l'agriculture; par contre les systèmes purement agricoles pratiquent des cultures traditionnelles pour la région.

L'existence de revenu et de travail extérieurs dans les familles agricoles en logique paysanne n'aboutit pas nécessairement à la multiplication des systèmes de production, bien au contraire, mais cela va s'accompagner de l'apparition de la main-d'oeuvre salariale de façon plus systématique et surtout d'une participation accrue de la main-d'oeuvre familiale (allant jusqu'à l'arrêt de la scolarisation des enfants). Dans d'autres cas cela correspond aussi à la présence sur l'exploitation de plusieurs familles avec une division particulière du travail, certains membres ne s'occupant que de l'exploitation alors que d'autres sont employés à temps plein à l'extérieur.

De même pour les relations avec les organismes de développement, l'existence de revenu extérieur va les rendre plus laches et le recours aux projets, pour mettre en oeuvre une dynamique d'évolution, va être plus rare. Nous avons pu remarquer que c'est donc principalement grâce au revenu extérieur que les transformations du système sont mis en place. Le recours à l'emprunt et aux projets vient simplement renforcer ces dynamiques et leur permettre de pallier aux aléas climatiques; là où le revenu extérieur est plus faible, le recours aux projets est plus important et plus régulier.

En conclusion nous pouvons retenir les éléments suivants:

le revenu extérieur prend une signification nouvelle puisqu'il est l'élément moteur dans la mise en oeuvre de stratégies d'accumulation et de transformation des systèmes de production.

- cela concerne des exploitations plus intégrées à l'économie de marché et donc plus dépendantes de leur environnement pour leur reproduction: besoin en main-d'œuvre permanente ou occasionnelle, écoulement des produits nouveaux et plus fragiles (fruits et lait), processus d'extension foncière et enfin besoin d'opportunité de travail extérieur.

- pour ce dernier élément on note une forte concurrence en ce qui concerne les prestations de services et un net développement des emplois dans le commerce, les services et les industries locales, ce qui peut être un élément nouveau dans ce type de dynamique.

(c) Le groupe des exploitants en logique commerciale

Notre travail d'approfondissement n'a porté jusqu'à présent que sur les deux premières logiques puisque nous nous sommes intéressés uniquement à l'agriculture familiale ; nous sommes conscients toutefois qu'il nous faut élargir notre champ d'investigation afin de pouvoir saisir pleinement les relations qui existent à l'échelle de la région entre les différentes exploitations et de pouvoir alors porter un jugement sur la reproduction de cette agriculture dans son ensemble.

Notons toutefois que pour la région, l'existence de revenu extérieur pour les grandes exploitations est aussi répandue que pour les autres types d'exploitations; toutefois la nature et le rôle de ce revenu sont différents.

Ainsi, nous rencontrons des exploitations dont l'existence même est due au revenu extérieur. Elles constituent un placement de capitaux provenant d'autres activités des membres de la famille. Dans d'autre cas, c'est le type d'évolution, assez rapide et soutenue, avec de forts investissements qui est rendu possible par l'existence d'un fort revenu extérieur qui, même s'il ne participe pas directement au financement de l'agriculture, soustrait la couverture des besoins familiaux à la charge de celle-ci.

Dans tous les cas, ces exploitations sont le siège d'offres d'emplois pour les petits agriculteurs environnants; il y a de ce fait un ensemble de relations qui s'établit entre ces deux catégories, relations de dépendance et de clientélisme, car la reproduction de chacune des deux est dépendante de l'autre. Nous l'avons déjà remarqué pour les petits propriétaires dont le revenu tiré de l'emploi agricole procure, dans de nombreux cas, un complément de revenu nécessaire à la reproduction de leur famille. Pour les gros exploitants, le système de production qu'ils mettent en place et la faible participation de leur famille au processus de production font qu'ils ont besoin d'une main-d'oeuvre, tant permanente qu'occasionnelle, à laquelle ils n'assurent qu'une partie de la couverture de ses besoins.

3) Conclusion

Au niveau de la région, nous avons donc en premier lieu une confirmation de l'importance de la pluriactivité dans les familles agricoles ainsi que des revenus extérieurs, importance par le nombre d'exploitations concernées par ce phénomène, importance dans la dynamique et la reproduction de l'agriculture locale.

En effet, toutes les exploitations sont concernées et à des forts degrés et leur reproduction ou évolution semblent être conditionnée par le travail extérieur de l'un au moins des membres de la famille ou par la présence d'un revenu extérieur quelconque.

Il y a de ce fait une recherche générale de diversification des sources de revenu, recherche qui a pour objectif de ne pas faire dépendre la reproduction de la famille du seul produit de l'agriculture, soit du fait de la faiblesse de ce revenu et de son incapacité à assurer la reproduction simple de la famille, soit du fait de l'impossibilité d'assurer une accumulation satisfaisante grâce au seul revenu agricole. A cela s'ajoute le poids des aléas qui pèsent sur l'agriculture de la zone. En premier lieu se trouve l'aléa climatique. A cause de cet aléa cette stratégie de diversification des revenus prend une signification spécifique pour ce type de zone où la production agricole connaît des variations très importantes avec tantôt de bonnes années tantôt de très mauvaises d'où le rôle de régulation que peut jouer un revenu extérieur plus ou moins régulier.

Mais ce rôle va être différent selon la situation du système de production et l'état des capacités de production. Ainsi, pour les petites structures, l'emploi extérieur joue le rôle de survie et de maintien de l'exploitation, l'agriculture à elle seule ne pouvant assurer cette fonction. Pour les structures moyennes, engageant un processus d'accumulation, c'est le revenu extérieur dans la majorité des cas qui va permettre un tel développement ; c'est d'ailleurs dans cette perspective que l'on assiste souvent à la diversification des activités des sources de revenu comme étape préalable à l'intensification et à la diversification des productions. Enfin, pour les gros exploitants, cela constitue une recherche de rentabilité et de profit avec le départ des capitaux de l'agriculture vers des activités plus rémunératrices telles que le bâtiment et l'immobilier ou la recherche d'une sécurité et d'un placement par l'acquisition de foncier.

Il en découle que l'agriculture locale, dans sa diversité, fonctionne de façon assez autonome par rapport au pouvoir central et qu'elle développe des dynamiques qui sont en dehors de l'emprise des politiques de développement agricole. En effet, par la diversification de leurs revenus, les exploitants sont capables de mettre en oeuvre des dynamiques qui échappent aux orientations de l'administration et à ses différentes incitations. Ces dynamiques qui aboutissent soit au maintien simple soit à l'accumulation dans l'agriculture, ne font que rarement, ou alors en appoint, appel aux aides de l'Etat et à son appui. L'agriculture locale fonctionne et se reproduit dans une assez grande autonomie par rapport aux choix qui sont faits par les services de développement agricole comme peut en témoigner le maintien des structures agraires du fait que la succession est toujours assurée sur l'exploitation.

Par ailleurs, les exploitations ont développé entre elles de fortes relations d'interdépendance, surtout en ce qui concerne l'emploi, mais aussi les échanges de matériels par la pratique des prestations de services qui, en libérant la main-d'oeuvre des activités de l'exploitation la rend plus disponible pour un éventuel emploi dans les grosses unités ou dans le secteur extra-agricole.

On voit bien ici, que ce sont d'une part les structures agraires qui déterminent et favorisent le développement de la pluriactivité, mais aussi l'environnement économique et social.

La proximité de Tunis a fait de la région un centre d'émigration assez important, les agglomérations rurales jouant le rôle de transit. Mais c'est surtout le développement de l'industrie locale autour du barrage de Bir M'cherga qui semble pouvoir jouer un rôle encore plus déterminant dans l'évolution de ce phénomène. Enfin, c'est toute la politique de développement agricole mais aussi de développement économique et social qui peut aussi jouer un rôle dans cette évolution.

Conclusion

Analysées ailleurs (Ref.16) comme une réponse à la modernisation de l'agriculture et comme une alternative au départ et à la prolétarianisation ou comme une étape transitoire avant celle-ci, la pluriactivité des familles agricoles et l'importance des revenus extérieurs dans la formation sociale tunisienne doivent être analysées dans une autre perspective.

Nous avons essayé de montrer, ici, les arguments qui poussent vers ce changement de perspective et dont les principaux sont la permanence de ce phénomène depuis une période assez lointaine et surtout sa généralisation à toutes les couches d'agriculteurs. Au niveau national il s'agit alors d'aborder le problème du point de vue de sa relation avec la conjoncture économique et politique en termes de variations; par contre c'est au niveau régional que l'on peut mieux saisir son importance dans le fonctionnement et la reproduction des exploitations agricoles en le considérant comme un phénomène structurel et constitutif de cette agriculture.

Ainsi, nous avons pu montrer comment les différentes politiques agricoles, si elles ont permis de modifier le sens des variations, n'ont eu que peu d'effets sur l'importance globale de ce phénomène. De plus ces variations peuvent cacher des transformations profondes dans la structure de l'emploi agricole et donc de ses relations avec les autres secteurs de l'économie à travers les échanges de main-d'oeuvre et les transferts de valeurs.

La prise en compte de la pluriactivité et du revenu extérieur comme éléments constitutifs de l'agriculture régionale a permis alors de mieux saisir la dynamique des exploitations et la rupture qui existe entre leur fonctionnement et les actions de développement, rupture due à la non prise en compte de ces éléments dans l'approche des politiques agraires.

Il convient en effet d'insister sur le fait que, par les multiples fonctions que joue la pluriactivité dans le secteur agricole mais aussi entre ce secteur et les autres secteurs, elle ne peut être occultée ni réduite à une stratégie alternative ou à une forme de résistance des agriculteurs à une politique de développement qui leur est défavorable. La pluriactivité dans l'agriculture n'est pas non plus un frein au développement; elle permet au contraire d'initier et de soutenir des dynamiques d'accumulation et de développement. Elle doit, tout simplement, être prise en compte dans les programmes de développement afin que ceux-ci aient des chances de réussir.

References Bibliographiques

1. Institut National de Statistiques (1984). "Recensement général de la population et de l'habitat" 30 mars 1984, volume N 5 - caractéristiques économiques - 199 pages.
2. EL AMAMI, S. (1982) "Evaluation de l'expérience de mise en valeur des terres agricoles en Tunisie" - C.R.G.R. - 1982 - 64 pages (en arabe).
3. Collectif (1986). "Les systèmes de production dans le semi-aride: première approche de la dynamique des exploitations dans la région de Zaghouan" - Annales de l'INRAT - vol.59, 1986 - 230 pages.
4. VALENSI, L. (1977). "Fellahs tunisiens: l'économie rurale et la vie des campagnes aux XVIIIe et XIXe siècles" - Ed. Mouton - 1977 - 421 pages.
5. Collectif (1957). "Niveaux de vie lié à l'agriculture" - in Compte rendu du Colloque International sur les niveaux de vie en Tunisie - Tunis 10-17 Octobre 1955. Ed. PUF - 1957 - 140 pages.
6. Institut National de Statistiques (1982). "Enquête population - emploi 1980" - Volume National INS - Décembre 1982 - 302 pages
7. Ministère de l'Agriculture (1985). "Enquête agricole de base 1985" - DPSAE - Décembre 1985 - 123 pages.
8. Secrétariat d'Etat au Plan et à l'Economie Nationale. "Structure des exploitations agricoles en Tunisie: Enquête de 1961/62" 90 pages.
10. ZGHAL, A. (1968). "Changement de système politique et réformes des structures agraires en Tunisie: in RTSS du CERES - N 12 - Janvier 1968 - Pages 9 à 32.
9. Ministère de l'Agriculture (1980). "Enquête agricole de base 1980" - DPSAE - Décembre 1980 - 79 pages.
11. PONCET J. (1962). La colonisation et l'agriculture européenne en Tunisie depuis 1881" Thèse d'Etat, Coll. "Le Monde d'Outre-Mer - Passé et présent - Recherches Méditerranéennes, Mouton 1962, 700 pages.
12. ZAMITI, K. (1977). "Exploitation du travail paysan en situation de dépendance (Tunisie)" - In les Temps Modernes du Maghreb, Les Temps Modernes, octobre 1977, p. 312 à 333.
13. MAKHLOUF, E. (1968). "Structures agraires et modernisation de l'agriculture dans les plaines du Kef - Les unités coopératives de production" - in Cahiers du CERES, Série géographique N 1, 1968, 248 p. + années.
14. ELLOUMI, M., GARA, M., MERCIER, G., SOLER, L.G. (1986). "Analyse du fonctionnement des exploitations agricoles en situation aléatoire: gestion des ressources et des stocks" - in Comptes rendus du Séminaires de Djebel Ouest 7-8-9 Octobre 1986 (à paraître).

15. HAMMAMI, M., HARZLI, T. (1986). "Essai d'évaluation d'un projet de développement dans une région céréalière du Nord Tunisien" - Mémoire de fin d'études INPSA. Dijon - 1986.
16. Association des Ruralistes Français (1984). "La pluriactivité dans les familles agricoles" ARF Edition - Mars 1984 - 343 pages. - "Iles agricoles" - ARF Edition - Mars 1984 - 343 pages. "Icoles" - ARF Edition - Mars 1984 - 343 pages.

Summary

In Tunisia agriculture is no longer (if it has ever been) the sole source of reproduction of farms and rural households. Existing census data fails to indicate occupational multiplicity and diverse various of rural household income. The study traces the evolution of occupational multiplicity in rural Tunisia and its link with the overall political and economic environment. It argues that agricultural policy has not taken the importance of this phenomena and its variations into considerations.

The magnitude of occupational multiplicity varies in accordance with various types of households and within different strata of the rural population. Small-scale farmers owing less than 5 hectar represent the biggest proportion of those engaged in occupational multiplicity undertaken by those who are occupation multiplicity "less endowed with land" shows that the search for off-farm employment is undertaken out of necessity for more income to ensure the reproduction of the labour force than as a genuine diversification of activities in the rural areas. Besides, in most cases, the activities are related to agricultural work on other farms. For the stratum of the society engaged in work on farms larger than 100 ha, however off-farm employment is related to absenteeism which, here too, is a form of disengagement from agriculture.

Contrary to the assumption of its being a transitory trend, occupational multiplicity is an old phenomenon which has always existed and it is a structural and constituent element of Tunisian agriculture. Since the independence, significant changes in composition economic organisation, demographic and social processes within rural households are taking place i.e migration of young people, the ageing of heads of households and an increasing female participation in agricultural work. Agriculture contributes to household income but it is not sufficient for the growing needs of households resulting from more integration in the market economy. Non farm income has a new meaning because it is the fundamental element in the accumulation and transformation strategies of agricultural production. In the meantime, off-farm employment intensifies the transfer of value and labour between the agricultural sector and the other sectors of the economy.

Incidences socio-économiques de L'Electrification rurale En Algérie*

Abdelkader Djeflat**

Introduction

L'énergie est, sous tous les cieus, essentielle au travail de l'homme. Dans les zones rurales des pays en développement, l'énergie humaine et animale demeure la source d'énergie prédominante mais le processus de développement rural suppose plus ou moins que ce type d'énergie soit progressivement abandonné au profit de sources d'énergie commerciales plus efficaces, en particulier l'électricité.

La grande majorité des pays en développement consacrent une part importante de leurs investissements publics à l'extension de leur secteur énergétique en s'appuyant fortement sur les importations de machines et de matériel¹. La plupart de ces investissements portent sur une expansion de la capacité de production et sur le transport de force. Toutefois depuis quelques années, des ressources de plus en plus substantielles sont allouées à l'extension du réseau électrique. Aussi, l'électrification rurale, c'est-à-dire l'extension du réseau aux zones rurales, est-elle devenue une entreprise importante dans nombre de pays en développement.

L'électrification rurale peut viser à la fois des objectifs politiques et socio-économiques; la ligne de démarcation entre ces deux catégories d'objectifs n'est pas toujours claire. Dans tous les cas, il est clair que l'électrification rurale et partant la consommation d'électricité en milieu rural, sont souvent tributaires de subventions de l'Etat. L'allocation de ces fonds publics se fonde essentiellement sur l'hypothèse que l'électrification génère de nombreux gains qui excèdent nécessairement les coûts, sinon dans l'immédiat, du moins certainement au fil des ans. Des hypothèses sur les avantages à tirer de l'électrification rurale sont cependant souvent émises,

* Cet article a déjà été publié en anglais par le B.I.T. dans sa série des Working Papers WEP2-22WP.157, Novembre 1985.

** Université d'Oran, Algérie.

1 En 1978 les pays en développement importaient 47% de la production mondiale de turbines à gaz et 65% de celle des chaudières à vapeur; 56% des fils de fer et câbles isolés et 37% des appareillages de commutation produits dans le monde. Au total, les importations de matériel électrique se sont élevées à environ 12 milliards de dollars. Cf UNIDO "Investment requirements of developing power industries for the industrialisation of developing countries", UNIDO/IS-359, décembre 1982.

sans que l'on mesure clairement l'ampleur de la demande en énergie en milieu rural ou que l'on ait une idée précise des facteurs qui influencent l'usage de l'électricité. L'on a généralement peu d'informations sur le degré de substitution de l'électricité aux autres sources d'énergie, commerciales ou non. L'on n'envisage pas, préalablement à la décision d'étendre le réseau, les possibilités que l'usage de l'électricité à des fins de production est censée offrir. En fait il semble que l'examen des projets consiste à évaluer les coûts des projets et les détails techniques tels que le type de poteaux à utiliser, le nombre de transformateurs, les mesures visant à minimiser les pertes énergétiques ou les procédés d'entretien.

La présente étude porte sur les incidences socio-économiques de l'électrification rurale en Algérie. Elle ne présente pas une analyse coût-utilité objective des investissements passés, faute de données qui nous auraient permis d'effectuer un tel exercice; par ailleurs, il nous faudrait faire des efforts considérables pour résoudre certaines questions méthodologiques. Ce document est un rapport sur une enquête que nous avons effectuée sur des ménages et des établissements dans un échantillon de villages, en vue de déterminer les circonstances dans lesquelles l'électricité est utilisée ou non, les niveaux de consommation et les dépenses en électricité et en autres sources d'énergie ainsi que les avantages de l'électrification du point de vue des consommateurs.

Peu de gens seraient surpris d'apprendre que pour les ménages le branchement au réseau électrique constitue une preuve tangible de modernisation et qu'ils attribuent les améliorations progressives de la qualité de la vie rurale à des facteurs clés tels que la possibilité de regarder la télévision. Nous avons toutefois voulu savoir exactement dans quelle mesure l'usage de l'électricité profitait au monde rural.

Il nous fallait atteindre nos objectifs avec des ressources limitées et le fait que notre étude est la première du genre en Algérie n'a pas simplifié les choses. Un rapport récent de la SONELGAZ - monopole d'Etat pour la production, le transport et la distribution d'électricité - sur l'électrification rurale, contient quelques données utiles mais il est vaste et prospectif ; c'est essentiellement un programme de travail plurannuel¹.

L'électrification rurale est une question importante en Algérie, comme il en est fait explicitement mention dans la Constitution algérienne de 1976. Il convient de faire observer que ce document sur les lignes de conduite générales à suivre se contente d'indiquer que tous les ménages du pays seront alimentés en électricité avant la fin des années 1980, sans faire en aucun cas référence à la possibilité d'utiliser l'électricité à des fins productives dans les exploitations agricoles et les industries rurales. C'est peut-être dû au fait que les activités économiques en Algérie ont en grande partie pour siège les centres urbains.

1 SONELGAZ "Projet Electrification, programme pluri-annuel : 1982-1983-1984"
Ministère de l'Energie et des Industries pétrochimiques, Alger, Octobre 1981.

En 1982, l'Algérie avait une population de 20 millions d'habitants et un PNB par habitant de 2350 dollars. Contrairement à ce que l'on observe dans de nombreux autres pays en développement, l'économie de l'Algérie est loin d'être dominée par l'agriculture. Du fait de la lente croissance du secteur agricole, de la politique d'industrialisation délibérée et en particulier de la suprématie rapidement acquise du secteur des hydrocarbures, la part de l'agriculture dans le PIB est passée de 15% en 1962 à 6% en 1982; or, la part de l'industrie dans le PIB s'élevait à 55% en 1982, 10% revenant au secteur manufacturier et 39% aux services. S'il est vrai que les ruraux représentaient 55% de la population en 1982, 25% seulement des actifs étaient employés dans l'agriculture, contre bien plus de 60% au moment de l'indépendance¹.

Seuls 7,5 millions d'hectares, soit 3% des terres algériennes sont jugées cultivables. En 1979 44% des terres arables étaient en jachère, 39% emblavées en céréales d'hiver : (blé, orge, seigle) et le reste, était essentiellement utilisé pour les cultures fruitières, le maraîchage, les plantes légumineuses et les cultures fourragères. La production agricole est concentrée dans le nord du pays, où il y a la plus forte concentration démographique et où les conditions pédologiques et climatiques sont les plus favorables. La production est dans une large mesure tributaire de la pluviométrie et non de l'irrigation, ce qui explique les grandes variations annuelles de rendement.

Dans sa politique agricole actuelle, le gouvernement insiste sur l'auto-suffisance alimentaire, la diversification de la production vivrière, l'amélioration de l'emploi et des revenus ruraux, des infrastructures rurales, de la commercialisation des produits agricoles et de la fourniture des facteurs de production, et sur une relative amélioration de la situation des couches rurales démunies. L'on estime à 6% la part de l'agriculture dans les investissements publics au cours de la période d'exécution du plan quinquennal 1980-84.

Au début des années 1970, le Gouvernement algérien a amorcé un grand projet de développement rural devant aboutir à la construction dans tout le pays de 1000 "villages socialistes" entièrement dotés de services modernes comme l'électricité. Nous avons biaisé notre échantillon en y incluant 14 villages "socialistes" contre 22 villages "traditionnels" ; nous espérons ainsi être à même d'évaluer dans quelle mesure l'incidence de l'électrification varierait en fonction des éléments ajoutés aux villages socialistes. Des détails supplémentaires sur la méthodologie adoptée figurent en annexe du présent rapport.

1 Les informations données dans ce paragraphe proviennent du World Development Report 1984 de la Banque Mondiale.

Le présent chapitre d'introduction est suivi de chapitres brefs sur la production et la consommation d'électricité en Algérie et plus précisément sur la nature et l'étendue de l'effort d'électrification rurale. Les chapitres 4 et 5 présentent les résultats de notre enquête sur les ménages et les établissements, respectivement. Le chapitre 6 fait un résumé des conclusions et comporte quelques remarques finales.

Production et Consommation d'Electricité en Algérie

Les débuts de la production d'électricité en Algérie remontent à la période coloniale où l'électrification était étroitement liée aux politiques économiques du colon français. En 1947, le Gouvernement français nationalisa le secteur de la production électrique et créa un service public chargé de la production et de la distribution de l'électricité et du gaz, Electricité et Gaz d'Algérie (EGA).

Aux fins de desservir en particulier les centres urbains du nord du pays et les villages peuplés de colons français et occupés par des exploitations agricoles françaises, la production d'électricité fut accrue à un rythme régulier d'environ 7%, passant de 417 millions de kwh en 1947 à 1380 millions de kwh en 1961, à la veille de l'indépendance.

Après l'indépendance en 1962, l'électrification des centres non encore reliés au réseau devint une préoccupation de plus en plus importante pour le Gouvernement algérien. Dans un premier temps les progrès furent modestes pour maintes raisons, notamment l'incapacité à mettre un réseau sur pied, les problèmes d'organisation liés au manque de personnel qualifié, et les difficultés de fourniture du matériel électrique. L'EGA se souciait avant tout de l'entretien de la centrale et du matériel existants.

Avec la création en 1969 de la société nationale d'électricité et de gaz (SONELGAZ) en remplacement de l'EGA, et la mise en oeuvre du premier plan quadriennal de développement national (1970-1973), l'électrification progressa rapidement. Ainsi, le nombre de centres électrifiés passa de 73 entre 1965 et 1970 à 727 entre 1970 et 1975 et le nombre de nouveaux branchements de 15.000 à 133.000. De 1965 à 1975 approximativement 500 millions de dinars furent consacrés à l'électrification, dont 10 millions en 1966, 40 millions en 1975¹. Il ressortait néanmoins d'un recensement des centres non-électrifiés effectué par la SONELGAZ en 1974/75 que le reste de chemin à parcourir jusqu'à l'électrification totale était encore long.

La Constitution adoptée en 1976 par voie de référendum est la principale source dont s'inspirent la politique gouvernementale et la législation actuelles. Elle prévoit entre autres dispositions l'électrification de l'ensemble du pays de manière à ce que tous les ménages soient reliés au réseau avant la fin des années 1980. Un plan national d'électrification globale (PNE) fut donc approuvé par le Conseil des Ministres en mars 1978. Le Plan visait à

1 cf. SONELGAZ: "Plan National d'Electrification" (PNE) Ministère de l'Energie et des Industries pétrochimiques, Alger, 1978, pp. 11-12.

alimenter 96% des ménages en électricité dès 1987 pour un coût total (prix de 1976) de près de 5 milliards de dinars (soit environ 1 milliard de dollars E.U). Le PNE prévoyait l'électrification de 12.100 centres et près de 1.200.000 branchements domestiques, ce qui nécessiterait environ 58.000 kms de lignes de moyenne et de basse tension et 11.700 postes abaisseurs de courant. L'exécution du plan devait créer 4500 nouveaux emplois. Le PNE portant essentiellement sur la distribution, visait à brancher tous les villages sur le réseau; c'était donc un programme d'électrification rurale. Nous reviendrons sur les détails au chapitre 3.

L'importance accordée actuellement à la distribution est le prolongement de gros efforts déployés antérieurement dans le sens de l'extension de la centrale électrique nationale. Dans les années 1970 en particulier il fallut faire de gros investissements dans le domaine de la production d'électricité, pour pouvoir satisfaire la demande croissante du secteur industriel qui était prioritaire dans les premier et deuxième plans quadriennaux de développement de l'Algérie. Le plan quinquennal de développement 1980-1984, ne prévoyait pas un accroissement de la capacité de production. En revanche, il prévoyait un investissement approximatif de 1500 millions de dinars (soit 300 millions de dollars US) en vue d'achever des projets de production électrique envisagés dans les plans de développement antérieurs et reconduits (par exemple les centrales de Marsat El Hadjadj et de Tamanrasset) pour le remplacement nécessaire de la centrale existante et, conformément au PNE, pour le transport et la distribution. Il est peut-être intéressant de noter que, d'une manière générale le plan quinquennal 1980-1984 insiste moins que les plans antérieurs sur l'industrialisation et beaucoup plus sur la consolidation de l'agriculture et des services sociaux.

Le Tableau 2.1 indique la croissance de la puissance installée nette des centrales électriques de 1950 à 1980. En ce qui concerne l'option technologique l'on peut observer que la part des centrales hydro-électriques dans la puissance totale a chuté de 42% en 1960 à 14% en 1980. Sur le plan de la consommation, la part de l'énergie hydro-électrique est passée de 26 à 4% au cours de la même période (Tableau 2.2).

Tableau 2.1:Algérie: Puissance installée nette des entrées électriques par type ('000 kw)

Année	Centrales thermiques	Centrales hydro-électriques	Total
1950	237 (72%)	92 (28%)	329
1960	253 (58%)	186 (42%)	439
1970	464 (62%)	286 (38%)	750
1980	1720 (86%)	286 (14%)	2006

Source: Nations Unies, 1982 Yearbook of World Energy Statistics, New York, 1984.

Tableau 2.2:Algérie: Consommation d'électricité (Total en Gwh = '000 kwh; par habitant en kwh)

Année	Thermique	Hydro	Total	/habitant
1950	456 (78%)	131 (22%)	587	67
1960	977 (74%)	348 (26%)	1325	123
1970	1399 (71%)	580 (29%)	1979	144
1980	6872 (96%)	251 (4%)	7123	382

Source: Nations Unies, 1982 Yearbook of World Energy Statistics, New York, 1984.

Avant la découverte et l'exploitation du pétrole et du gaz en 1956, l'on estimait que l'énergie hydro-électrique revenait moins chère que l'électricité produite dans les centrales thermiques à partir du charbon. Toutefois, les centrales hydro-électriques étaient largement tributaires de la pluviométrie, d'où l'irrégularité de la production électrique. Dès 1962, la majorité des centrales avaient abandonné le charbon en faveur du pétrole et du gaz. A partir de 1970, les turbines à gaz furent systématiquement choisies et les centrales utilisant alors le pétrole furent converties et adoptèrent le gaz dont il fut prouvé qu'il existait d'importantes réserves.

La consommation illustrée au Tableau 2.2. se définit comme la différence entre la somme de la production et des importations d'une part et les exportations d'électricité d'autre part. Comme jusqu'à tout récemment il n'y avait guère d'échanges en matière d'électricité entre l'Algérie et la Tunisie, dont les réseaux sont inter-connectés; il ne semble pas y avoir de différence entre les chiffres de production et ceux de consommation, ce qui signifie que les pertes d'électricité sont considérées comme faisant partie de la consommation. La SONELGAZ déclare avoir assuré la distribution de 5393 Gwh soit 76% de la consommation électrique de l'Algérie en 1980 ; par ailleurs, 13% furent consommés par des producteurs autonomes - à savoir, un noyau de grosses sociétés industrielles ; le reste de la consommation est constitué par les pertes subies pendant le transport et la distribution.

La SONELGAZ comptait 43 consommateurs de haute tension et 7.714 consommateurs de moyenne tension en 1980, en majorité des sociétés industrielles ; ces deux catégories consommèrent respectivement 35 et 38% de la distribution totale de la SONELGAZ. Le reste, soit 26%, fut vendu à 1.435.851 consommateurs de basse tension, principalement des ménages : leur consommation s'élève à un peu moins de 1000 kwh par branchement par an. La majorité des ménages sont alimentés par le réseau nord ; seuls 7% sont reliés au réseau sud.

L'on peut observer finalement que la consommation d'électricité par habitant de l'Algérie a pratiquement triplé pendant les années 1970. Avec une consommation par habitant de près de 400 kwh au début des années 1980, le pays pouvait se comparer à l'Egypte (410 kwh), à la Syrie (428 kwh), à la Tunisie (438 kwh) et à la République Islamique d'Iran (442 kwh)¹

Electrification Rurale en Algérie

Les responsables de l'électrification reconnaissent que la ligne de démarcation entre les zones urbaines et rurales n'est pas très nette. Pour sortir de l'impasse, le plan national d'électrification se réfère aux centres qui restent à électrifier. Nombre de personnes considèrent qu'un centre est une zone, ville ou village, dirigée par une Assemblée Populaire Communale (APC) ou conseil municipal. Si l'on prend la taille de la population comme étalon, presque tous les centres qui restent à électrifier ont moins de 5000 habitants et moins de 1000 travailleurs employés dans le secteur non agricole - ces chiffres sont empruntés à d'autres sources qui les utilisent pour définir un village².

Le Gouvernement algérien voit dans l'électrification rurale un instrument important de mise en application de sa politique de développement rural. L'électrification rurale est considérée comme un moyen de réaliser les objectifs politiques et socio-économiques et de résoudre certains des problèmes urgents auxquels sont confrontées les populations rurales.

Au plan politique, les populations rurales ont joué un grand rôle dans la lutte de libération (1954-1962) et méritaient par conséquent que le Gouvernement les récompense en leur offrant de meilleures conditions d'existence après l'indépendance. Par ailleurs, l'électrification passe pour être un moyen de promouvoir la justice entre les zones urbaines et rurales, objectif inhérent à l'optique socialiste de développement de l'Algérie. Comme il est énoncé dans le préambule du premier plan quadriennal de développement (1970-1973) : "La Révolution algérienne devrait offrir à tous les centres urbains et les villages le confort dont les familles modernes ont le plus besoin quotidiennement à savoir, l'eau, l'électricité et le gaz"³.

L'on s'attend également à ce que l'électrification rurale favorise le ralentissement de l'exode rural, problème qui se pose avec acuité en Algérie. Elle n'est cependant pas considérée comme une condition suffisante pour enrayer ce fléau. Divers projets ont donc été amorcés simultanément, au nombre desquels nous citerons la création de 1000 "villages socialistes".

1 Cf. Nations Unies, 1982 *Yearbook of World Energy Statistics*, New York 1984.

2 A. Benachenhou, *L'exode rural en Algérie*, SNED, Alger, 1978 p.139.

3 Traduit du français. Le premier plan quadriennal de développement (1970-1973) a été élaboré par le Secrétariat d'Etat au Plan (SEP). Pendant les années 1980, l'Algérie a adopté deux plans quinquennaux élaborés par le Ministère de la Planification et de l'Aménagement du Territoire.

Dans certains pays en développement et notamment en Inde, l'électrification rurale vise au premier chef à favoriser le développement de l'irrigation. La situation est différente en Algérie. La superficie totale irriguée était évaluée à 462.000 hectares en 1980 soit 6% des terres arables du pays. Environ 40% de la superficie irriguée étaient arrosés par les eaux d'inondation et 60% étaient soumis à une irrigation artificielle. Comme dans ce dernier cas, c'est de l'eau de surface et non la nappe phréatique qui est utilisée, une bonne partie de l'eau est transportée par gravité et non à l'aide d'autres sources d'énergie. L'on utilise généralement des moteurs diesel en cas de pompage d'eau.

Le plan 1980-1984 en cours, prévoit de gros investissements en matière d'irrigation pour freiner avant tout la dégradation des grands projets, d'irrigation actuels utilisant de l'eau de surface et pour agrandir par ailleurs ces projets et en créer de nouveaux qui permettront d'irriguer 50.000 hectares supplémentaires d'ici à 1985.

L'on encouragera également les projets d'irrigation de petite et moyenne taille, notamment mais pas exclusivement pour exploiter les nappes d'eau phréatiques. Ces petits et moyens projets devraient permettre d'élargir de 40 à 50.000ha la superficie nationale irriguée avant la fin de la période quinquennale. Nous n'avons cependant trouvé aucune référence claire nous permettant de proposer l'usage de l'électricité comme source d'énergie de prédilection pour le pompage de la nappe phréatique.

Il est certainement intéressant de noter à la lumière de différentes déclarations et de politiques non déclarées que l'électrification rurale est davantage considérée comme un instrument d'amélioration du mode de vie rural plutôt que comme un moyen de relance de l'économie rurale. L'électrification rurale est perçue comme l'une des commodités que l'Etat devrait assurer, à l'instar de l'habitat, de l'eau potable, de l'éducation et des routes.

Bien que le projet d'électrification rurale eût démarré au début des années 1970, il fallut attendre l'adoption du Plan national d'électrification en 1978 pour le voir se systématiser. Il fut décidé que dans certaines limites de coût, le réseau serait étendu à un ensemble de centres petits et grands, omettant certains consommateurs éparpillés ("électrification en grappes"). Bien qu'une option fût prise pour un système centralisé de production, de transport et de distribution, la possibilité d'adoption de systèmes décentralisés dans des circonstances spéciales ne fut pas exclue. Ainsi, il semble par exemple que la recherche locale sur l'énergie solaire fasse de grands progrès et qu'il y ait de fortes chances, pour que cette source d'énergie soit adoptée comme étant la plus appropriée dans le cas des villages éloignés, en particulier ceux du Sahara méridional.

La SONELGAZ est chargée de la mise en application des plans et politiques adoptés par le Gouvernement en matière d'électrification rurale. Cependant, dans la pratique, cette entreprise est étroitement associée à la prise de décisions compte tenu de sa technicité et des informations dont elle dispose.

Il y a quelques années, la SONELGAZ a créé une filiale chargée de la réalisation effective des projets d'électrification rurale. Cette société dénommée KHARIF¹ employant 4500 personnes est constituée essentiellement de six services situés dans six régions du pays. Chaque service jouit d'une certaine autonomie en ce qui concerne l'exécution de la part de PNE qui lui revient. La KHARIF est donc engagée dans l'examen des projets, les pourparlers avec les autorités locales et les activités de construction ainsi approuvées. Les compétences de la KHARIF s'étant parfois avérées insuffisantes, l'on a créé une série de petites sociétés de construction locales dans tout le pays ; il existe aujourd'hui environ 23 sociétés publiques de cette nature (Société de Willeya)². Par ailleurs l'on fait appel, le cas échéant, à des sociétés privées de construction.

Pour investir, le secteur de la production électrique a recours à diverses sources financières telles que le budget de l'Etat, les recettes de la SONELGAZ et en particulier des emprunts à moyen et long termes contractés auprès d'institutions financières nationales comme la Banque Nationale d'Algérie, et la Banque Algérienne de Développement; les emprunts contractés auprès d'institutions internationales comme la Banque Africaine de Développement ou la Banque Mondiale ou les banques commerciales servent à financer les importations de matériel et les services et couvrent donc les dépenses en devises.

L'électrification rurale, qui représente somme toute une part relativement infime de l'ensemble des investissements du secteur de l'électricité est plus ou moins considérée comme un service public, et, est donc financée par l'Etat sous forme de subventions à la SONELGAZ. Nous n'avons pu obtenir dans le cadre de la présente étude des détails sur le coût précis de l'électrification rurale. Le PNE prévoyait cependant des dépenses de l'ordre de 5 milliards de dinars (1976) pour atteindre ses objectifs.

Tableau 3.1: Dépenses annuelles 1978-1987 Plan National d'Electrification, Millions de Dinars 51976)

Année	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	ultérieurement	Total
Dép	235	300	400	500	500	500	500	500	500	500	500	4935

Source: PNE, p.19.

- 1 KHARIF est la forme contractée de Kahraba Rifa qui signifie en arabe électrification rurale.
- 2 El Moujahid, 6 mai 1984. El Moujahid est un grand quotidien national publié en français.

Tableau 3.2: Matériel nécessaire à l'exécution du Plan national d'Electrification, 1978-1987

Type de matériel	Quantités
Poteaux en acier	257 000 unités
Poteaux en béton	614 400 unités
Poteaux en bois	89 500 unités
Total des poteaux	960.900 unités
Câbles/fils d'aluminium	145 460 tonnes
Câbles/fils de cuivre	1.300 tonnes
Total de câbles/fils métalliques	146.760 tonnes
Appareillage de commutation et compteurs	940.000 unités
Transformateurs et conducteurs	11.430 unités
Isolateurs	5625.000 unités

Source: Calcul effectué à partir du PNE p.32.

Pour donner une idée de l'ampleur du PNE, nous avons dressé le Tableau 3.2 qui fournit des informations sur le matériel requis. Il n'est pas facile de déterminer la part des importations dans ce programme. Quoiqu'il en soit, trois grandes sociétés d'Etat fabriquent certains des matériels et appareils indispensables, outre certaines entreprises privées qui en produisent en petites quantités. La SN Métal produit des poteaux en acier en quantité suffisante depuis la mise en route de neuf unités de production dans différentes régions du pays. L'ONAMHYO produit environ 70.000 poteaux en béton par an, quantité qui semble être suffisante compte tenu des niveaux de demande actuels. La SONELEC produit des câbles, des fils métalliques et des conducteurs mais en quantités insuffisantes. En 1982, il avait fallu importer 78% des facteurs de production demandés sur place¹. La production locale de transformateurs, d'appareillage de commutation et de compteurs a démarré progressivement en 1980. Les isolateurs et d'autres accessoires ainsi que des poteaux en bois sont en grande partie importés, n'étant pas produits localement.

Comme nous l'avons mentionné plus haut et comme le confirme le Tableau 3.3, l'électrification rurale a été amorcée dans les années 1970 en particulier avec le deuxième plan quadriennal de développement national (1974-1977). La moyenne annuelle de nouveaux branchements est passée brusquement de 19.053 au cours de la période quadriennale 1970-1973 à 68.696 entre 1974 et 1977. L'on évalue à 114.000 par an le nombre de nouveaux branchements à effectuer au cours de la période quinquennale actuelle.

1 Cf. SONELGAZ, PNE, op.cit. pp.26-28 et le rapport présenté par une équipe de chercheurs du Centre de Recherche en Economie Appliquée (CREA) d'Alger: I. Khennas et d'autres collaborateurs, intitulé "Politique énergétique et production d'électricité en Algérie", CREA, Alger. 1982.

Tableau 3.3: Electrification rurale: Nouveaux Consommateurs et Centres de branchement récent (1970-1984).

Période	Nouveaux Centres	Moyenne annuelle	Nouveaux Consommateurs	Moyenne annuelle
Premier Plan quadriennal (1970-73)	436	109	76.213	19.053
Second Plan quadriennal (1974-79)	1438	360	274.782	68.696
1978 et 1979	675	338	91.729	45.865
Plan Quinquennal* (1980-1984)	3665	733	570.000	114.000

* *Prévisions*

Source: Statistiques de la SONELGAZ

Au début de la période d'exécution du plan quinquennal 1980-1984, l'on estimait à 10.000 le nombre de centres - soit environ 900.000 ménages - qui restaient à électrifier. En d'autres termes si les objectifs du plan étaient atteints, il resterait à relier environ 6500 centres au réseau (soit 330.000 ménages) au début de 1985. L'on peut constater que le nombre de ménages par centre décroît rapidement, ce qui signifie que des villages de plus en plus petits sont reliés au réseau.

Un rapport d'activités soumis au Conseil des Ministres de mai 1984 indiquait qu'en 1983 les objectifs avaient été atteints à 95% contre 65% en 1979.¹ Il semble donc que les problèmes qui avaient occasionné des retards et des dépassements dans les années 1970 ont été résolus avec un certain succès. L'on comptait au nombre de ces problèmes le manque de personnel qualifié, la lenteur des sous-traitants, les goulots d'étranglement au niveau de la fourniture des appareils et matériels, et la lourdeur des procédures administratives et financières².

Le taux d'électrification nationale était passé de 61% au début de la période d'exécution du plan en cours à 75%. Quinze Willayates (districts) sur trente et un avaient un taux d'électrification supérieur à la moyenne nationale, et sur ces quinze, dix, certainement les plus peuplés, étaient électrifiés à plus de 90%. Vers la fin de 1983, un seul Willaya avait un taux inférieur à 50% (47%)³.

Incidences Socio-Economiques de l'Electrification Rurale sur les Ménages

1 El Moujahid, 6 mai 1984.

2 Cf. Khennas et autres collaborateurs, op.cit.

3 El Moujahid, 6 mai 1984.

4.1 Caractéristiques des Villages-échantillons

Notre enquête porte sur un échantillon de 36 villages, choisis parmi cinq Wilayates (districts) de l'Ouest de l'Algérie ; 30 des villages-échantillons étaient électrifiés, dont 14 après 1977. Nous avons fait la distinction entre les villages traditionnels et les villages socialistes pour essayer d'évaluer dans quelle mesure l'impact de l'électrification est influencé par d'autres facteurs de développement rural; l'échantillon comprenait 14 villages socialistes et 22 traditionnels parmi lesquels six n'avaient pas accès à l'électricité. D'autres caractéristiques des villages-échantillons se trouvent résumés au Tableau 4.1; des détails supplémentaires sur l'échantillonnage figurent en Annexe.

Une fois identifiés les villages-échantillons, les ménages et les établissements étaient en principe choisis au hasard.

Tableau 4.1 :Caractéristiques des 36 villages-échantillons

<u>Population</u>	Nombre de villages- échantillons
- inférieure à 500	8
- 500 à 2000	20
- supérieure à 2000	8
<u>Distance au centre urbain le plus proche</u>	
- moins de 10 km	16
- 10 à 50 km	17
- plus de 50 km	3
<u>Activité économique prédominante</u>	
- agriculture	30
- élevage	4
- industrie	2
<u>Situation</u>	
- plaines	25
- montagnes	3
- collines	4
- oasis	4

Cependant, lorsque nous avons du mal à obtenir de la part de l'unité de sondage choisie la coopération nécessaire, nous lui substituons une unité plus coopérative pour nous assurer un taux de réponse de 100%. Nous avons constaté que 282 (soit 94%) des 300 ménages échantillons des villages électrifiés et 73% des établissements de ces villages utilisaient l'électricité. Le taux relativement inférieur en ce qui concerne les établissements s'explique par le fait que 11 exploitations ou unités agricoles seulement sur 34 étaient reliées au réseau. La cause en est peut-être que certaines des exploitations étant situées en dehors des limites du village, le branchement s'avérait plus onéreux et par ailleurs le besoin d'électricité était peu important. Quoiqu'il en soit les taux de branchement semblent assez élevés dans l'ensemble.

Les évaluations de consommation indiquent que c'est en particulier aux ménages que profite l'électrification, la part des unités agricoles et industrielles étant minime. Les villages profitent parfois dans l'ensemble de l'utilisation de l'électricité pour l'éclairage de rues ; ainsi dans treize des trente villages électrifiés toutes les rues semblent avoir un éclairage public.

Il ressort de nos entretiens avec des notables des villages, généralement des conseillers municipaux, que dans 13 des 30 villages électrifiés, indépendamment de la distance qui les séparent de la ville la plus proche, le développement économique passe pour le plus grand avantage procuré par l'électrification. Dans neuf des trente villages électrifiés c'est plutôt l'amélioration de la qualité de la vie, dans quatre autres, c'est le ralentissement des migrations et dans trois encore c'est l'augmentation des emplois. Il est peut être intéressant de faire observer que le ralentissement des migrations venait en tête dans trois des quatorze villages situés à moins de dix kilomètres de la ville la plus proche.

Les enquêtes menées auprès des populations villageoises visaient à recueillir des opinions et des impressions générales dans chacun des villages-échantillons. Il n'est pas impossible que les résultats soient déformés par l'opinion personnelle des personnes interrogées, aussi faudra-t-il les prendre avec certaines réserves. Les villageois semblaient très satisfaits de l'électricité en tant que source d'énergie, et se félicitaient de la qualité des services offerts par la SONELGAZ. Dans deux villages seulement sur trente les gens n'étaient pas satisfaits ; le fait que ceux-ci étaient relativement distants de la ville la plus proche n'est pas forcément important, mais pourrait indiquer que les problèmes de maintenance et partant les pannes sont plus fréquentes dans les cas d'alimentation de villages éloignés.

Le coût moyen de l'électrification par ménage varie certainement selon les villages et en fonction des distances, et du nombre de branchements en particulier. Selon les estimations du PNE, la moitié de tous les centres qui restaient à électrifier en 1978 comptaient moins de 50 ménages. Les coûts semblent varier de 2000 dinars par ménage dans les grands centres à 35.000 dinars et plus pour les maisons isolées; la moyenne étant d'environ 4500 dinars¹.

4.2 Caractéristiques des ménages-échantillons

Notre échantillon de ménages comptait 300 ménages choisis dans des villages électrifiés et 60 dans des villages non électrifiés. Etant donné que 18 des ménages sélectionnés dans les villages électrifiés n'étaient pas reliés au réseau, notre échantillon comportait 78 ménages sans électricité.

1 PNE op.cit. pp.8-9; prix de 1976; 1DA = 213\$.

La taille moyenne des ménages-échantillons était légèrement supérieure à 7, ce qui correspond à la moyenne nationale¹. La majorité des chefs de famille étaient des hommes dans la tranche d'âge de 35 à 54 ans, salariés du secteur agricole ; ils étaient généralement le seul soutien de famille.

Le Tableau 4.2 donne des informations relatives aux revenus des ménages. Plus de 80% de l'échantillon gagnait moins de 2400 dinars (500\$) par mois. Il y a une différence nette entre les ménages ayant l'électricité et les autres. Environ 48% des ménages alimentés en électricité contre 70% des ménages sans électricité gagnaient moins de 1200 dinars par mois ; 18,7% de ménages avec électricité contre 2,6 ménages sans électricité gagnaient plus de 2400 dinars par mois.

Tableau 4.2: Revenus mensuels des ménages-échantillons

Fourchettes revenus (DA)	Nombre de Ménages					
	Ménages électrifiés		Ménages sans électricité		Total	
	No.	%	No.	%	No.	%
Moins de 1200	135	47,9	54	69,2	189	52,5
1200 - 2400	84	29,9	21	26,9	105	29,2
2400 - 4800	41	14,5	2	2,6	43	11,9
4800 - 9600	12	4,2	-	-	12	3,3
9600 et plus	-	-	-	-	-	-
Pas de réponse	10	3,5	1	1,3	11	3,1
Total	282	100	78	100	360	100

Près de 80% des ménages-échantillons possèdent la maison dans laquelle ils vivent et une égale proportion de maisons (soit 80%) sont en pierre, deux facteurs qui sans doute contribuent à élever le taux de branchement.

4.3 Ménages sans électricité

Nous avons interviewé 18 ménages n'utilisant pas l'électricité dans des villages électrifiés et 60 ménages dans des villages qui ne l'étaient pas encore. Selon les explications données par la majorité des ménages de la première catégorie, soit leur demande de branchement était bloquée soit leur maison était en cours de construction, soit ils étaient trop éloignés du réseau. Trois des 18 ménages ont parlé de la cherté du branchement et un seul du coût élevé de l'électricité. Il convient peut-être de faire remarquer que les coûts de branchement sont récemment montés à 400 dinars. C'est certainement une grosse somme pour la catégorie des ménages à très faibles revenus, même si tout branchement est très fortement subventionné ; les coûts réels au moment de notre enquête variaient, selon les estimations, entre 6000 et 7500 dinars par branchement.

1 Cf. par exemple, "Enquête main-d'oeuvre et démographie : estimation de la population de quelques communes" dans *Statistiques* (publication du Bureau National des Statistiques) no.1, 1983, pp.76-77.

La grande majorité des ménages sans électricité utilise le gaz comme source d'énergie de remplacement. L'Algérie, l'un des principaux producteurs et exportateurs mondiaux de gaz naturel, en regorge; le gaz est un produit bon marché dont la distribution se fait soit par branchement soit au moyen de bouteilles pratiques transportables partout. Les autres sources d'énergie sont les bougies, le bois, le pétrole lampant et le mazout (Tableau 4.3).

Une bouteille de gaz contient 13kg de gaz liquide (soit 17 mètres cubes de gaz naturel ou 180 kwh); son coût n'excède pas 14 dinars; un ménage consomme en moyenne trois bouteilles par mois. D'après une enquête menée en 1980 par la SONELGAZ, trois ménages sur quatre sans électricité possèdent une petite cuisinière à gaz; ce combustible est également utilisé pour l'éclairage. Il ressort de cette enquête que les ménages utilisent en moyenne 37 bougies par mois, un peu plus de 4 litres de pétrole lampant et 52 litres de mazout essentiellement utilisé pour le chauffage dans 23% des ménages ruraux sans électricité¹. Selon les réponses recueillies, le bois de chauffage n'est utilisé qu'à l'occasion, et en petites quantités, et ceci en raison des approvisionnements limités et du fait que les bois et les forêts sont strictement protégés.

Les dépenses mensuelles des ménages sans électricité en sources d'énergie autres que l'électricité sont relativement importantes. Sur les 64 ménages qui ont répondu à nos questions (14 se sont abstenus de répondre) 23 seulement (soit 36%) dépensaient un maximum de 50 dinars et 29 ménages (45%) dépassaient 100 dinars par mois. A titre de comparaison, 69% des ménages ayant l'électricité dépensaient moins de 50 dinars par mois en sources d'énergie de remplacement et 20% seulement plus de 100 dinars.

Tableau 4.3 : Utilisation des Sources d'Energie de remplacement par les Ménages sans Electricité.

Source d'énergie	Nombre de ménages	Pourcentage (N = 78)
Gaz	72	92,3
Bougies	59	75,6
Bois de chauffage	34	43,6
Pétrole lampant	22	28,2
Autres (y compris le mazout, les piles, le carbure)	28	35,9

Note: La majorité des ménages utilisent plus d'une source d'énergie de remplacement.

1 Cf. SONELGAZ, "Projet d'électrification" op.cit..

4.4 Ménages alimentés en électricité

Sur les 282 ménages-échantillons ayant l'électricité, 140 résidaient dans des villages socialistes et 142 dans des villages traditionnels. Etant donné que toutes les maisons des villages socialistes sont automatiquement branchées sur le réseau dès le départ, nous voulions savoir pourquoi ces ménages utilisaient l'électricité et non pourquoi ils avaient opté pour le branchement. Le principal avantage que présente l'utilisation de l'électricité pour ceux-ci est la commodité (60%) suivi du faible coût (19%) et de la sécurité (11%).

L'électricité est quotidiennement utilisée par la majorité des enquêtés pour l'éclairage essentiellement. Cela ne veut pas dire pour autant que les ménages alimentés en électricité n'utilisent pas d'autres sources d'énergie pour l'éclairage. En fait, un ménage sur deux utilise aussi d'autres sources d'énergie, principalement le gaz (32% des ménages), les bougies (17% des ménages) et le pétrole lampant (2% des ménages). Les niveaux de consommation indiquent bien que ces ménages utilisent d'autres sources d'énergie comme appoint : les ménages alimentés en électricité brûlent en moyenne 9 bougies par mois et consomment 0,8 litres de pétrole lampant, contre 37 bougies et 4 litres de pétrole lampant dans les ménages sans électricité¹.

L'électricité n'est guère utilisée pour la cuisson des aliments et le chauffage de l'eau ; moins de 6% des ménages l'utilisent à cette fin. En fait, 81% des ménages ayant l'électricité utilisaient le gaz pour la cuisine et 11% le bois. La raison en est simplement que les consommateurs se rendent compte que le gaz, beaucoup moins cher, remplace parfaitement l'électricité ; de plus (ou en conséquence) les cuisinières électriques sont difficiles à trouver et lorsqu'il y en a, elles coûtent très chères. Ceci ne s'applique pas uniquement aux cuisinières. D'une manière générale, il semble que 40% des enquêtés utilisent d'autres sources d'énergie parce qu'ils n'ont pas (ou ne peuvent pas s'offrir) des appareils électriques et 32% justifient leur choix par le coût plus faible des autres combustibles.

L'on pourrait évaluer l'utilisation et donc les avantages de l'électricité en fonction de la possession d'appareils électriques, ou plutôt de l'usage qui leur est réservé. Le Tableau 4.4 indique qu'en dehors des ampoules électriques, la télévision est de loin l'article le plus utilisé : trois ménages sur quatre utilisent souvent leur téléviseur. L'utilisation de ceux-ci, parallèlement à l'usage généralisé des lampes électriques explique que 85% des ménages déclaraient que l'électrification avait modifié leurs soirées. En réalité, 32% des ménages considéraient que l'influence de l'électricité sur leurs activités nocturnes était l'avantage majeur de l'électrification. Il est évident que nombre de personnes trouvent que l'électricité leur procure des loisirs supplémentaires ou différents, rend leur vie sociale plus active, et offre de nouvelles possibilités aux enfants qui doivent faire leurs devoirs etc.

1 Ibid.

Les réfrigérateurs sont également prisés à en juger par le fait que 60% des ménages ruraux ayant l'électricité les utilisent en permanence. Dans un pays où il fait très chaud les avantages de la réfrigération sont indéniables ; le réfrigérateur a souvent évincé les moyens traditionnels de rafraîchissement de l'eau. Près de 40% des ménages utilisent plus ou moins fréquemment une radio. Le fer à repasser (dans 29% des ménages) et les ventilateurs (dans 21% des ménages) sont également des appareils communément utilisés.

Tableau 4.4: Utilisation d'appareils électriques par les ménages ayant de l'électricité.

Appareil	Jamais utilisé		Parfois utilisé		Souvent utilisé	
	Nbre de ménages	%	Nbre de ménages	%	Nbre de ménages	%
Ampoules/lampes	0	0,0	0	0,0	282	100,0
Téléviseur	52	18,4	9	3,2	212	75,2
Réfrigérateur	78	27,7	22	7,8	170	60,3
Radio	170	60,2	38	13,5	73	25,9
Fer à repasser	197	69,8	50	17,7	32	11,3
Ventilateur	218	77,3	36	12,8	23	8,2
Electrophone	240	85,1	23	8,2	13	4,6
Machine à coudre	241	85,5	30	10,6	8	2,8
Climatiseur	257	91,1	16	5,7	4	1,4
Outils électriques	252	89,4	21	7,5	4	1,4
Pompes à eau	262	92,9	13	4,7	2	0,7
Cuisinière	265	94,0	12	4,3	1	0,4
Autres	280	99,3	1	0,4	1	0,4

Note: Les totaux ne s'élèvent pas toujours à 282 ou à 100% étant donné que selon l'appareil sur lequel nous les interrogeons, certains ménages ne répondaient pas.

Les appareils à usage de production viennent au bas de la liste ; les machines à coudre sont plus ou moins utilisées par 13,4% des ménages avec électricité, les outils électriques par 8,9% et les pompes à eau dans 5,4% des cas. L'usage limité de l'électricité à des fins de production peut aussi s'expliquer par le fait que 6% seulement des enquêtés ont reconnu utiliser l'électricité pour des activités susceptibles de leur permettre d'accroître leurs revenus. Seuls 6 ménages (2%) ont déclaré que le principal avantage de l'électrification était pour eux la possibilité d'accroître leurs revenus.

La commodité, le confort et la sécurité passent généralement pour être les avantages majeurs, conformément à ce que les gens attendaient de l'électricité. Cinquante quatre ménages ont expliqué que c'est le faible coût de l'électricité qui les a poussés à utiliser l'électricité dans des maisons qui avaient déjà un branchement au moment de leur emménagement. Seuls cinq ménages considéraient avec le recul que le faible coût est le principal avantage que représente l'électricité. Cette faible proportion peut s'expliquer par l'accroissement manifeste de la consommation d'électricité au fil des ans. En tout état de cause, les tableaux 4.4 et 4.5 indiquent à n'en pas douter que l'électricité est généralement très prisée et qu'il est probable que les gens l'utilisent de plus en plus à d'autres fins que l'éclairage.

Les niveaux de consommation sont évidemment liés aux revenus et à l'aisance matérielle (possession d'appareils électriques) au prix de l'électricité et des autres sources d'énergie comme le gaz, et au prix des appareils.

Tableau 4.5: Changements intervenus au fil des ans dans les niveaux de consommation d'électricité des ménages

Niveau de consommation	Nombre de ménage	Pourcentage
Supérieur	150	53,2
Identique	90	31,2
Inférieur	3	1,1
Ne savent pas	30	10,6
Sans réponse	9	3,2
Total	282	100,0

Pas un seul ménage n'a pu répondre à notre question relative à la quantité d'électricité consommée ; en fait très peu de personnes savaient que la consommation se mesure en kwh. Il est clair que le chiffre qui importe le plus sur les factures bimestrielles d'électricité c'est le montant à payer. Nous avons ainsi constaté que 255 des 282 ménages pouvaient se souvenir du montant de leur consommation d'électricité pour le bimestre antérieur. Plus de 60% des ménages (169) dépensaient moins de 25 dinars par mois tandis que 17 ménages seulement en dépensaient plus de 50. Le Tableau 4.6 donne des informations complètes sur le revenu mensuel et confirme ce que l'on présume déjà à savoir qu'il existe un certain lien entre le revenu et les dépenses d'électricité (en fait le rapport est de 0,41).

Il n'est pas évident que le montant payé indique de façon claire et nette la quantité d'électricité consommée étant donné que les tarifs varient selon les circonstances. En supposant, grosso modo, que les ménages aient payé en moyenne 40 dinars par kwh en 1983¹ l'on peut en conclure que le ménage moyen a consommé près de 50 kwh par mois.

1 Cf. SONELGAZ, Bulletin statistique 1983 p.11.

Ce chiffre (qu'il faut prendre avec certaines réserves) semble relativement élevé notamment par rapport aux prévisions du PNE selon lesquelles la consommation devait osciller entre 250 et 500 kwh par branchement par an, soit entre 20 et 40 kwh par mois. L'enquête menée en 1980 par la SONEGAS sur l'électrification rurale indique que la consommation varie essentiellement, selon la taille du village, entre 30 et 60 kwh par personne par an ce qui correspondrait à une fourchette de 17 à 35 kwh par ménage par mois.

La majorité des enquêtés étaient en fait satisfaits du prix de l'électricité. Au moins 43% de ménages la trouvaient bon marché, 25% étaient convaincus que le prix était correct et 25% encore estimaient que l'électricité

Tableau 4.6: Dépenses en électricité et revenus mensuels des ménages (DA)

Dépenses mensuelles en électricité	moins de	Revenus mensuels des ménages				Sans réponse	total
		1200	2400	4800	9600*		
Moins de 12,50	42 (31,1)	16 (19,0)	4 (9,8)	-	1 (10,0)	63 (21,3)	
12,50-25,00	44 (32,6)	38 (45,2)	16 (39,0)	1 (8,3)	7 (70,0)	106 (37,6)	
25,00-37,50	44 (17,8)	11 (13,1)	9 (21,9)	1 (8,3)	1 (10,0)	46 (16,3)	
37,50-50,00	11 (8,1)	6 (7,1)	2 (4,9)	3 (25,0)	1 (10,0)	23 (8,2)	
50,00-62,50	5 (3,7)	-	3 (7,3)	2 (16,7)	-	10 (3,5)	
62,50-75,00	1 (0,7)	-	-	2 (16,7)	-	3 (1,1)	
75,00-87,50	1 (0,7)	-	-	-	-	1 (0,3)	
87,50-100	1 (0,7)	-	-	-	-	1 (0,3)	
100 et plus	-	-	1 (2,4)	1 (8,3)	- (0,7)	2	
Sans réponse	6 (4,6)	13 (15,6)	6 (16,17)	2	-	27 (9,7)	
Total	135	84	41	12	10	282	

*Note: Aucun ménage n'avait un revenu supérieur à 9600 dinars.

était chère (7% n'ont pas répondu). Le Tableau 4.7 présente les opinions émises relativement au prix de l'électricité selon les niveaux de dépenses encourues pour l'électricité. L'on remarquera que les ménages qui jugent que l'électricité est chère dépensent généralement plus pour l'électricité que les autres ; à l'inverse, 70% de ceux qui ont trouvé que l'électricité était bon marché dépensaient moins de 25 dinars par mois pour l'électricité. Ces

chiffres montrent que les ménages font grand cas de ce service et/ou qu'ils seraient prêts à payer des factures d'électricité plus lourdes.

La réponse à une question relative à la qualité de l'alimentation en électricité dénote également l'appréciation des consommateurs: 37% des consommateurs étaient plus au moins satisfaits et plus de la moitié étaient satisfaits (Tableau 4.8). Il convient de faire remarquer que de tels sentiments peuvent traduire soit un contentement inspiré par l'électricité en tant que source d'énergie soit un contentement né de la qualité des services offerts par la SONELGAZ, soit les deux; il est en effet difficile de dissocier les deux.

Tableau 4.7: Dépenses engagées pour l'électricité et avis sur le prix de l'électricité.

Dépense (DA par mois)	Avis (nombre de ménages)				Pas de réponse	Total
	Très bon marché	Bon marché	Normal	Cher		
Moins de 12,5	19	12	18	11	3	63
12,50-25,00	43	15	24	21	3	106
25,00	13	11	26	34	2	86
Pas de réponse	2	6	3	3	13	27
Total	77 (27)	44 (16)	71 (25)	69 (25)	21 (7)	282 (100)

Note: Les chiffres entre parenthèses correspondent à des pourcentages

Table 4.8: Satisfaction perçue dans les ménages du fait de la prestation du service

	Nombre de ménages	%
Très satisfaits	159	56,4
Plus ou moins satisfaits	105	37,2
Mécontents	10	3,5
Pas de réponse	8	2,9
Total	282	100,0

Comme nous l'avons déjà signalé, les ménages ayant l'électricité utilisent aussi d'autres sources d'énergie pour diverses raisons et à diverses fins. Les dépenses qu'ils engagent pour d'autres sources d'énergie sont résumées au Tableau 4.9. Il ressort que deux ménages ayant l'électricité sur trois paient entre 10 et 50 dinars par mois pour ces autres sources d'énergie; 28% dépendent de 20 à 30 dinars par mois. Le niveau de revenus des ménages ne semble guère influencer sur les dépenses engagées pour les sources d'énergie autres que l'électricité. Il est probable que les ménages ayant l'électricité utilisent en proportion comparable l'électricité et les autres sources d'énergie pour satisfaire leurs besoins fondamentaux en énergie, notamment en matière d'éclairage et de cuisson des aliments. La tendance à accroître la

consommation d'électricité plutôt que de recourir à des sources d'énergie de remplacement pour répondre à des besoins supplémentaires est confirmée par la corrélation qui existe entre les revenus et les dépenses engagées pour l'électricité.

Tableau 4.9: Dépenses engagées mensuellement pour des sources d'énergie autres que l'électricité dans les ménages à revenu élevé bénéficiant de l'électricité.

Dépenses mensuelles (DA)	Revenus mensuels des ménages (DA)						Total %
	- de 12000	12000 et +	Pas de réponses				
Ménages	%	Ménages	%	Ménages	Ménages%		
Moins de 10	-	-	-	-	1	1	0,4
10 - 20	6	4,4	10	7,3	2	18	6,4
20 - 30	39	28,9	37	27,0	2	78	27,7
30 - 40	22	16,4	19	13,9	-41	14,5	
40 - 50	29	21,5	27	19,7	-56	19,8	
50 - 100	11	8,1	16	11,7	3	90	10,6
+ de 100	28	20,7	28	20,4	1	57	20,2
Pas de réponse	-	-	-	-	1	1	0,4
Total	135	100,0	137	100,0	10	282	100,0

Le Tableau 4.10 compare les dépenses engagées pour l'électricité et celles encourues pour les autres sources d'énergie, chez les ménages ayant l'électricité et ceux qui ne l'ont pas. Les conclusions générales suivantes semblent se dégager :

-Les ménages sans électricité dépensent davantage pour les autres sources d'énergie que les ménages ayant l'électricité ne le font pour l'électricité ou pour les autres sources d'énergie ;

-Plus de la moitié des ménages bénéficiant de l'électricité dépensent presque autant pour l'électricité que pour les autres sources d'énergie ; 21% dépensent davantage pour l'électricité et 26% moins.

Tableau 4.10 - Dépenses pour l'électricité et les autres sources d'énergie dans les villages électrifiés et non électrifiés.

Dépenses pour les autres sources d'énergie	Ménages sans électricité		Ménages ayant l'électricité selon les dépenses engagés pour l'électricité				
	Total ménages	%	Total Ménages	%	50 DA %	50 - 100DA %	100DA %
_ de 50 DA	23	35,9	175	68,6	48,2	17,3	3,1
50 - 100 DA	12	18,8	29	11,4	8,6	2,4	0,4
+ de 100 DA	29	45,3	51	20,0	9,4	7,5	3,1
Total	64	100,0	255	100,0	66,2	27,2	6,6

Note: Nous avons corrigé le tableau ci-dessus en tenant compte des absences de réponses et en supposant que les personnes qui se sont abstenues de répondre sont représentatives de l'échantillon compte tenu de leurs dépenses en électricité et en autres sources d'énergie. Quatorze des 78 ménages sans électricité n'ont pas répondu à la question relative aux dépenses engagées pour les sources d'énergie de remplacement. L'un des 282 ménages bénéficiant de l'électricité s'est abstenu de répondre à cette même question et 26 n'ont pas pu répondre à la question concernant les frais d'électricité. Sur ces 26 ménages, 19 ont dépensé moins de 50 dinars, un, entre 50 et 100 dinars et six plus de 100 dinars pour les autres sources d'énergie.

Incidences Socio-Economiques de l'Electrification Rurale sur les Etablissements

5.1 Caractéristiques des établissements-échantillons

En vue particulièrement d'avoir une idée de la consommation d'électricité à des fins plus ou moins lucratives, notre enquête a porté sur 110 établissements dont 73 électrifiés et 37 non-électrifiés, 100 dans des villages électrifiés et 10 dans des villages non-électrifiés. Ces établissements comptaient 34 unités agricoles et 8 unités industrielles ainsi qu'un éventail de 29 unités commerciales, des boutiques en particulier et 39 unités de services publics telles que des écoles, des cliniques, des mosquées et des bains publics.

Nous estimons que la distribution, est dans l'ensemble assez représentative. L'industrie algérienne a connu une expansion assez rapide au cours des deux dernières décennies, mais les unités industrielles se concentrent généralement dans certaines régions comme Arzew dans l'Ouest et Skikda dans l'Est du pays et pour le reste dans de grandes villes et leurs alentours.

En d'autres termes, le phénomène d'industrialisation rurale n'est pas très répandu.

Environ la moitié des établissements employait au plus cinq personnes ; 25% avaient des effectifs de six à 20 travailleurs ; et le reste (soit 25%) employaient plus de 20 personnes. Nos résultats font ressortir que les établissements électrifiés étaient en général relativement plus petits que ceux non-électrifiés. Le fait que les boutiques figurent au nombre des établissements préférant utiliser l'électricité pourrait constituer une explication, à moins que la taille de notre échantillon ne soit aussi en cause.

La prédominance d'établissements relativement petits est confirmée par un tableau de leurs revenus annuels. Compte tenu du fait que les données sont certainement faussées par une déclaration des revenus inférieure à ce qu'ils sont en réalité et un fort taux d'absence de réponses de la part d'établissements sans électricité, et en raison du nombre assez important d'établissements à but non-lucratifs (ce qui réduit effectivement la taille de notre échantillon), il est difficile de déterminer la différence de revenus entre les établissements électrifiés et ceux sans électricité. Il est cependant intéressant de noter que 31 établissements ont des revenus inférieurs à 50.000 dinars (environ 10.000\$) par an et 36 des revenus supérieurs à ce chiffre. Les établissements non-électrifiés semblent en moyenne avoir des revenus équivalents voire supérieurs à ceux d'établissements électrifiés.

Tableau 5.1: Revenus annuels d'établissements-échantillons.

Revenus annuels (1000 dinars)	Etablissements électrifiés		Etablissements non-électrifiés		Nombre Total
	Nbre	%	Nbre	%	
Inférieurs à 10	-	-	1	2,7	1
10 - 25	6	8,2	2	5,4	8
25 - 50	17	23,3	5	13,5	22
50 - 100	8	10,9	3	8,1	11
Supérieurs à 100	12	16,4	13	35,1	25
Inapplicable	29	39,7	4	10,8	33
Pas de réponse	1	1,5	9	24,3	10
Total	73	100,0	37	100,0	110

La plupart des établissements étudiés (60% sont entrés en fonctionnement après 1970 (1982 étant la date la plus récente) et en particulier après 1978 (40%). Ce phénomène est sans doute à lier à l'importance sans cesse croissante accordée au développement rural dans les politiques algériennes, mais ce serait aller un peu trop loin que d'associer ce fait au seul lancement du Plan national d'électrification (PNE).

Il ne faudrait pas croire, d'après nos données, que les établissements non-électrifiés sont nécessairement plus petits ou moins rentables que ceux électrifiés ; ce sont tantôt de petites boutiques, tantôt de grandes exploitations agricoles, quelques fois des unités industrielles ou des dispensaires. Dans les villages non-électrifiés la raison de la non consommation d'électricité est évidente. Dans les villages électrifiés la non utilisation d'électricité semble essentiellement due à des lenteurs administratives. Les considérations d'ordre financier ne semblaient pas tellement entrer en ligne de compte sauf dans les cas d'exploitations agricoles éloignées du village.

Tous les établissements non-électrifiés utiliseraient volontiers l'électricité s'ils avaient accès au réseau. Plusieurs raisons ont été avancées en faveur de l'utilisation de l'électricité, notamment que l'électricité leur ferait gagner du temps et leur permettrait d'épargner de l'argent. Les responsables de cinq établissements sur les 27 sans électricité des villages électrifiés ont déclaré qu'ils souhaiteraient utiliser de nouvelles machines, en raison peut-être de la forte demande concurrentielle des usagers des services d'électricité ; les pompes à eau, le matériel de soudure, les machines de meunerie et le matériel de conservation par le froid ont été mentionnés à ce titre.

5.2 Etablissements électrifiés

Le Tableau 5.2 indique que tous les 73 établissements électrifiés utilisaient l'électricité pour l'éclairage et que 80% de ceux-ci l'utilisaient essentiellement à cette fin. La réfrigération occupait le deuxième rang des utilisations de l'électricité ; 47% des établissements utilisaient l'électricité à cette fin et 11% des établissements consommaient de l'électricité à cette fin surtout. Les magasins vendant de la viande et des produits laitiers entraient dans cette catégorie. Près de 20% des établissements utilisent l'électricité pour faire fonctionner des machines telles que le matériel de soudure, des scies électriques etc.

Tableau 5.2: Utilisation de l'électricité

Utilisation	Principale utilisation		Autre utilisation		Total	
	Nbre d'éts. (N=73)	%	Nbre d'éts. (N=73)	%	Nbre (*) d'éts. (N=73)	%
Eclairage	58	79,5	15	20,5	73	100,0
Réfrigération	8	11,0	26	35,6	34	46,6
Chauffage	1	1,4	3	4,1	4	5,5
Pompes	1	1,4	2	2,7	3	4,1
Machines	5	6,8	9	12,3	14	19,2
Autres	-	-	10	13,7	10	13,7
Total	73	100,0				

(*) Certaines personnes interrogées ont donné plus d'une réponse

Trois établissements seulement utilisaient une pompe électrique à des fins d'irrigation, ce qui confirme que les exploitations agricoles font un usage plutôt limité de l'électricité à des fins de production. Ceci est peut-être dû au fait qu'ils n'irriguent pas leurs terres ou qu'ils utilisent pour ce faire d'autres sources d'énergie. L'étude de la SONELGAZ que nous avons déjà mentionnée¹ a fait ressortir que dans les zones électrifiées, seules 40% des pompes utilisées étaient des pompes électriques.

1 SONELGAZ, "Projet électrification", op.cit..

La majorité des personnes interrogées n'ont pas su dire quelle était leur consommation en kwh et il s'est avéré d'une manière générale inutile de leur demander les consommations figurant sur leur note d'électricité la plus récente. Toutefois la plupart d'entre elles ont pu dire avec précision le montant de leur facture d'électricité. Etant donné que les tarifs varient en fonction des niveaux de consommation et de l'utilisation diurne ou nocturne il n'est pas facile de traduire les dépenses en unités de consommation, mais nous avons néanmoins essayé de le faire en prenant un prix moyen de 0,3125 DA/kwh

Tableau 5.3: Consommation mensuelle d'électricité des établissements-échantillons

Consommation mensuelle		Etablissements	
DA	kwh	Nbre	Pourcentage
Inférieure à 12,50	Inférieure à 40	9	12,3
12,50 - 25,00	40 - 80	16	21,9
25,00 - 50,00	80 - 160	9	12,3
50,00 - 75,00	160 - 240	5	6,8
75,00 - 100,00	240 - 320	4	5,5
100,00 - 150,00	320 - 480	4	5,5
150,00 - 250,00	480 - 800	4	5,5
Supérieure à 250,00	Supérieure à 800	9	12,3
Pas de réponse	-	13	17,8
Total		73	100,0

Au moins un tiers des établissements paient, semble-t-il, moins de 25 dinars par mois, ce qui correspond à une consommation de moins de 80 kwh/mois. La moitié de tous les établissements enquêtés paie moins de 50 dinars (160 kwh/mois). Ces niveaux de consommation reflètent naturellement la taille relativement petite des établissements et le fait que la majorité d'entre eux utilisent l'électricité essentiellement pour l'éclairage.

Une analyse plus approfondie révèle que les établissements fondés avant 1977 consomment en moyenne plus d'électricité que ceux de création plus récente. La supposition selon laquelle la consommation d'électricité pourrait augmenter au fil des ans nous a été plus ou moins confirmée par les enquêtés. Sur les 61 établissements auprès desquels nous avons pu recueillir une réponse à notre question, 24 (40%) ont déclaré que leur niveau de consommation augmentait d'année en année et 4 seulement ont signalé une baisse. Ainsi, la consommation de plus de la moitié des établissements reste apparemment stable au fil des ans. La pénurie de matériel électrique sur les marchés locaux pourrait en partie expliquer ce phénomène.

Le prix de l'électricité ne semble pas être un obstacle. Près de la moitié des personnes qui ont donné leur opinion sur le prix de l'électricité trouvaient qu'elle était bon marché voire très bon marché et très peu d'enquêtés jugeaient que l'électricité est chère (tableau 5.4).

Tableau 5.4: Opinion sur le prix de l'électricité

Opinion	Etablissements	
	Nombre	Pourcentage
- Très bon marché	11	15,0
- Bon marché	18	24,7
- Prix correct	31	42,3
- Cher	2	2,7
- Très cher	2	2,7
- Pas de réponse	9	12,6
Total	73	100,0

Selon toute probabilité, les grands établissements qui font des recettes annuelles importantes ont une facture d'électricité plus élevée que celle d'établissements de plus petite taille, mais la corrélation est loin d'être parfaite. Sur les 43 établissements "rentables", six ont réalisé des recettes inférieures à 25.000 dinars par an et tous les six dépensaient moins de 25 dinars par mois pour l'électricité. Onze sur les dix-sept de la fourchette des 25 à 50.000 dinars ont également dépensé moins de 25 dinars par mois. Sur les 12 établissements dont le chiffre d'affaires était supérieur à 100.000 dinars par an, six avaient une facture mensuelle d'électricité de plus de 250 dinars (deux enquêtés de ce groupe ne savaient pas).

Nombre d'établissements électrifiés sont satisfaits de l'électricité et des prestations de la société de distribution ; seul deux patrons d'établissements étaient mécontents du fait des coupures d'électricité fréquentes qu'ils subissent (Tableau 5.5).

Tableau 5.5: Les établissements sont-ils satisfaits de l'électrification et de la qualité du service?

Degré de satisfaction	Etablissements	
	Nombre	Pourcentage
- Très satisfaits	37	50,7
- Moyennement satisfaits	28	38,4
- Mécontents	2	2,7
- Pas de réponse	6	8,2
Total	73	100,0

5.3 Utilisation des autres sources d'énergie

Presque tous les établissements, électrifiés ou non, utilisent d'autres sources d'énergie que l'électricité en particulier le gaz et le diesel, surtout pour la cuisson des aliments et le chauffage. Le gaz, abondant et bon marché est distribué par le biais d'un réseau relativement dense, et en bouteille. Il est utilisé dans 41% des établissements électrifiés et dans 46% des établissements non-électrifiés. Les animaux constituent une source d'énergie importante dans les établissements non-électrifiés. Néanmoins, les chevaux et les mules généralement utilisés pour le labour et la traction ne peuvent remplacer l'électricité ; ils sont par conséquent également utilisés dans les établissements électrifiés, en fonction de la nature de l'entreprise. Les sources d'énergie de substitution à l'électricité ne sont utilisées que dans un petit nombre d'établissements non-électrifiés ; en fait de nombreux établissements ne fonctionnent que de jour (Tableaux 5.6 et 5.7).

Tableau 5.6: Sources d'énergie autres que l'électricité utilisées dans les établissements électrifiés et non-électrifiés.

Source d'énergie	Etablissements électrifiés		Etablissements non-électrifiés	
	Nombre	%(N= 37)	Nombre	% (N= 37)
Gaz	30	41,1	17	45,9
Gasoil	25	34,2	12	32,4
Animaux	7	9,6	14	37,8
Pétrole lampant	-	3	8,1	
Bois	3	4,1	2	5,4
Autres (essentiellement du mazout)	5	6,8	8	21,6
Aucun	10	13,7	1	2,7

Note: Certains établissements utilisent au minimum une source d'énergie de substitution.

Les dépenses engagées mensuellement pour les sources d'énergie de remplacement par les établissements électrifiés et non-électrifiés sont résumées au tableau 5.8. Il en ressort qu'un établissement moyen non-électrifié dépense davantage pour les autres sources d'énergie que les établissements électrifiés : 60% des établissements enquêtés non-électrifiés contre 40% des établissements électrifiés dépensent plus de 250 dinars par mois. Si l'on y ajoute la facture d'électricité des établissements électrifiés (cf. tableau 5.3) l'on se rend compte que ces établissements dépensent en règle générale davantage pour toutes les sources d'énergie combinées que les établissements non-électrifiés.

Tableau 5.7: Usage réservé aux sources d'énergie de substitution dans les établissements électrifiés et non-électrifiés.

Usage	Etablissements électrifiés		Etablissements non-électrifiés	
	Nombre	%(N=73)	Nombre	%(N=37)
Cuisine/chauffage	37	50,7	25	67,6
Eclairage	-		5	13,5
Appareils	2	2,7	1	2,7
Pompes à irrigation	1	1,4	2	5,4
Tracteurs/ véhicules à moteurs	4	5,4	3	8,1
Instruments, charrettes à traction animale	7	9,6	14	37,8

Note: Certains établissements utilisent des sources d'énergie de remplacement pour plusieurs usages.

Tableau 5.8: Dépenses mensuelles engagées par les établissements électrifiés et non-électrifiés pour les sources d'énergie autres que l'électricité.

Dépense	Etablissements électrifiés			Etablissements non-électrifiés		
	Nbre	%	%(*)	Nbre	%	%(*)
Inapplicable(**)	16	21,9	34,4	2	5,4	7,7
Moins de 50	6	8,2	11,8	4	10,8	15,4
50 - 150	7	9,6	13,7	4	10,8	15,4
150 - 250	2	2,7	3,9	1	2,7	3,8
250 - 500	9	12,3	17,6	7	18,9	26,9
Plus de 500	11	15,0	21,6	8	21,6	30,8
Sans réponse(***)	22	30,3	-	11	29,7	-
Total	73	100,0	100,0	37	100,0	100,0

(*) Correction en raison de l'absence de réponse.

(**) Y compris ceux qui ne dépensent rien parce qu'ils n'utilisent pas de sources d'énergie de substitution ; par ailleurs, les dépenses engagées pour l'énergie animale (ex: fourrage supplémentaire) n'ont pas été prises en compte ; l'on peut également y ajouter l'énergie gratuite par exemple le bois.

(***) De nombreux enquêtés n'ont pas su nous répondre malgré toute leur bonne volonté.

5.4 Impact de l'électricité

Il n'est certainement pas facile de dissocier l'impact de l'électricité de celui des autres sources d'énergie sur la marche des établissements. A la question de savoir si leur établissement aurait pu commencer à fonctionner sans électricité, la plupart des enquêtés ne savaient trop que répondre. Pour certains qui remplissaient par exemple des fonctions de chefs de services

publics, cette question ne voulait pas dire grand chose étant donné qu'ils n'étaient pas intervenus dans la décision qui avait présidé à la création de leur école ou de leur clinique ; en tout état de cause, l'accès au réseau semblerait un facteur vraiment marginal dans ces décisions.

Près de la moitié des établissements composant notre échantillon sont entrés en service après l'électrification du village, ce qui pourrait être un indice de "l'attrait" de l'électricité. L'on ne saurait toutefois prétendre que ces établissements, essentiellement des échoppes, n'auraient pu être créés sans l'électrification rurale. Par ailleurs, les 14 villages socialistes de notre échantillon de 30, n'ont jamais existé sans électricité.

Nous avons donc interrogé les patrons d'établissements sur les changements intervenus après l'électrification au niveau des différents facteurs de production et de la production finale ; leurs réponses figurent au tableau 5.9. Il est particulièrement intéressant de noter que nombre des enquêtés étaient convaincus que toutes les questions relatives aux changements ou une partie d'entre elles ne s'appliquaient pas à leur cas. Les établissements à but non lucratif ne font évidemment pas de profits et ne vendent pas non plus ; en outre les heures de travail pour les établissements publics sont les mêmes. Dans d'autres cas, les enquêtés ne pouvaient voir le rapport entre leur utilisation de l'électricité et les changements intervenant par exemple au niveau des besoins en personnel qualifié, du nombre des accidents ou du nombre de travailleurs qu'ils emploient.

Ceci dit, l'on constate que l'électrification a eu un impact sur les heures de travail dans environ la moitié des établissements qui ont répondu à cette question. La possibilité de travailler après la tombée de la nuit s'applique particulièrement aux régions méridionales et sahariennes du pays où la chaleur oblige de nombreux établissements à rester fermés une partie de la journée. Par exemple, il fallait souvent interrompre les travaux sur les chantiers de construction en raison de la canicule. Grâce à l'électrification il est désormais possible de travailler la nuit à la lumière de projecteurs. Ainsi le travail s'est nettement amélioré en terme de volume et de qualité.

L'électrification a en outre eu une incidence sur le nombre de machines utilisées dans les établissements. Si les niveaux de production et de profits sont restés relativement stables, c'est peut-être dû au fait que des services publics tels que les hôpitaux, utilisent aussi des machines. L'on ne peut pas affirmer que l'électrification a eu un impact positif sur l'emploi, mais il est intéressant de noter le nombre d'enquêtés qui ont déclaré que leurs effectifs s'étaient quelque peu accrus. Tout bien considéré, il semblerait que l'électricité ait contribué à réduire le nombre d'accidents, ce qui confirmerait l'opinion générale selon laquelle l'électricité est une source d'énergie sûre.

Tableau 5.9: Impact de l'électrification sur le fonctionnement des établissements échantillons

	Beau- coup plus	Un peu plus	A peu près le même	Un peu moins	Beau- coup moins	Non- appli- cable	Sans réponse	Total
Nbre de machines	13 (17,8%)	11 (15,1%)	10 (13,7%)	2 -	28 (2,7%)	9 (38,4%)	73 (12,3%)	
Nbre d'employés	2 (2,7%)	11 (15,1%)	16 (21,9%)	1 (1,4%)	2 (2,7%)	32 (43,8%)	9 (12,3%)	73
Nbre d'heures de travail	15 (20,5%)	15 (20,5%)	11 (15,1%)	4 (5,5%)	1 (1,4%)	18 (24,7%)	9 (12,3%)	73
Production finale/ventes	10 (13,7%)	5 (6,8%)	9 (12,3%)	1 (1,4%)	1 (1,4%)	38 (52,1%)	9 (12,3%)	73
Profits	4 (5,5%)	8 (10,9%)	9 (12,3%)	2 (2,7%)	1 (1,4%)	40 (54,8%)	9 (12,3%)	73
Nbre d'accidents	2 (2,7%)	1 (1,4%)	12 (16,4%)	1 (1,4%)	10 (13,7%)	38 (52,1%)	9 (12,3%)	73
Besoins en personnel qualifié	8 (10,9%)	5 (6,8%)	7 (9,6%)	-	-	44 (60,3%)	9 (12,3%)	73

Résumé des Résultats et Remarques Finales

L'Algérie a fait des progrès remarquables en matière d'électrification rurale au cours des récentes années par suite d'une politique délibérée du Gouvernement qui s'est cristallisée dans le Plan d'électrification nationale, visant à faire profiter tous les habitants, même des zones rurales éloignées, des avantages de l'électricité. En raison des recettes pétrolières importantes en particulier dans les années 1970, il a été possible de réaliser de gros investissements. Le réseau électrique de l'Algérie couvre maintenant une grande partie du pays, mais le taux d'électrification rurale varie d'une région à l'autre.

L'électrification rurale est perçue comme un moyen de réaliser les objectifs politiques, sociaux et économiques et de résoudre certains des problèmes qui se posent aux populations rurales et qui les amènent souvent à migrer vers des centres urbains déjà fortement peuplés. Le Gouvernement insiste délibérément sur les objectifs sociaux, cherchant à améliorer la qualité

de la vie en milieu rural et à faire preuve d'une plus grande équité entre les zones urbaines et rurales. Des objectifs tels que l'accroissement de la production en milieu rural grâce à l'électrification semblent venir en seconde position.

Etant donné que le coût réel de l'électrification rurale reste hors de portée de la majorité des populations rurales, celle-ci est encore fortement subventionnée par l'Etat ; l'électricité figure donc, au même titre que les denrées alimentaires, l'eau potable, les soins de santé et l'éducation, parmi les nécessités de la vie.

Le gaz, largement introduit en milieu rural parallèlement à l'électricité est distribué en bouteilles et par un réseau de distribution dense. Cette mesure semble avoir contribué à réduire l'utilisation de sources d'énergie non commerciales comme le bois de chauffage ramassé et, est considérée importante pour la protection des forêts contre une rapide dégradation.

L'électrification en Algérie rentre souvent dans le cadre d'autres efforts de développement rural tels que les projets d'habitat, d'assainissement, d'eau potable, de routes et autres types d'infrastructures. L'exemple le plus patent d'une approche globale est la construction de nouveaux villages entièrement équipés de tout le confort de la vie moderne et que l'on appelle communément les Villages socialistes. Dans ces circonstances il est difficile, et c'est là un euphémisme, d'isoler l'impact socio-économique de l'électrification rurale. Pourtant, cet impact serait probablement moins important s'il n'était appuyé par d'autres efforts.

Il peut donc s'avérer difficile de déterminer l'impact de l'électrification rurale sur la production et la productivité, sur l'emploi et le revenu. Cependant, les investissements que ce projet a nécessité ont contribué assurément à créer des emplois dans le secteur de l'énergie du fait essentiellement qu'il fallait mobiliser une main-d'oeuvre plutôt nombreuse pour l'exécution du Plan d'Electrification Nationale. Deuxièmement ils ont contribué à créer des emplois et des revenus dans les industries de production de poteaux, de fils métalliques et de câbles, de transformateurs, d'appareillage de commutation et d'isolateurs ainsi que d'appareils électriques et autres matériels qui sont progressivement fabriqués sur place pour remplacer les importations.

Les taux de branchement sont élevés dans tous les villages algériens électrifiés. Le nombre total d'établissements ruraux tels que les exploitations agricoles, les industries, les unités commerciales et les services publics, étant cependant relativement limité, l'on comprend que leur part dans la consommation d'électricité le soit aussi. Les ménages représentent, et de loin, la plus grande proportion de consommateurs d'électricité, et c'est donc à leur niveau que l'impact de l'électrification devrait être le plus évident.

Dans les villages, les gens apprécient généralement l'éclairage des rues car ils se sentent plus en sécurité lorsqu'ils se promènent, surtout en hiver où la nuit tombe de bonne heure; naturellement, les commerçants espèrent tirer profit du prolongement des heures d'ouverture; la vie sociale est plus active compte tenu des rencontres plus fréquentes; et l'électricité permet en outre de nouvelles distractions. Toutefois il n'y a guère de preuves que l'électrification ait contribué à ralentir l'exode rural. D'autres facteurs "push et pull" (pour et contre) interviennent certainement dans ce phénomène, notamment l'accès à la scolarité et à l'emploi pour les jeunes.

Une étude comparative des villages traditionnels et socialistes n'a pas fait ressortir de différences majeures au niveau de l'impact de l'électrification. Les villageois de ces deux types de communautés se réjouissent les uns et les autres d'avoir accès au réseau électrique, mais l'usage de l'électricité à des fins de production est généralement limité; le fait qu'il faudra du temps aux gens qui se sont établis dans les villages socialistes nouvellement créés pour adapter leurs habitudes et leurs attitudes aux nouvelles opportunités peut en être l'explication. En d'autres termes, il ne faudrait pas s'attendre à ce que les projets de développement rural d'ensemble produisent un effet immédiat.

Les ménages semblent disposés à payer cher leur branchement au réseau c'est-à-dire en fonction de leurs revenus mensuels et non du coût réel du branchement. C'est peut-être parce que la plupart des ménages trouvent que l'électricité est bon marché; le fait qu'une grande majorité des ménages soient très satisfaits de l'électrification et des prestations de la SONELGAZ prouve qu'ils sont convaincus d'en avoir pour leur argent.

L'électricité n'a pas complètement écarté les autres sources d'énergie. La cuisine se fait presque exclusivement au gaz dans les ménages ayant l'électricité et dans les autres. Le gaz, source d'énergie abondante, pratique et bon marché peut valablement concurrencer l'électricité. Néanmoins, pour ce qui concerne l'éclairage, les usagers du réseau électrique ont abandonné le pétrole lampant et les bougies qu'utilisent encore les ménages dépourvus d'électricité.

La plupart des ménages dotés de l'électricité dépendent à peu de chose près autant pour l'électricité que pour les autres sources d'énergie. Plus le revenu est élevé plus la consommation électrique est grande, bien qu'elle ne soit pas directement proportionnelle. Nous pouvons conclure en outre d'après les données que nous avons que les ménages sans électricité dépendent davantage pour les autres sources d'énergie que les ménages ayant l'électricité ne dépendent pour l'électricité ou les sources d'énergie autres que l'électricité. Toutefois, la facture énergétique totale du ménage doté de l'électricité est supérieure à celle du ménage moyen qui en est dépourvu.

De nombreux ménages ruraux sont convaincus de la commodité, de la sécurité et du confort qu'assure l'électricité. Outre qu'ils apprécient le fait d'avoir un meilleur éclairage, ils profitent (ou goûtent simplement) des bienfaits de l'électricité qui leur permet de regarder la télévision et de conserver leurs aliments et leurs boissons au frais dans leur réfrigérateur. Le fait que de nombreuses personnes possèdent des téléviseurs et des réfrigérateurs constitue un effet socio-économique indirect de l'électrification rurale qui génère notamment des emplois et des recettes dans les industries nationales produisant ces appareils. Les autres usages de l'électricité demeurent plutôt limités même si la consommation par ménage s'accroît avec le temps. Seuls quelques ménages utilisent l'électricité à des fins de production par exemple pour la couture ou l'irrigation. En conséquence, l'effet direct de l'électrification domestique sur l'emploi ou le revenu est vraiment limité.

L'utilisation de l'électricité dans les établissements ne vise pas nécessairement ou uniquement des objectifs de production et l'impact de l'électrification est donc modeste. Nous n'avons de toute manière pas pu discerner un effet important sur la production et la productivité ou sur l'emploi et les revenus.

A quelques exceptions près, l'électricité est essentiellement utilisée pour l'éclairage même dans les établissements qui de par leur nature pourraient en faire un autre usage. La réfrigération est également un objectif commun de l'utilisation de l'électricité notamment dans les boutiques. Trois établissements seulement sur les 73 électrifiés de notre échantillon utilisaient un système de pompage électrique pour l'irrigation et 14 (moins de 20%) utilisaient l'électricité pour actionner d'autres machines tels que des appareils de soudage et des scies. Les niveaux de consommation sont relativement bas; 50% des établissements dépensaient moins de 100 dinars par mois ce qui correspond à environ 300 kwh.

Le prix de l'électricité ne semble pas constituer un obstacle à l'accroissement de la consommation. En effet, moins de 6% des établissements ont trouvé que l'électricité revenait chère. Le gaz étant lui aussi bon marché, plus de 40% des établissements électrifiés l'utilisent.

L'usage limité de l'électricité à certaines fins seulement s'explique en partie par la petite taille des établissements des zones rurales. Environ 50% des établissements constituant notre échantillon employaient au plus cinq personnes. Le peu d'appareils électriques en vente et leur coût relativement élevé ont également contribué à freiner le rythme de croissance de la consommation d'électricité. Les politiques actuelles visant à surmonter ces problèmes permettront certainement d'accroître les recettes de l'électricité. En tout état de cause, il reste beaucoup à faire pour faire prendre conscience aux établissements ruraux des avantages qu'ils peuvent tirer d'une plus grande utilisation de l'électricité à des fins de production.

Nous pouvons affirmer, en conclusion, que l'électrification des zones rurales a profondément changé la vie des populations concernées. Elle leur a facilité l'existence en leur apportant davantage de confort à un prix abordable pour la majorité. Une grande partie des ménages des villages électrifiés est reliée au réseau et la consommation, certes modeste, s'accroît progressivement. Les populations des zones rurales considèrent et apprécient, à juste titre, l'électricité comme un des fruits de l'indépendance.

Il semble néanmoins qu'il y ait des possibilités d'améliorer les résultats de cet effort remarquable. Il conviendrait avant tout de contrôler d'une façon plus minutieuse et systématique le rapport entre les différents coûts et profits. Outre l'examen appréciatif du projet, des évaluations factuelles régulières pourraient permettre de trouver des formules pour réduire les coûts et accroître les recettes. Pour que les gros investissements portent plus de fruits, les mesures d'accroissement de la charge devraient viser particulièrement les exploitations agricoles et les industries rurales afin d'augmenter le rendement économique de l'électrification rurale. Il y a peu de profits à attendre de la promotion de la consommation d'électricité en soi; et des mesures en faveur de la conservation de l'énergie ne sont pas nécessairement en contradiction avec les objectifs sous-jacents à l'électrification rurale.

A n n e x e

Méthodologie de l'Enquête

Problèmes et obstacles

Notre étude s'appuie en grande partie sur des travaux sur le terrain qui ont exigé de notre part de gros efforts. Les enquêtes sur les ménages et les établissements ruraux ne sont pas très courantes en Algérie et aucune enquête n'avait encore été menée jusque-là sur l'impact de l'électrification rurale. Par ailleurs, vu les ressources limitées dont nous disposons, nous sommes vus obligés de restreindre le champ de notre enquête sous plusieurs rapports par exemple la taille de notre échantillon et la couverture géographique. Le transport a constitué un problème notamment en zone saharienne où la distance séparant un village de l'autre peut facilement atteindre 300 km.

Il nous a souvent été difficile, voire parfois impossible de recueillir des informations soit parce que ces informations n'étaient pas disponibles, soit parce que les enquêtés avaient des raisons de ne pas répondre. En fait les personnes auxquelles nous nous sommes adressées n'avaient guère l'habitude des interviews et se montraient quelques fois réticentes à collaborer. Nous avons choisi nos enquêteurs parmi des universitaires, chercheurs et étudiants

originaires des régions à enquêter ; ils avaient déjà pour la plupart mené des enquêtes sur le terrain en milieu rural. Il s'est avéré parfois difficile pour les enquêteurs de sexe masculin d'entrer dans les maisons, par exemple lorsque le chef de famille (homme) était au travail pendant la journée; il leur fallait revenir le soir ou en fin de semaine (nous avons également fait appel à des enquêteuses qui n'ont pas rencontré cette difficulté). Les enquêteurs ont eu particulièrement du mal à obtenir des réponses aux questions relatives aux revenus et aux recettes, à tel point que nous avons dû faire la part des altérations des faits sur ce point. Dans certains cas, en particulier au cours de l'enquête sur les établissements, les informations n'étaient pas données sous la forme demandée. Les enquêteurs devaient donc examiner minutieusement les documents et les compiler.

En dépit de ces problèmes, notre échantillon était assez représentatif et le taux de réponse raisonnablement élevé; nous croyons que les réponses obtenues étaient d'assez bonne qualité pour être analysées et présentées. Naturellement, nous aurions aimé enquêter sur un plus grand nombre de ménages et d'établissements et en savoir davantage sur certains aspects du sujet. Cependant ceci ne nous ayant pas été possible, nous espérons que de futures enquêtes de ce type nous en apprendront plus sur l'impact de l'électrification rurale en Algérie.

L'échantillon

Nous avons choisi pour notre enquête 36 villages dans cinq des 31 willayates (arrondissements) d'Algérie. Compte tenu de certains problèmes, nous avons dû choisir ces cinq willayates qui sont toutefois représentatifs des principales régions géographiques et écologiques d'Algérie dans l'Ouest du pays.

Deux des willayates de notre échantillon, Tlemcen et Mascara sont situés dans la région nord du pays, également appelée "Atlas Tellien" et se caractérisent par des températures supportables en été, des terres fertiles, la prédominance de l'agriculture et une concentration d'industries dans les "pôles" industriels et les centres urbains. L'un des willayates, Tiaret, est situé dans la zone centrale des "Hauts Plateaux", où la terre est moins fertile et les activités agricoles moins intenses. L'élevage est l'activité économique prédominante. Les industries peu nombreuses, se multiplient néanmoins rapidement. Les deux derniers willayates Bechar et Adrar, sont situés au sud, dans la zone désertique. L'agriculture et l'élevage y sont naturellement limités et se concentrent dans les oasis appelées "ksours"; les activités industrielles sont presque inexistantes.

Par souci d'équilibre, nous avons décidé de choisir la moitié des villages de notre échantillon dans le nord où vit la majorité de la population. Notre échantillon était en outre stratifié de manière à nous permettre de faire certaines comparaisons notamment entre les villages traditionnels et socialistes, entre les villages électrifiés avant et après 1977, et entre les villages traditionnels reliés ou non au réseau électrique (les villages socialistes l'étant automatiquement). La répartition des villages de notre échantillon fait l'objet du tableau A.1

Tableau A.1:

Willayate	Zone	Villages traditionnels non-électrif.		Villages socialistes électrifiés		Total
		Total	Avant 1977	Depuis 1977	Avant 1977	
Tlemcen	Nord	1	2	2	2	9
Mascara	Nord	2	3	2	1	9
Tiaret	Centre	2	2	1	2	9
Bechar	Sud	1	1	1	1	5
Adrar	Sud	-	1	1	1	4
Total		6	9	7	7	36

Nous avons aussi tenu compte dans le choix des villages des variations dans la taille de la population, de la distance jusqu'à la ville la plus proche, de l'activité économique prédominante et du site géographique (plaines, collines, montagnes, oasis, cf. Tableau 4.1 du Chapitre 4).

Outre les interviews demandées aux chefs de familles et d'établissements, nous avons un questionnaire pour les villages, auquel ont répondu certains notables, des conseils municipaux, des services locaux de planification, et des agences locales de la SONELGAZ.

Nous avons choisi au hasard 360 ménages, 10 par village. Il y avait ainsi 300 ménages dans des villages électrifiés, dont 18 n'utilisaient cependant pas l'électricité. La majorité des 282 ménages utilisant l'électricité étaient reliés au réseau mais un petit nombre de ménages étaient "branchés" sur leurs voisins, tandis que d'autres utilisaient à plein régime, à raison de quelques heures la nuit, des batteries de camions ou de tracteurs pour leur éclairage.

Cet échantillon comportait 78 ménages qui n'utilisaient pas l'électricité, aucun ménage des villages non-électrifiés n'en utilisant.

En sélectionnant les établissements, nous avons privilégié les établissements productifs tels que les exploitations agricoles et les industries rurales. Toutefois, dans la pratique il s'est avéré qu'il n'y avait pas toujours dans une localité donnée un grand choix d'exploitations ou d'industries, en particulier dans les villages non-électrifiés. Nous n'avons donc pas pu concrétiser notre première idée qui était de choisir deux exploitations, deux industries et un établissement de services par village. Nous avons fini par sélectionner 110 établissements, en majorité des services (Tableau A.2).

Tableau A.2:

	Etablissements				
	Total	Exploitations agricoles	Industries rurales	Commerce	Services publics
Mascara	17	9	1	2	5
Tlemcen	21	5	2	13	1
Tiaret	32	13	1	7	11
Bechar	20	3	2	4	11
Adrar	20	4	2	3	11
Total	110	34	8	29	39

Nous avons choisi 10 établissements de villages non-électrifiés et 100 de villages électrifiés, dont 27 n'utilisaient pas l'électricité. La nature des établissements varie quelque peu selon les wilayates en fonction des différences observables dans l'activité économique prédominante. Ainsi, les exploitations agricoles sont assez nombreuses à Tiaret et Mascara, alors que dans le sud, les services publics constituent la majorité des établissements.

Summary

Energy is an essential key to the work of people anywhere. In rural areas of developing countries human and animal power are still predominant energy sources but the process of rural development more or less implies that people gradually shift to using more efficient, commercial sources of energy, in particular electricity.

The study is about the socio-economic impact of rural electrification in Algeria. It is based on a survey of households and establishments undertaken in a sample of villages to find out about the circumstances in which electricity is used or not, about levels of consumption and expenditure on electricity and alternative energy sources, and the benefits of electrification as consumers perceive them.

Algeria has made a remarkable progress in rural electrification in recent years in consequence of a deliberate policy on the part of the Government to extend the benefits of electricity to every inhabitant even in remote rural areas. Major investments in rural electrification were made possible as a result of important oil revenues particularly during the 1970s. Algeria's electricity grid now covers most of the country, but village electrification rates vary from one area to another. Considering that its real costs are beyond the means of most rural people, rural electrification remains heavily subsidized by the State; electricity is thus included among the essentials for decent living such as food, drinking water, health care and schooling.

Together with electricity, gas has been heavily introduced in rural areas through a dense distribution grid and in bottles. This appears to have contributed to reducing the use of non-commercial sources of energy such as collected firewood which is considered important in view of protecting the forests from rapid degradation.

Electrification in Algeria is often part of other rural development efforts such as schemes for housing, sanitation, drinking water, roads and other type of infrastructure. The ultimate example of a comprehensive approach is found in the building of entirely new villages fully equipped with all the amenities of modern living and better known as the Socialist Village. In such circumstances it is difficult, to say the least, to isolate the socio-economic impact of rural electrification. On the other hand, impact would probably be less significant in the absence of other efforts.

The introduction of electricity in rural areas has made a significant difference to the people there. It has made life easier and more comfortable at a price which most can afford. A large proportion of households in electrified villages are connected and consumption, while still modest, is gradually increasing. People in rural areas are right to consider and enjoy electricity as one of the fruits of independence.

Agro-Industrial Tobacco Production and Farmers in Igboho, Oyo-North Division, Oyo State, Nigeria

Ademola Babalola*

Theoretical Framework

The paper attempts to analyse the social organization of agro-industrial tobacco production sponsored by the Nigeria Tobacco Company (NTC) in the Oyo-North division as it affects the Socio-economic lives of farmers in Igboho. A number of studies have addressed themselves to the issue of tobacco farming.

Earlier, Kranendonk (1968) reveals the rural changes brought about by the introduction of commercial tobacco farming under the auspices of the Nigerian Tobacco Company into the Oyo-North division. Akiwowo and Basu (1969) also address themselves to the adoption of new farming ideas and practices by farmers in the Oyo-North division following the introduction of commercial tobacco farming into the area. In these studies and others, see also the work of Kolawole (1975), no attention was given to the way in which the social organization of flue-cured tobacco production affects the lives of the farmers. To a large extent however, the social organizations of agricultural systems determine how changes in the technologies of production and the adoption of new farming practices affect the lives of farmers and the social structures of their communities. The objective of this paper therefore, is to analyse the social organization of flue-cured tobacco production as it affects the lives of the tobacco producers.

Place of Study and Sampling procedure

The place of study is Igboho community. The choice of Igboho as the place of study was influenced by its temporal and financial feasibility of the location. Virtually all the communities in the Oyo-North division grow flue-cured tobacco under the auspices of the Nigerian Tobacco Company. However, because of the poor state of the roads in the Oyo-North division and the financial resources available to, it was not possible to cover all the tobacco producing communities in the division. Nonetheless, because the

* Lecturer, Department of Sociology/Anthropology Obafemi Awolowo University Ile-Ife.

social and administrative organization of flue-cured tobacco production in these communities are basically the same and because the socio-economic structure of these communities are also similar, it was felt, that a survey adequately carried out in a selected community can be generalised for all the others.

In addition, my being from Igboho made it more convenient to conduct the survey in the community. Moreover, over the years, Igboho has grown to be one of the important flue-cured tobacco producing communities in the Oyo-North division. See Table I Below for tobacco production in Igboho vis-a-vis the rest of the Oyo-North division between 1977 and 1981.

Selection of Sample

The study was conducted between March 1982 and July 1983. Prior to the investigation, the tobacco farmers had been organized by NTC into twenty barn-sitres with the population of the tobacco farmers in each of the barn-sites ranging from between one tobacco farmer family unit to twenty-one tobacco farmer family units. The total number of the tobacco farmer family units was one hundred and forty.

The purposive accidental random sample method was employed to get the sample of tobacco farmers studied. The purposive accidental sampling technique was the convenient and economical method through which the farmers could be reached for the survey. The labour-intensive and time-demanding nature of the flue-cured tobacco production process would not allow for easy access to the farmers on the farms and at the barn-sites. Bad market situations for some of the farmers also made some farmers to be unfavourably disposed to the survey even at the leaf-buying centre. Nonetheless, the sample of farmers for the survey was conducted at the leaf-buying centre during tobacco buying sessions. It was possible and easier to get some of the farmers who were waiting for their turn to sell bales of cured tobacco leaves to the Nigerian Tobacco Company. In all fifty tobacco farmers constituted the sample studied.

The primary technique of data collection was by means of interviews held with the tobacco farmers and officials of both the NTC and the flue-cured Tobacco farmers Association in the community. Structured interviews by means of questionnaires drawn in Yoruba language were held with the tobacco farmers. The questionnaires were designed to tap information on the socio-economic and demographic characteristics of the farmers prior to and after the introduction of commercial tobacco farming into the community. Unstructured interviews were held with officials of the NTC and those of the flue-cured tobacco farmers association in the town. These interviews sought information on the history, problems and prospects of flue-cured tobacco production in the community; the flue-cured tobacco production process and the social organization of production in the community.

The present author grew up in Igboho and for some years worked as a farm hand in the production of flue-cured tobacco. This experience, coupled with the visits and discussions held with the tobacco farmers at their barn-sites and farms during the period of the field work, provided intimate understanding of the activities of the farmers and their farm hands.

The Pre-existing Socio-Economic Structure of Igboho

Igboho is one of the Yoruba communities lying within the Guinea-Savannah grassland of the Oyo-North division in Oyo State, Nigeria. By the 1963 census figures in Nigeria, Igboho had a population of over 50,000. Today, the community is one of the fast growing agrarian communities in the Oyo-North division.

The socio-economic structure of Igboho community is similar to that of other agnate Yoruba societies in the Savannah area of Yoruba land. Prior to the introduction of commercial tobacco farming into the community in the 1950s, foodcrop farming was the dominant economic activity. The domestic family units served as the main source of agricultural labour on the farms. Land was communally owned and it was held in trust for the people by senior and sub-quarter chiefs. Simple tools such as hoes and cutlasses were used on the farms. Task allocation to members of the households on the farms was based on age and sex. Men and their grown-up male children performed the heavy task of bush clearing, making of ridges and weeding of the farms. Women and their daughters assisted in the planting and harvesting of foodcrops. They also processed and organized the sale of farm products.

Men earned the major income realised from the sale of farm products. They used the income so realised to purchase farm tools and to fulfil some of their domestic socio-economic responsibilities and to acquire assets such as independent dwelling houses, wives, motor-cycles and buses, that would enhance their socio-economic well-being. However, because there was a limited sphere for the circulation of agricultural products in the community (virtually all the farmers grew the same type of foodcrops to meet their subsistence needs) the farmers earned limited income from the produce of their foodcrop farms to fulfil their domestic socio-economic responsibilities and to acquire assets that would enhance their socio-economic well-being.

The poor economy of the community at the time, led to the increasing marginalization of a large proportion of the adult farming population. These marginalized sectors of the population increasingly left the town to seek their fortunes in neighbouring West African Countries such as Ghana, Cote-d'Ivoire and Niger Republic. Some of them settled in cash crop growing communities in Ife and Ijebu divisions of Yorubaland. The introduction of commercial flue-cured tobacco production into the community under the auspices of the Nigerian Tobacco Company was therefore a significant development.

The Nigerian Tobacco Company and Commercial Tobacco Production in Nigeria

Agro-industrial tobacco production was introduced into Nigeria by the British-American tobacco company in the early 1930s, because of the desire to develop a potentially large demand for the products of the company (Kilby 1969). The company in 1933 established a pilot cigarette factory at Oshogo and about the same time invited American tobacco specialists to survey the former Western region for potential tobacco production of both flue-cured and air-cured tobacco (Akiwowo and Basu 1969). The area between Iseyin and Saki in the Oyo-North division of the former Western Nigeria was selected for flue-cured tobacco production (Kranendonk 1983). The company built its first flue-cured tobacco curing barns along with the requisite handling sheds in Okaka and Ago-Are in 1940 when it became necessary to blend locally produced cigarettes and cure locally produced tobacco leaves to improve their quality. While the company initially undertook the curing of the tobacco leaves by itself, peasant farmers (uncontracted) were left to grow, harvest and sell uncured tobacco leaves to the company.

In 1959, the British-American tobacco company incorporated as the Nigerian tobacco company (NTC) recognized that it was in the country to manufacture cigarette and not to produce tobacco and therefore began to entrust contracted smallholder farmers of the Oyo-North area with the various aspects of flue-cured tobacco production (Kilby 1969). For this purpose, the NTC organized groups of farmers in the communities of the Oyo-North division into business groups or agricultural co-operatives called flue-cured tobacco producers association. The company also took on the responsibility of providing extension services and credit facilities to the farmers in the form of agricultural inputs and cash loans to build tobacco curing barns and to clear land for tobacco production. This formal handing over of the processes of flue-cured tobacco production and the granting of loans to the contracted smallholder farmers, marked the formal integration of the farmers into the tobacco production programme.

The farmers in Igboho first adopted commercial flue-cured tobacco production in the 1950s when the Nigerian Tobacco Company expanded the flue-cured tobacco producing area from beyond Saki in the North to just West of Abeokuta in the South (Kranendonk 1968). At the time of the introduction of commercial flue-cured tobacco production into the community, a group of farmers organised themselves and got registered as the "Binu-Konu" flue-cured tobacco producers association with the NTC. The Adoption of commercial flue-cured tobacco production by the people which was slow in the beginning, received a boost in the 1970s, when a large number of the indigenes of the community repatriated from Ghana, settled down in the community and went into flue-cured tobacco production.

Social Organization of Tobacco Production

Within the social organization of tobacco production there is a vertical concentration of the labour of the farmers in the production process. When tobacco farmers family units are about to start producing commercial flue-cured tobacco, the NTC advances capital loans to them to build curing barns. These loans which are interest free, are repayable over a ten year period. Annually, the company also provides credit facilities (the sum of which value is repayable within the crop year) to the farmers in the form of agricultural inputs such as fertilizers, insecticides and the ploughing of tobacco fields. The farmers on their part, independently handle the preparation of land on which tobacco is to be produced; the organization of labour for production and the sale of cured tobacco is left to NTC.

At the beginning of every year, the NTC in conjunction with representatives of the flue-cured tobacco farmers associations in the Oyo-North division and the Federal Government of Nigeria establish prices to be paid on grades of cured tobacco leaves. The NTC, however specifies the acres of tobacco farms to be cultivated by each farm family unit; it also provides extension services to the tobacco farmers on the farms and organize market sessions for the purchase of cured tobacco leaves from the farmers. The representatives of NTC in the community also organize for the transportation of bales of cured tobacco leaves from the leaf buying centre to the processing centres. This structure of agro-industrial tobacco production process has implications for the socio-economic lives of the farmers.

To examine the impact of agro-industrial tobacco production on the socio-economic lives of the farmers, there is the need to examine (a) the extent to which the farmers have control over their conditions of production and the products of their labour; (b) the annual earnings of the farmers from the tobacco production programme; (c) the ability of the farmers to fulfil their socio-economic obligations; (d) the ability of the farmers to acquire goods that would enhance their social standing or position in the community.

Findings and Discussions

A. Socio-Economic and Demographic Characteristics of the Tobacco Farmers

The age distribution of the tobacco farmers interviewed revealed that over fifty percent (50%) of them are 40 years old and above. Fifty-six percent of them are polygynously married at the time of the survey compared to only thirty-four percent of them who had two or more wives before they went into tobacco farming. It is believed is that increased cash earnings in tobacco farming has enabled the farmers to marry additional wives thereby enhancing their social status in the community as well as and augmenting labour on the farms.

Moreover, fifty-six percent of the farmers had lived outside Igboho community. Most of them left Igboho to settle down in neighbouring West African countries such as Ghana, Republic of Benin, Burkina Faso and Cote-d'Ivoire. Fifty-eight percent of the farmers also responded that they would have left Igboho but for the introduction of tobacco farming into the community. These findings reveal the high degree of marginalization in the community prior to the introduction of commercial tobacco farming and the amelioration of the situation with this new development.

The occupation of the tobacco farmers prior to their adoption of commercial tobacco production showed that, a larger proportion of them, fifty-two percent, were engaged in non-agricultural activities such as traders, brick-layers, tailors, shoe-makers, drivers and barbers, while forty-eight percent of them were in foodcrop farming. This finding further confirms the view that a large proportion of the tobacco farmers in the community at the time of the study constitute returnees who were undertaking above types of non-agricultural activities in places outside Igboho and who returned as a result of the 1969 "alien quit order" in Ghana. The desire to earn higher income in tobacco farming was the major motivation for the adoption of commercial tobacco production. The similarity of the technology used in foodcrop farming and flue-cured tobacco production and the fact that the cultivation of tobacco by the people did not alter the agricultural land use pattern in the community further encouraged the farmers to adopt the cultivation of flue-cured tobacco.

Virtually all the tobacco farmers engaged hired male and female labourers in the production of flue-cured tobacco. Generally, family labour is inadequate for the labour required in flue-cured tobacco production. The farmers therefore have to hire labour to complement family labour. The male labourers who were non-indigenous to the community were employed for the performance of heavy tasks such as the cutting of cords and the curing of tobacco leaves. Female labourers on the other hand who were mostly indigenous were employed for the watering of tobacco seedlings at the nursery, the growing and harvesting of tobacco leaves. As well as the sorting and stringing of tobacco leaves. While the male labourers were paid immediately after the performance of the tasks assigned to them, female labourers were paid at the end of every tobacco growing season when NTC makes payment to the farmers for the tobacco leaves sold to it.

Wage rates to the hired male labourers depend very much on the type of work assigned to them and there is some uniformity in the rates of payment to the labourers for the jobs among the farmers. Payments to the hired female labourers are graduated according to their ages, with better wages going to the older female labourers. This practice is also uniform among the farmers.

B. The Socio-Economic Condition and Status of Smallholder Tobacco Farmers.

In the analysis and discussion of the socio-economic conditions of the tobacco farmers, the relationship between the farmers and the NTC on the one hand and the relationship between members of the domestic units of production, particularly husbands and wives on the other, is crucial. It enables us to examine the extent to which the tobacco farmers and their wives could acquire resources to meet their socio-economic financial responsibilities.

The socio-economic condition of agricultural producers generally, rests on their ability to exercise control over their conditions of production and the products of their labour. The alienation and exploitation of the labour and resources of agricultural producers would therefore result from their loss of control over their conditions of production and the products of their labour, to capital (Williams 1980; Bernstein 1979). In the commercial flue-cured tobacco production programme, it is NTC that decides the quantity or acres of tobacco to be cultivated by the farmers and it largely determines the prices for different grades of cured tobacco leaves. The condition of production for the contracted smallholder peasant farmers, where their objects and conditions of production is determined by NTC, is deleterious to their socio-economic well-being (Bernstein 1979; Buch-Hansen and Kieler 1983). It precariously ties and subordinates the socio-economic condition of the peasants to the dynamics and vagaries of the market for flue-cured tobacco and the conditions of production dictated by the NTC. The participation of the Federal government in the tobacco production programme first, as a shareholder in the NTC and secondly, its representation in the determination of prices for grades of tobacco leaves further makes the precarious condition of the farmers irredeemable and reveals a conspiracy between the NTC and the Federal government to exploit the peasants.

The impact of the adoption of commercial tobacco production on the relationship between members of the domestic units of production, particularly husbands and wives is quite revealing. In the pre-existing traditional agricultural division of labour process, a relationship of mutual dependence existed between the direct producers particularly, husbands and wives (Babalola 1984, Afonja 1981, Fadipe 1970, Mullings 1976). Agro-industrial tobacco production on the other hand, has led to a complete subordination of the economic role and position of wives to those of their husbands. Within the labour process in commercial tobacco production, wives who assist their husbands do not organize the sale of tobacco leaves as is the case in food-crop farming where women organize the sale of farm produce. As a result of this, the wives of the tobacco farmers could not earn profits from the proceeds of the sales of flue-cured tobacco. The highly labour-intensive nature of commercial tobacco farming and the generally

high mobilization of the labour of women for work on their husbands farms, ensures the retention of the labour of wives in their husbands domestic units. This development limits the ability of the wives of the peasant farmers to earn incomes independently of their husbands both in/and out of the tobacco farms. Most of the wives depend on their husbands for the money with which to fulfil some of their domestic financial responsibilities. (Babalola 1984).

C. Farm Incomes

The major motivating factor in the adoption of commercial tobacco production by the farmers was the desire to earn higher cash income with which to fulfil their domestic financial responsibilities and to acquire goods that would enhance or improve their socio-economic well-being.

As shown in Table II below, the tobacco farmers have an average annual earning of about Naira 1,000 between 1977 and 1981. These earnings are higher than the average annual income for rural households in Nigeria for some years within the same period (Federal Office of Statistics 1979, 1980/81). Nonetheless, the cost of production for the peasants - particularly annual deductions that the NTC makes from their earnings for the loans advanced to them as farm inputs, and for the initial construction of tobacco curing barns; the wages that the farmers pay to hired labourers (both male and female) engaged in tobacco production and the compensation to members of their domestic units of production, particularly wives, significantly reduces the net income of the farmers thereby placing the farmers in a condition of production that can be described as one of "simple reproduction squeeze" - a situation where there is increasing cost of production/decreasing returns to labour (Bernstein 1979).

D. Tobacco Farmers and Their Socio-Economic Obligations

Important obligations attached to the position of household heads in the community include the ability to feed their households well, establish their wives in trades and provide education for their children. The socio-economic status of the farmers as household heads is enhanced by their ability to own independent houses, own buses or motor-cycles, to be polygamously married and until recently to be able to organize lavish ceremonies at the burial of their aged parents.

All the tobacco farmers interviewed indicated that they have been able to feed their households well. They all owned farms which provided food crops for household needs.

Meanwhile, a larger proportion of the tobacco farmers wives possessed independent trades. There is however no strong relationship between the adoption of tobacco farming by the farmers and the possession of independent trades by their wives because, a large proportion of the wives of the farmers had possessed independent trades before their husbands went into tobacco farming. Moreover, as revealed earlier in the discussion of the

impact of agro-industrial tobacco production on the socio-economic position of the wives of the farmers, the highly labour-intensive nature of tobacco production and the high institutionalization of the labour of women on their husbands' farms, seldom allow the wives of the farmers to visit their trades to develop them and to earn incomes independently of their husbands. This development, has made the economic position and role of the wives of the tobacco farmers to be a subject of the already precarious economic position of their husbands in tobacco farming.

Generally, there is a large school attendance of children and young members of the community. The situation, has been a common phenomenon in the community since the 1950s, when free primary education was introduced into the former Western Nigeria. The tuition-free education programme which the Oyo State government embarked upon between 1979 and 1983 further accelerated this development for the whole community. Save for the free education programmes, the highly labour-intensive nature of tobacco farming and the situation of "simple reproduction squeeze" faced by the farmers, would have compelled the farmers to engage their children in tobacco production rather than send them to schools. Infact during peak periods in tobacco production, school children assist on the farms.

In addition to feeding their households well, a substantial proportion of the farmers interviewed (90 percent) own motorcycles, 10 percent own commercial buses, 55 percent have built or nearly finished building independent houses, 56 percent are polygamously married, while 20 percent had carried out the burial ceremonies of one or both of their dead aged parents. All of the farmers responded that they consume beverages, such as bournvita and milk, blood tonics and pain relieving drugs, such as panadol and phensic on regular bases at the barn-sites and in their homes. Only 10 percent of the tobacco farmers who comprised the category of farmers that had spent relatively fewer years (maximum of two years) in tobacco farming had nothing of significance to show for their involvement in tobacco production.

All the same, these goods acquired by the farmers have been found to be necessities or part of the overhead social cost in tobacco production. Motorcycles owned by the farmers, are more like beasts of burden than objects of pleasure ride to the farmers. The farmers require motorcycles to ride to their distant farms and barn-sites located at the outskirts of the town and to transport bales of cured tobacco leaves from the barn-sites to the NTC leaf buying centres. Indigenous members of the community who engaged in relatively less laborious agricultural and non-agricultural enterprise, enjoy more pleasure rides on the motorcycles than tobacco farmers. Moreover, the energy sapping and laborious nature of flue-cured tobacco production have made it imperative for the farmers to consume blood tonics, beverages and pain relieving drugs, if they are to survive the hazards of the tobacco curing process. The laborious nature of tobacco

production also makes the acquisition of numerous wives by the farmers a necessity for the augmentation of labour in production than just a status symbols. Thus, the widespread ownership of motorcycle by the farmers, their consumption of seemingly exotic goods and the acquisition of wives by the farmers constituted more of an overhead social costs in tobacco production than "objects" for the improvement or enhancement of their socio-economic status.

In summary, findings from the tobacco farmers interviewed revealed that a large proportion of them had lived outside Nigeria and that many of them would have left Igboho to seek their fortune elsewhere but for the introduction of tobacco farming into the community. The large proportion of the tobacco farmers who had stayed outside Igboho community were engaged full-time in non-agricultural work. On their return to Igboho, the desire to earn higher income was the major motivation for their adoption of commercial tobacco farming.

The higher income earned by the farmers in tobacco farming enabled them to marry additional wives to enhance their social status in the community and also to augment labour on the farms. The inadequacy of family labour to meet production requirement in flue-cured tobacco production compels them to employ hired labourers on the farms and at the barn-sites. However, it is revealed that within the tobacco production programme, it is the NTC and not the farmers (household heads) who decides the quantity or acres of tobacco to be cultivated by the farmers; the prices for different grades of tobacco and the company is also the sole buyer of the crop from the farmers. This condition of production for the contracted tobacco farmers, it is maintained, is deleterious to their socio-economic well-being. The reason being that it precariously ties and subordinates the socio-economic condition of the peasants to the dynamics and vagaries of the market for flue-cured tobacco and the conditions of production stipulated by the NTC.

Empirically it is revealed that, the involvement of women in the new organization of production sponsored by the Nigerian Tobacco Company restricts their capacity to earn income, independently of their husbands and this subordinates them to the whims and caprices of the latter. Even though tobacco farmers earn higher than the average rural annual income, their overhead cost wipes off this advantage. The farmers for instance cannot subsist exclusively on income from their tobacco sales. Hence, they had to subsidize their income from tobacco production by cultivating their own food. In addition, because the income from tobacco is not spent on locally produced goods but only manufactured goods and exotic foods and drugs, its overall effect on the local economy is very limited. The data from the tobacco farmers also show that costs of tobacco production increase while returns decrease. The farmers are therefore caught up in a "simple reproduction squeeze". This means that none of them could operate

independent of the NTC because they lack the resource base to purchase all the inputs and services with their own capital. This process ensures perpetual dependency and restricts the bargaining power of the producer at the level of marketing/pricing.

Lastly, that even though the farmers generally are able to feed themselves and purchase motorcycles, marry more wives, build houses and purchase exotic foods, this was not so much the result of increased well being-brought by tobacco production. They are all necessary requirements for engaging in tobacco production with its need for labour, good health and transportation facilities. It is therefore argued that, in agricultural relations of production where farmers do not have control over their conditions of production and the products of their labour, their socio-economic lives would become marginalized. This marginalization process arises from the inability of farmers to control the process and object of their production.

Conclusion

The penetration of the rural economies of Third World societies by agribusiness concerns has often been seen as a salubrious development particularly, because of the low capital base in these societies (Bush-Hansen and Kieler 1983). The NTC method of contract farming in particular, is hailed as a viable way of socially organizing agricultural production and promoting the well-being of farmers in Nigeria (NTC annual report 1975). It is however evident that scholars who hail the NTC method of contract farming as a viable way to transform the lives and economies of rural Nigeria are more concerned with enumerating the amount of credits in terms of agricultural inputs and cash loans granted to the farmers by the Nigerian Tobacco Company and the material benefits that has accrued to the farmers as a result of their adoption of tobacco farming under the auspices of the TNC, to the neglect of the effect of the subordination of the socio-economic condition of the farmers to the control of the NTC. In the present study, it is revealed that the subordination of the socio-economic condition of the farmers to the control of NTC precariously ties the well-being of the farmers to the dynamics and vagaries of the market for flue-cured tobacco and the conditions of production stipulated by the NTC.

Moreover, the concern of the defenders of the NTC contract system with the enumeration of the material benefits that has accrued to the farmers as a result of their adoption of tobacco farming fails to examine the overall effect of the new acquired taste on the local economy, particularly, the undermining of indigenous craft and industries. As shown in the study, the tobacco farmers studied spent their income on imported manufactured goods and exotic foods and drugs. Thus, the effect of the increased cash earnings from tobacco farming on the local economy is very negligible. The call here therefore is an appeal to researchers on the agricultural economies of rural Third World societies to always analyse the structures and processes of agricultural production systems and indicate how these production

systems affect the lives of people and the structures of their communities. Mere enumeration of material benefits accruing to farmers as a result of their adoption of new farming techniques can be deceptive.

Theoretically, the present study reveals that in agricultural relations of production where farmers do not have control over their conditions of production and the products of their labour, their socio-economic lives would become marginalized. This position is a revision of an earlier belief that

"in the present circumstance of Third World societies with low capital and managerial resources, the injection of capital into their agricultural economies would help to develop the forces of production by giving them access to modern techniques of production, thereby increasing productivity but more importantly, by securing for them an adequately developed sphere of circulation whereby the farmers are assured of a market and regular payment" (Buch-Hansen and Kieler (1983).

Capital is certainly crucial to agricultural development in Third World societies. The problematic however is how capital can be injected into these rural economies without it undermining the socio-economic lives of the people and the structures of their societies. Significantly, since it has been amply demonstrated that smallholder farmers can be better managers of themselves, the recommendation here is also

"a radical rejection of (agricultural) development through the exploitation and subjection of producers whether in the name of socialism or liberalism and a commitment to the emanation of labour, the creation of conditions which enable people to produce freely in co-operation with one another, rather than under the direction of capital and the state" (Williams 1980).

For the specific case of the flue-cured tobacco farmers, there is the need for the Federal Government of Nigeria to abandon its present conspiratory position against the farmers in favour of the NTC and the invigoration of the activities of the Flue-Cured Tobacco Farmers Association particularly in matters of the pricing of flue-cured tobacco, vis-a-vis the monopsonist/monopolistic practice of the NTC.

Table 1: 1. Tobacco Production in Igboho Vis-a-Vis - The Rest of Oyo-North Division (1977-1981)

Years	Total Tobacco Production(Kg) In Oyo-North	Total Tobacco Production(Kg) in Igboho	Total Earnings Naira in Oyo-North	Total Earnings Naira in Igboho
1977	2,007,842	472,134	2,554,644.10	630,209.29
1978	2,096,400	806,660	2,724,843.75	1,045,409.95
1979	2,350,000	610,016	3,407,500.00	851,725.00
1980	2,649,924	721,239	3,853,454.60	1,011,603.40
1981	1,802,319	479,788	2,485,088.45	635,726.00
	10,976,503	3,080,837	15,025,531.00	4,174,673.00

Information collected from NTC divisional head quarters, Isehyin, Oyo-North.

Table II - Tobacco production and money earned in Igboho 1977-1981

Years	Number of Farmers	Total hectares-	Total production (Kg)	Total Earnings (Naira)	Average Earnings (naira)
1970-1976	RECO	RDS	NOT	AVAILABLE	
1977	556	554	472,134	630,209.29	1,133.47
1978	687	970	806,660	1,045,409.95	1,521.70
1979	654	816	601,016	851,725.00	1,302.33
1980	680	925	721,239	1,011,603.40	1,487.65
1981	668	820	479,788	635,726.00	951.69

Data collected from NTC divisional Head-Quarters, Iseyin.

Bibliography

1. Afonja, S. (1981) "Changing Modes of Production and the Sexual Division of Labour among the Yoruba". *Journal of Women in Culture and Society*, Vol.7, number 2, pp.299-313.
2. Akiwowo, A. and A.C. (1969) "Tobacco Growers in Northern Oyo Division and the Adoption of New Farming Ideas and Practices", Ibadan: NISER (Mimeograph).
3. Babalola, Ademola (1984) *The Impact of Tobacco Farming on the Family Structure of the Growers in Igboho*. Unpublished M.Sc. thesis, University of Ife.
4. Bernstein, H. (1979) "African Peasantries: A Theoretical Framework". *Journal of Peasant Studies*, 6,4, pp.421-443.
5. Buch-Hansen, M. and Kieler, J. (1983) "The Development of Capitalism and the Transformation of the Peasantry in Kenya". *Rural Africana*, 15-16, pp. 13-40.
6. Fádipe, N.A. (1970) *The Sociology of the Yoruba*. Ibadan, University Press.

7. Federal Office of Statistics (1983) Nigerian National Integrated Survey of Households (NISH), June 1980 - May 1981.
8. Kilby, P. (1969) *Industrialization in an Open Economy. Nigeria 1945-1966*. London, Cambridge Press.
9. Kolawole, M.I. (1975) "Economic Aspects of Flue-Cured Tobacco Production in the Savanna Zone of Western Nigeria". *Savannah* Vol.4, no.1, pp.13-23.
10. Kranedonk, H. (1968) *Rural Changes in the Savannah Area of the Western State of Nigeria: A Preliminary Report*. Ibadan: NISER (Mimeograph).
11. Mullings, L. (1976) "Women and Economic Change in Africa. Studies in Social and Economic Change. Haffking, N.J. and E.C. Bay (eds), California: Stanford University Press, pp.239-264.
12. Nigerian Tobacco Company (1975) *Nigerian Tobacco Company Annual Report and Accounts*, Lagos, NTC.
13. Williams, G. (1980) *State and Society in Nigeria*. Indanre, Afrografika Publishers.

Résumé

Cet article traite des effets socio-économiques de la structure du processus de production agro-industrielle du tabac sur les producteurs de tabac de la communauté Igboho.

L'étude effectuée sur un échantillon aléatoire de cinquante producteurs, dans un but bien précis, révèle d'une part dans le cadre de cette structure que la vie sociale et économique des producteurs est si tributaire de la dynamique du marché du tabac, de ses aléas et des conditions de production préconisées par la NTC (Société Nigériane de Tabac) en accord avec le gouvernement fédéral nigérian que cela en est plutôt dangereux. Elle révèle d'autre part dans le cadre de la structure du programme de production du tabac que ces producteurs n'ont pas réussi à améliorer sensiblement leur bien-être socio-économique dans la mesure où ils se sont retrouvés pris dans l'étau de la "reproduction simple". Ce fait est très révélateur en ce sens qu'il indique que lorsque les producteurs ne maîtrisent ni les conditions dans lesquelles ils produisent ni le produit de leur labeur, dans des rapports de production agricoles, les aspects sociaux et économiques de leur vie en pâtissent.

L'article se termine sur une recommandation qui écarte le développement agricole quelle que soit sa forme, socialiste ou libérale donc exploitant et dominant les producteurs. Il convient d'y substituer plutôt un engagement à émanciper la main-d'oeuvre et ce, en instituant des conditions telles que les producteurs puissent produire en toute liberté dans un climat de collaboration et non pas sous l'empire du Capital et de l'Etat.

Publications received

- Barampama, A. *Enquête sur le profil technologique des micro-entreprises du secteur métallique de Kigali et Butare (Rwanda)*.- Genève: BIT, 1987.
- Brenner, Carliene; Kurdoglu, Celik. *Mastering technology: engineering service firms in Developing Countries*.- Paris: OECD, 1987.
- Capt, Josiane. *Capacité et maîtrise technologique des micro-entreprises métalliques à Bamako et Ségou (Mali)*.- Genève: BIT, 1987.
- El Khyari, Thami. *Agriculture au Maroc*.- [S.L.]: ed. OKAD, 1987.
- FAO (Rome). *The State of food and agriculture: mid-decade review of food and agriculture: 1985*.- Rome/ FAO, 1986.
- George, Susan. *Food strategies for tomorrow*.- San-Francisco: Hunger project, 1987.
- Gérard Conac, Christine Desouches, Louis Sabourin. (sous la direction de) *La Coopération Multilatérale Francophone* Sabourin.- Paris : Economica, 1987.
- Hill, Allan G.; Graham, Wendy J. *West African sources of health and mortality information: a comparative review*.- Ottawa: IDRC, 1988.
- Institut Du Sahel (Bamako). CILSS (Ouagadougou) *Pour un programme sahelien d'éducation à la lutte contre la sécheresse et la désertification*. - Bamako: Institut du Sahel, 1987.
- International Labour Office (Geneva). *Employment and economic reform: towards a strategy for the Sudan*.- Geneva: ILO, 1987.
- International Trade Center Unctad/gatt (Geneva). *The Development of trade in selected agricultural machinery and implements among Developing Countries*.- Geneva: ITC, 1983.
- Jamal, Vali. *Structural adjustment and food security in Uganda*.- Geneva: ILO, 1985.
- Johnson, Vivian R & Willard R. *Relations between governments and volunteer development organizations in selected West African Countries*.- Second ed.- Cambridge: Center for International Studies, 1988.
- John W. Mellor (ed.). *Accelerating Food Production in Sub-Saharan Africa*.- London: Johns Hopkins University Press, 1987.
- Kinyanjui, Kabiru. *Regional and class inequalities in provision of primary education in Kenya, 1968-1973: a historical and socio-economic background*.- Nairobi: Institute for Development Studies, 1982.
- Lachaud, Jean Pierre. *L'Analyse du marché du travail urbain en Afrique (essentiellement à partir du début des années 1970)*.- Genève: Institut International d'Etudes Sociales, 1987.

- Lachaud, Jean Pierre. *Pauvreté et marché du travail urbain: le cas d'Abidjan (Côte d'Ivoire)*.- Genève: Institut International d'Etudes Sociales, 1988.
- Lavergne, Real. *L'Aide au développement du Canada au Sénégal: une étude indépendante*.- Ottawa : Institut Nord-Sud, 1987.
- Lipton, Michael. *Improving agricultural aid impact on low-income countries*.- Brighton: IDS, 1987.- 60p.; 21cm.
- Lipton, Michael. *Improving the impact of aid for rural development*.- Brighton: IDS, 1987.
- Lopes, Carlos; Rudebeck, Lars. *The Socialist ideal in Africa: a debate*.- Uppsala: Scandinavian Institute of African Studies, 1988.
- Mario I. Blejer, Ke-Young Chu (ed.). *Measurement Of Fiscal Impact: methodological issues* - Washington: IMF, 1988.
- Mikkelsen, Britha. *Formation of an industrial labour force in Kenya: experiences of labour training in the metal manufacturing industries*.- Nairobi: Institute for Development Studies, 1987.
- Nzita Kikhela, D. *Techniques de collecte et d'analyse des données sur la mortalité périnatale* Kinshasa, Zaire.- Ottawa : CRDI, 1988.
- Okidi, C.O. *Development and the environment in the Senegal basin under the OMVS treaty*.- Nairobi: Institute for Development Studies, 1987.
- Okidi, C.O. *The Role of the State in the management of international river and lake basins in Africa*.- Nairobi: Institute for Development Studies, 1987.
- Paul M. Lubeck (ed.). - *African Bourgeoisie (the): capitalist development in Nigeria, Kenya, and Ivory Coast*.-Boulder: Lynne Rienner Publishers, 1987.
- Reisen, Helmut; Van Trotsenburg, Axel. *Developing Country debt: the budgetary and transfer problem*.- Paris: OECD, 1988.
- Rodgers, Gerry. *Labour market mechanisms and urban poverty: a review of ten studies*.- Geneva: International Institute for Labour Studies, 1987.
- Svendsen, Knud Erik. *The Failure of the international debt-strategy* Copenhagen: Centre for Development Research, 1987.
- Timmer, C. Peter. *Private decisions and public policy: the price dilemma in food systems of Developing Countries*.- East Lansing: Department of Agricultural Economics, Michigan State University, 1986.
- United Nations. *The Development dialogue in the 1980's: continuing paralysis or new consensus?* New York: United Nations, 1985.
- Un-ngo Workshop. *On Debt Adjustment And The Needs Of The Poor: final report*.- Geneva: NGLS, 1987.
- Wole, Harold. *Race, class and the Apartheid State*.- London: James Currey, 1988.

CODESRIA BOOK SERIES

ZIMBABWE
THE
POLITICAL ECONOMY
OF TRANSITION
1980-1986



Edited by
IBISO MANDAZA

SECOND EDITION

SOUTH-AFRICAN LABOUR BULLETIN

Extending well over 400 pages divided between an introduction and five sub-sections each containing two or three chapters, **this formidable collection of essays** examines the pattern and course of events in Zimbabwe since independence.

... While the contributors, in Cabral's phrase, tell no lies and claim no easy victories, they nonetheless point to the fluidity of the situation in Zimbabwe, especially given the unfolding crisis in South Africa. **This is a book which deserves to be widely read and closely studied.**

An unusual... and impressive text on post-colonial Zimbabwe with the editor presenting a **tour de force**, a forceful analysis of the struggle that led to independence and the nature of the post-white settler colonial State.

...The political economy on transition is an **essential purchase** not only for the sharp insights that it provides into post-independence Zimbabwe but also as a historical document of -to paraphrase Amilcar Cabral- **the struggles that make Africans return to their history...**

African Times

Price : US \$ 10 (Paperback)

VIENT DE PARAÎTRE SÉRIE DES LIVRES DU CODESRIA



Cet ouvrage est le premier qui a été produit par un groupe national de travail francophone du CODESRIA. Il se propose, depuis des horizons pluridisciplinaires divers (Histoire, Sociologie politique, Economie...), de jeter des éclairages sur les structures étatiques au Maroc dans la longue durée afin de répondre aux interrogations majeures suivantes : quelles sont les mutations importantes de l'Etat marocain survenues sous l'effet de la pénétration étrangère? Dans quelle mesure ces mutations sont-elles porteuses d'une nouvelle nature de l'Etat marocain? Une modification de la nature de l'Etat est-elle nécessairement corrélative d'un changement de sa forme phénoménale d'organisation (type du régime politique)? Quel type de mutations des structures étatiques post-coloniales? Y a-t-il continuité ou discontinuité par rapport à l'administration coloniale?

Il comporte six études réparties en deux grands thèmes qui sont les suivants : les mutations des structures étatiques sous la pression de la pénétration étrangère et la continuité et la rupture dans l'Etat marocain post-colonial. Ces études viennent après une introduction détaillée de Abdelali DOUMOU qui a assuré la direction scientifique de ces travaux.

Dans l'ensemble cet ouvrage constitue non seulement une contribution significative aux études consacrées à l'analyse de la nature et des fonctions de l'Etat en général mais il complète harmonieusement des études faites antérieurement sur "l'Etat dans les Sociétés dépendantes".

NOTES TO CONTRIBUTORS

All manuscripts should be in triplicate and in a form suitable for sending to the printer. The copies must be typed in double spacing. Articles should be accompanied by a record of the author's name and affiliation, and by a summary of 500 words (for translation purpose) giving a clear indication of the nature and range of the results in the paper.

Citations in the text should read thus : (Amin, 1975) or, for specific quotations, (Amin, 1975, pp. 61-62). The convention (Amin, 1975 A), (Amin, 1975 B), should be used if more than one publication by the same author (s) in a particular year is cited. References should be listed in full, alphabetically at the end of the paper in the following style :

- Nabudere, D. W. (1978) *Essays in the Theory and Practice of Imperialism*, London, Onyx.
- Yachir, F. (1978) « Recherche Economique et Système Mondial Capitaliste : le Tiers-Monde et l'Instrumentalisation de la Recherche » *AFRICA DEVELOPMENT*, Vol. III, N° 4.

NOTES AUX AUTEURS

Les manuscrits doivent nous parvenir en trois exemplaires et prêts à être imprimés. Les exemplaires doivent être écrits à interligne double. Doivent être joints à l'article : des détails concernant les auteurs, le nom et l'affiliation, et un résumé de 500 mots (pour traduction éventuelle) donnant une indication précise de la nature de l'article et une vue d'ensemble des résultats trouvés.

Les citations à l'intérieur du texte doivent être libellées comme suit : (Amin, 1975) ou, dans le cas des citations particulières (Amin, 1975, pp. 61-62). La convention (Amin, 1975 A), (Amin, 1975 B) doit être employée si plus d'une publication du (es) même (s) auteur (s) est citée. La bibliographie doit être donnée en entier et par ordre alphabétique à la fin de l'article sous la forme ci-dessous :

- Nabudere, D. W. (1978) *Essays in the Theory and Practice of Imperialism*, London, Onyx.
- Yachir, F. (1978) « Recherche Economique et Système Mondial Capitaliste : le Tiers-Monde et l'Instrumentalisation de la Recherche » *AFRICA DEVELOPMENT*, Vol. III, N° 4.

ANNUAL SUBSCRIPTION / ABONNEMENT ANNUEL

African Institutes - Instituts africains : dollars 32 US / 32 dollars US
Other Institutes - Autres Instituts : dollars 35 US / 35 dollars US
Individuals - Individuels : dollars 30 US / 30 dollars US

Postage / Expédition :

African Institutes - Instituts africains /by Air Mail - par Avion
Rest - Autres /by Surface Mail - par Voie Ordinaire

Current Individual Copy / dollars 7 US - 35 FF.

Exemplaire en cours / dollars 7 US - 35 FF.

Back Issues - Numéros précédents / dollars 10 US - 51 FF.

Subscription should be sent to / L'Abonnement doit être envoyé à :

The Editor,
CODESRIA
B.P. 3304,
Dakar - SENEGAL